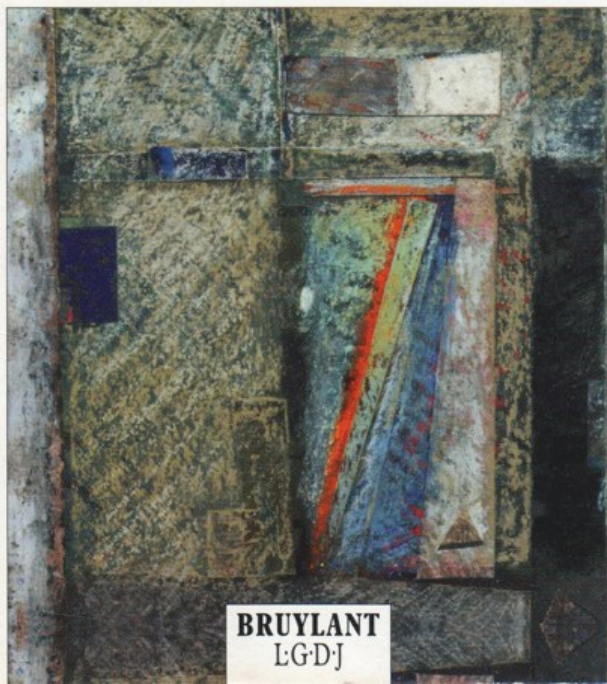


COLLECTION
~~AXES~~
ESSAIS

MAURICE BERTRAND

LA STRATEGIE SUICIDAIRE DE L'OCCIDENT



BRUYLANT
L.G.D.J.

**LA STRATÉGIE SUICIDAIRE
DE L'OCCIDENT**

Collection *AXES*
dirigée par

Victor-Yves GHEBALI
professeur à l'Institut universitaire
de hautes études internationales (Genève)

Dans la même collection :

1. **Les relations économiques Est-Ouest**, par Jean-Daniel CLAVEL, 1989, 288 p.
2. **EUREKA et l'Europe technologique**, par Philippe BRAILLARD et Alain DEMANT, 1991, 180 p.
3. **Le défi francophone**, par Pierre-François CHATTON et Joanna MAZURYK BAPST, 1991, 168 p.
4. **De la négociation diplomatique multilatérale**, par Jean-Daniel CLAVEL, 1991, 120 p.
5. **Le rôle international des organisations non gouvernementales**, par Yves BEIGBEDER, 1992, 204 p.
6. **La France dans le nouveau désordre international**, par Thierry GARCIN, 1992, 164 p.
7. **L'Europe des ethnies**, par Guy HERAUD, 1993, 212 p.

COLLECTION
~~AXES~~
E S S A I S

LA STRATÉGIE SUICIDAIRE DE L'OCCIDENT

PAR

Maurice BERTRAND

BRUYLANT-BRUXELLES
L. G. D. J. - P A R I S

1 9 9 3

DU MEME AUTEUR

Pour une doctrine militaire française. Paris, 1965. Editions Gallimard. Collection Idées.

Refaire l'ONU, un programme pour la paix. Genève, 1986. Editions ZOE.

(publié en allemand par DGVN, UNO Verlag Bonn, 1988)

The third generation world organisation. 1989. Martinus Nijhoff publishers.

(publié en japonais par Kokusai Shobo Co Ltd., Tokyo, 1991)

ISBN Bruylant 2-8027-0850-3

ISBN Librairie Générale de Droit
et de Jurisprudence 2-275-00487-4

D / 1993 / 0023 / 25

© 1993 Etablissements Emile Bruylant, S.A.
Rue de la Régence 67, 1000 Bruxelles.

Tous droits, même de reproduction d'extraits, de reproduction photomécanique ou de traduction, réservés.

IMPRIMÉ EN BELGIQUE

AVANT-PROPOS

Crises suicidaires et forces obscures

Tous les 20 ou 30 ans, l'Occident adopte des stratégies suicidaires qui aboutissent à des cataclysmes. Tel a été le cas au XX^e siècle des politiques qui ont conduit à la première puis à la deuxième guerre mondiale. La guerre dite froide n'a évité l'holocauste nucléaire que par chance. Tout était prêt pour le suicide de l'humanité. Aujourd'hui, après l'euphorie très courte qui a suivi la révolution à l'Est, il devient de plus en plus clair qu'une nouvelle fois encore, l'Occident se précipite vers un autre cataclysme mondial.

Tous les esprits n'en sont sans doute pas encore convaincus. Il y a ceux qui croient que les pays riches du Nord peuvent encore se protéger, à l'abri de frontières sûres, contre le désordre. Mais une inquiétude sourde se développe. Le drame yougoslave a servi de révélateur. L'impuissance de l'Europe et de l'Occident est devenue évidente. L'opinion a trouvé intolérables les crimes commis, insensé le concept de « purification ethnique », scandaleuse cette guerre de type XIX^e siècle au coeur d'une Europe en marche vers son unité. Du même coup, les quelques 40 conflits qui ensanglantent la planète, et qui paraissaient lointains, dans le Caucase, en Asie centrale, en Afrique, en Asie du Sud Est, en Amérique latine, ont paru nous concerner davantage.

Les images répandues par les médias sur la Somalie, le Mozambique ou le Cambodge ont confirmé qu'il ne suffisait pas de recourir à l'ONU, de prêcher les droits de l'homme, ou d'envoyer du riz pour ramener la démocratie, l'ordre et la paix, et pour avoir bonne conscience. L'illusion de la « sécurité collective », que l'accord provisoire des 5 membres permanents du Conseil de Sécurité avait fait renaître, a volé en éclats. L'idée que demain l'Algérie, l'Egypte ou l'Inde, puis d'autres pays de proche en proche pourraient devenir

« d'autres Yougoslavies » est devenue familière. Et celle que les chocs en retour par migrations massives interposées, pourraient frapper à leur tour l'Europe ou l'Amérique, et entraîner la décomposition d'un monde riche qui se croyait jusqu'ici protégé, est au fond de notre inquiétude.

Aucune stratégie claire n'a cependant été jusqu'ici proposée par les hommes politiques pour parer à ces menaces et tenter de ramener l'ordre et la paix. On explique volontiers que la crise yougoslave était prévisible et que l'on aurait pu et dû agir à temps pour la prévenir, mais pour les autres guerres civiles en préparation, et tout aussi prévisibles, on ne propose ni méthode ni programme d'action. On fait quelques modestes efforts pour venir en aide aux pays de l'Est, mais la crise économique à l'Ouest est une bonne excuse pour limiter ce soutien au minimum, qu'il s'agisse de la libéralisation du commerce ou d'aides directes au développement économique des « pays en transition ». Pour le reste du monde, on ne fait rien et l'on n'imagine même pas ce que l'on pourrait faire.

Or l'absence de vision et de courage, l'impossibilité d'établir un diagnostic, sont justement les caractéristiques de toutes les périodes de « montée des périls ». Tel a été le cas avant la guerre de 1914 comme avant celle de 1939. La même confusion régnait au moment de la crise des missiles de Cuba, qui a failli déclencher la guerre nucléaire. La confusion actuelle n'est donc pas de bon augure. L'incertitude qui règne au sujet de la nature du cataclysme en préparation ne contribue pas à éclairer le débat. Il ne s'agit pas d'une troisième guerre mondiale, mais bien plutôt d'une désintégration générale de la société planétaire par généralisation de conflits intraétatiques à la planète entière. Or l'anarchie est difficile à imaginer et la manière de la prévenir encore davantage

Les pessimistes rejoignent donc les optimistes dans la passivité ou le fatalisme. Ceux qui ont vécu les crises suicidaires du début du XX^e siècle ont eu la certitude qu'ils étaient emportés par des forces obscures auxquelles il était impossible de résister. « Quelle est la force qui meut les peuples ? » se demandait déjà au XIX^e siècle Léon Tolstoï dans l'épilogue de Guerre et Paix. Mais le brillant morceau de bravoure qui suivait cette question n'appor-

tait aucune réponse. Et quand Jerphanion, le héros de Jules Romain, écrivait dans les années 30 que « si ce monde devait rester perpétuellement voué à des lois aveugles, il ne l'intéressait pas », il exprimait clairement l'angoisse qui saisissait les hommes de bonne volonté devant la montée inexorable des périls. C'est la même angoisse que les générations de la deuxième moitié du XX^e siècle ont éprouvée devant le risque de guerre nucléaire.

Nos inquiétudes aujourd'hui comportent des sentiments du même ordre. Il est bien porté de paraître modeste en disant qu'en dépit des progrès des sciences sociales, nous sommes incapables de prévoir, encore plus de contrôler la marche des forces qui font l'histoire. Cela fournit une excuse parfaite aux dirigeants politiques pour ne pas avoir de stratégie.

La thèse qui sera soutenue dans ce livre va à l'encontre de ces idées reçues. Elle prétend que l'Occident, en cette fin de XX^e siècle dispose de tous les instruments intellectuels nécessaires pour comprendre et pour dominer la crise en cours de développement ; que nous n'ignorons rien des raisons pour lesquelles cette désintégration se produit sous nos yeux. Les leçons des expériences passées ont été tirées. La critique des erreurs commises a été faite. La psychologie collective appliquée à la théorie des conflits a fait des progrès décisifs. En Europe même, des réponses ont été apportées : la construction progressive, mais irréversible de l'Europe de l'Ouest a fait disparaître la possibilité de guerres entre les ex-principales grandes puissances qui s'étaient battues entre elles pendant mille ans et avaient déclenché les deux guerres mondiales. Aujourd'hui, dans le cadre de la Conférence sur la Coopération et la Sécurité en Europe, des « mesures de confiance » ont créé une vaste communauté de sécurité qui s'étend de Vancouver à Vladivostok. L'extension de ce système à la planète entière ne devrait pas être hors de portée.

Non seulement le monde riche ne souhaite pas la guerre, mais il n'a jamais été aussi bien équipé pour l'éviter. Il connaît les méthodes qu'il faudrait appliquer pour empêcher les menaces de se développer. Les moyens intellectuels dont dispose l'Occident pour comprendre les causes des risques de désintégration sociale n'ont

jamais été aussi grands. Ils sont sans commune mesure avec le niveau de connaissances dont on disposait en 1914 ou en 1939.

Tout se passe en réalité comme si l'Occident se refusait à reconnaître une réalité qu'il est parfaitement capable d'observer, de comprendre et de transformer. L'examen critique des crises suicidaires qui ont marqué le XX^e siècle et des cataclysmes auxquels elles ont abouti, montre que ce sont toujours les mêmes mécanismes qui les ont provoquées et que nous les connaissons si parfaitement qu'il serait possible aujourd'hui de les identifier et de les maîtriser.

C'est sans doute une gageure que de tenter de démontrer qu'il n'y a plus en fait de « lois aveugles » ni de « forces obscures », et que si nous laissons monter les périls c'est par lâcheté ou par négligence, mais non par ignorance. C'est pourtant l'ambition de ce livre de tenter d'expliquer pourquoi.

Maurice BERTRAND

PREMIÈRE PARTIE
**LA CRISE SUICIDAIRE
DU XX^e SIÈCLE**

CHAPITRE PREMIER

LES DEUX PREMIÈRES CRISES SUICIDAIRES DU XX^e SIÈCLE

LA PREMIÈRE « MONTÉE DES PERILS »

De 1890 à 1914 l'équipement intellectuel de la classe politique européenne a directement conduit à la guerre que tout le monde sentait venir, et dont, — à l'exception de quelques petites minorités —, personne ne voulait, même si l'on ne savait pas encore qu'elle serait une des plus monstrueuses boucheries que le génie guerrier ait encore inventées. Les dirigeants politiques de tous bords, qu'ils soient à la tête d'empires dynastiques comme Alexandre III puis Nicolas II en Russie, Guillaume II en Allemagne ou François Joseph en Autriche-Hongrie, ou qu'ils soient des élus du peuple comme Delcassé, Jules Ferry, Poincaré, Briand ou Clemenceau en France, ou comme Balfour, Asquith, Joseph Chamberlain ou Lloyd George en Angleterre, croyaient à un certain nombre de principes communs et avaient la même philosophie politique.

Ils croyaient aux vertus de la diplomatie secrète, ils pensaient comme Clausewitz que la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens, ils avaient foi surtout en la grandeur et en la supériorité des unités politiques qu'ils dirigeaient, — et qu'ils appelaient des « nations » ou des « empires ».

Ils ne croyaient pas au droit des peuples à disposer d'eux mêmes. Qu'ils soient dynastes ou politiciens bourgeois, ils se sentaient une vocation à rassembler le plus de territoires possibles sous leur autorité, en Europe par l'annexion de provinces ou de pays, dans le monde par la construction d'empires coloniaux. Leur sens de la grandeur, — et de leurs intérêts —, avait un

caractère géographique. Ils se comportaient tous comme des paysans avides de terres : la Russie devait s'agrandir en direction des Détroits, l'Allemagne conserver l'Alsace Lorraine et s'étendre davantage s'il se pouvait à l'Est comme à l'Ouest, l'Autriche Hongrie voulait la Bosnie Herzégovine, la France conquérait le Maroc, la Tunisie et l'Indochine et concurrençait l'Angleterre dans le partage des territoires Africains.

Malgré toutes ces ambitions, ils estimaient aussi que l'équilibre des puissances était la garantie de la paix, et les délices des jeux diplomatiques consistaient justement à aller le plus loin possible dans l'extension territoriale, sans déclencher de conflagration militaire généralisée entre les grandes puissances. On passait pour cela des alliances, et chacun organisait son camp, — Triple d'un côté, Triple entente de l'autre —, dans l'espoir de maintenir l'équilibre et de dissuader l'adversaire potentiel d'aller trop loin.

On jouait aussi à se faire peur les uns aux autres, à Tanger, à Agadir, à Fachoda ou sur la frontière Alsacienne, et l'on maintenait, par les journaux et les campagnes de presse, l'idée que la guerre était possible et même probable, ce qui se transformait dans l'opinion en la conviction croissante que la guerre était en fait inévitable. En même temps l'on s'armait le plus possible, et quand le danger semblait croître, on augmentait, à l'occasion d'une crise, les effectifs des armées et la durée du service militaire.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que le cataclysme se soit produit, nul n'ayant au surplus imaginé que la guerre industrialisée avec mitrailleuses, canons et lance torpilles précis, chars lourds, etc, ferait des millions de morts. La guerre a bien été le produit naturel d'un équipement intellectuel qui était commun aux diverses philosophies politiques régnautes.

Même si l'on admet qu'il y avait des différences notables entre les conceptions politiques des milieux dirigeants des empires centraux et celles de la classe politique sortie des urnes dans les « démocraties » anglaise et française, même si l'on pense que les idéologies des conservateurs et des socialistes de l'époque étaient

sérieusement opposées, il faut bien constater que ces philosophies politiques différentes partageaient toutes, à des détails près, les mêmes instruments d'analyse.

Particulièrement éclairante à cet égard est l'attitude de Jean Jaurès (mais celle de Liebknecht en Allemagne n'était pas radicalement différente). Les socialistes ne voulaient certes pas la guerre et rêvaient volontiers de fraternisation entre les prolétaires français et allemands, de grève générale capable d'éviter les mobilisations ...Mais ils ont été en fait totalement incapables de proposer une analyse et une solution qui auraient pu effectivement enrayer la montée des périls. En 1910 Jaurès publiait « l'Armée Nouvelle »¹, non pour exposer une méthode de construction de la paix, mais pour proposer pour la France une solution militaire du type armée suisse, avec une large utilisation des réserves pour renforcer la capacité de défense du peuple français, et éviter le vote de la « loi de trois ans » à laquelle tenait l'Etat major.

Et le livre présentait une défense très vive de l'idée que les prolétaires ont bien une patrie. La phrase de Marx qui dit le contraire dans le Manifeste Communiste était taxée de « boutade passionnée », de « réplique paradoxale et d'ailleurs malencontreuse, puisqu'elle alimentait la polémique des patriotes bour-

¹ Jean JAURÈS. *L'armée nouvelle*. (Editions de l'Humanité. Paris 1912, réédition de l'édition parlementaire de 1910). La formule citée est extraite du texte suivant, p. 436 :

« Le prolétariat n'est donc pas hors de la patrie. Quand le Manifeste communiste de Marx et d'Engels prononçait en 1847 la fameuse phrase si souvent répétée et exploitée en tous sens : « Les ouvriers n'ont pas de patrie », ce n'était qu'une boutade passionnée, une réplique paradoxale et d'ailleurs malencontreuse, à la polémique des patriotes bourgeois qui dénonçaient le communisme comme destructeur de la patrie. Aussi bien Marx lui-même se hâta de corriger et de restreindre le sens de sa formule. Il ajoute aussitôt :

« Sans doute le prolétariat doit conquérir d'abord le pouvoir politique, s'élever en classe nationale souveraine et se constituer lui-même en nation ; et en ce sens il est encore attaché à une nationalité. Mais il ne l'est plus au sens de la bourgeoisie. »

Ce sont des subtilités assez obscures et assez vaines. »

geois qui dénonçaient le communisme comme destructeur de la patrie ».

LES PRINCIPES « DYNASTIQUES »

En résumé, la philosophie politique qui exerçait à la veille de la guerre de 1914 sa dictature sur les analyses et sur les comportements de tous les membres de la classe politique en matière de relations internationales était faite d'éléments divers, mais dont l'amalgame paraissait cohérent. On pouvait y reconnaître tout d'abord une théorie explicative des relations internationales qui se traduisait par les principes suivants :

1. Le principe de souveraineté :

Les Etats nations n'admettent aucune autorité au dessus d'eux mêmes, (ce qui peut aussi s'énoncer : la société mondiale est en état d'anarchie absolue).

2. Le principe de supériorité :

Le pays auquel on appartient est plus important que les autres pays, et le peuple auquel on appartient est plus intelligent, plus valable, plus courageux que les autres peuples.

3. Le principe d'agrandissement légitime :

Le pays auquel on appartient a le droit de s'agrandir aux dépens des autres ; ce principe ayant pour corollaire :

4. Le principe de négation du droit des peuples à disposer d'eux mêmes :

Les pays les plus puissants ont le droit de soumettre à leur juridiction les populations qui habitent les territoires qu'ils annexent ; et

5. Le principe de l'équilibre :

Les tentatives d'agrandissement des unités politiques aboutissant à une impasse en cas d'équivalence des forces, la paix

dépend pour l'essentiel de cet «équilibre des puissances» («balance of power»), et les alliances doivent aider à le maintenir.

6. Le principe du caractère sacré de l'«intérêt national» :

L'intérêt national, — en tous domaines, économique, stratégique, politique ou de prestige —, est une valeur absolue, qui doit guider toute politique étrangère ; il avait pour corollaire.

7. Le principe de «real politik» :

Il est permis de ne respecter aucune règle morale pour la conduite de la politique extérieure.

Ce «réalisme» nationaliste se complétait enfin d'une croyance en la permanence de la «nature humaine», dont découle les lois de la politique, et que l'on peut appeler :

8. Le principe antihistoriciste :

Il est ridicule de penser qu'il pourrait y avoir un «sens de l'histoire». Les lois qui ont gouverné les relations entre unités politiques dans les siècles passés continueront de s'appliquer à l'avenir.

Le deuxième élément de la philosophie politique régnante, très intimement lié au premier était la conception essentiellement militaire de la sécurité, qui se traduisait en deux principes :

9. Le principe de légitimité de la guerre (ou principe «Clauzewitzien») :

La guerre est un instrument de la politique ; son corollaire étant :

10. Le principe de l'obtention de la paix par la préparation de la guerre :

On doit avoir recours le moins possible à la guerre, mais il faut toujours être prêt à la faire («si vis pacem, para bellum»),

et il ne faut jamais laisser un rival potentiel acquérir une force militaire supérieure à la vôtre.

Enfin le troisième élément, également complémentaire des deux autres, était une conception antidémocratique de la conduite de la politique étrangère, comprenant une répartition des tâches entre les dirigeants et les dirigés, soit :

11. Le principe du « domaine réservé » :

La politique étrangère est un domaine réservé aux principaux dirigeants et aux diplomates chevronnés. Elle est un jeu passionnant et difficile auquel peuvent seuls jouer ceux qui exercent les plus hautes responsabilités et qui sont seuls capables au surplus d'interpréter correctement l'« intérêt national ». Elle ne doit pas être soumise à un contrôle démocratique qui lui ferait perdre l'avantage de la discrétion et du secret.

12. Le principe de l'amour de la patrie.

De leur côté, les peuples doivent aimer leur patrie, être prêts à se sacrifier pour sa défense et rester convaincus que leur pays (i.e leurs dirigeants) a toujours raison. La paix et la cohésion sociales dépendent au surplus de la force du sentiment national.

Il fallait enfin, en ce début de siècle, rajouter à cet ensemble de principes, pour être complet, une dernière prescription concernant l'introduction en politique étrangère, essentiellement par les bourgeois, d'une règle du droit des affaires, que l'on peut appeler :

13. Le principe de la distinction des relations financières et des relations politiques entre Etats :

Les relations financières entre Etats ressortissent des règles en usage dans le commerce privé ; ces règles conservent leur validité quelles que soient les circonstances politiques.

Ces principes de politique étrangère n'étaient autres que la traduction à l'usage des peuples et des bourgeois, des principes dynastiques qui avaient présidé pendant des siècles aux relations entre souverains. Ils continuaient d'être appliqués naturellement

par les empereurs qui régnaient encore avant 1914. Mais les dirigeants bourgeois, qui maintenaient leur pouvoir économique, et donc politique, de génération en génération, en vertu de la loi de l'hérédité qui avait garanti le pouvoir de leurs prédécesseurs aristocratiques, avaient adopté ces mêmes principes sans la moindre difficulté. Il peut paraître en effet naturel, quand on exerce le pouvoir, de se conformer aux usages en vigueur et d'essayer de jouer aux mêmes jeux que ceux dont on vient de prendre la place.

Ces principes nationalistes, impérialistes, « réalistes » et militaristes et qui allaient conduire directement au cataclysme d'une guerre généralisée d'une puissance de destruction non prévue, étaient en contradiction directe avec l'intérêt des peuples. Or immédiatement après la première guerre mondiale, ils allaient aussi présider à l'établissement du Traité de paix, et rendre ainsi pratiquement inévitable le déclenchement de la deuxième guerre mondiale, à peine 20 ans plus tard.

UNE PAIX JUSTE ET DURABLE

L'échec total de la réponse qui a été apportée au vœu profond de tous les peuples de « ne plus jamais revoir de guerre » — résulte en effet très simplement de la survivance, malgré l'expérience qui venait d'être faite, du même équipement intellectuel.

L'échec du Président Wilson est à cet égard révélateur de la capacité de résistance de principes archaïques et manifestement antidémocratiques dans l'esprit des hommes politiques et des peuples eux mêmes. Il est d'abord impressionnant de constater que dans toute la classe politique européenne il ne s'est pas trouvé un seul homme d'Etat capable de remettre en cause l'équipement intellectuel qui venait de faire une faillite aussi manifeste. C'est un Américain qui fut le seul à élever une protestation et à proposer de nouveaux principes.

Les principes wilsoniens énoncés dans ses 14 points, étaient révolutionnaires en ce sens qu'ils contredisaient explicitement plusieurs des principes énoncés ci dessus. Le premier point

condamnait la diplomatie secrète (« no private international understanding of any kind »), le quatrième demandait la « réduction des armements au niveau le plus bas compatible avec la sécurité intérieure, le cinquième traitait avec embarras des questions coloniales en statuant que « les intérêts des populations concernées devaient avoir un poids égal aux revendications équitables des gouvernements dont les titres devaient être établis ». Plusieurs autres points enfin suggérant la refonte de la carte de l'Europe parlaient des « chances de développement autonome des peuples » (en Autriche-Hongrie, dans l'empire Turc etc). Le quatorzième point enfin préconisait une « association générale des nations, dans le but de donner des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégrité territoriale pour les grands comme pour les petits Etats ».

Ce n'était pas un renversement de tous les principes « dynastiques », mais c'était un début de novation fondamentale qui aurait pu faire progresser la démocratie s'il en avait été sérieusement tenu compte, et qui aurait peut être mieux garanti la paix si les « intérêts des populations concernées » ou les « chances de développement autonome » des peuples avaient été traduits dans les dispositions des Traités de paix, si des plébiscites avaient été prévus et des statuts de minorités définis.

On peut juger aujourd'hui sa tentative timide et utopique à la fois, — dans la mesure où les principes dynastiques n'étaient pas tous condamnés de front et dans celle où les problèmes de la collaboration souhaitable des peuples Européens, — vainqueurs et vaincus —, n'étaient pas abordés. Mais au lieu de les adapter et de les compléter, en les considérant comme une occasion unique de transformer des principes périmés qui étaient responsables du cataclysme qui venait d'être vécu, les dirigeants bourgeois en charge de la préparation de la Paix, ont écouté le Président avec condescendance et ont tout fait pour détourner ses principes de leur but véritable. Plus significatif encore, il ne s'est trouvé aucun intellectuel progressiste pour contester la valeur des outils servant à concevoir la paix. La vague nationaliste était si puissante

que l'idée d'une collaboration des peuples sur des bases nouvelles n'a même pu être énoncée.

La carte de l'Europe a donc été découpée sans tenir suffisamment compte du droit des minorités, pourtant numériquement importantes, que l'on enfermait dans les frontières nouvelles d'Etats qui leur étaient étrangers (Allemands en Pologne et en Tchécoslovaquie, Hongrois en Roumanie, etc.). Le principe de « développement autonome » a simplement servi de prétexte à un découpage effectué sans aucun souci des règles de l'équilibre des puissances. Et l'on a ajouté à ce mépris et à cette désinvolture, l'ignorance des règles les plus élémentaires de la psychologie des peuples, (et de celles de l'économie politique) en reprenant sous le nom de « réparations » la méthode Bismarckienne de l'indemnité de guerre, en leur fixant un montant sans aucun rapport avec la capacité de paiement de l'Allemagne, et en étalant sur des dizaines d'années le paiement de ce tribut.

Le résultat de cette conception étroitement nationaliste et prétendument réaliste de la Paix était prévisible : l'Allemagne humiliée mais non diminuée de puissance ne pouvait avoir désormais pour objectif que de se débarrasser de ce « diktat » et de prendre sa revanche. Or on ne compte guère que deux analyses qui aient fait cette prévision dès 1920 : le livre de John Maynard Keynes sur « les conséquences économiques de la paix », et celui de Jacques Bainville sur « les conséquences politiques de la paix ». Et le terrorisme intellectuel que le nationalisme exerçait sur tous les esprits était tel que ces démonstrations pourtant brillantes n'ont eu aucun effet. Sans doute les solutions qu'ils préconisaient venaient elles trop tard et n'étaient au surplus pas suffisamment constructives. Mais leur analyse critique révèle dans les deux cas l'extraordinaire inadaptation de l'équipement intellectuel qui a conduit aux Traités de Paix.

Le livre de Keynes ² démontrait que le Traité ne tenait aucun compte des réalités économiques, surestimait la capacité de paie-

² John Maynard KEYNES. *The Economic Consequences of the Peace*. Macmillan Cambridge University Press, for the Royal Economic Society, first edition 1919 ; paperback edition 1984. citation page 20 ; traduction de l'auteur.

ment de l'Allemagne en matière de réparations, ignorait les problèmes de transfert de ressources à l'échelle internationale et ne mesurait en aucune manière les besoins de l'économie européenne mise à mal par la guerre. Le style était éblouissant et la description de l'Europe de 1913, comme celle des « acteurs » chargés de préparer le Traité, montrait clairement la relation entre les erreurs commises et l'équipement intellectuel collectif qui régnait sans partage dans tous les esprits. La description de Clemenceau est à cet égard exemplaire :

« Il éprouvait pour la France ce que Périclès éprouvait pour Athènes, — elle seule comptait, rien d'autre-. Mais sa théorie de la politique était celle de Bismarck. Il avait une illusion, la France, et une désillusion, l'humanité, y inclus les français et ses collègues en particulier ... Sa philosophie ne faisait par conséquent aucune place à la « sentimentalité » dans les relations internationales. Les nations sont des choses réelles, et parmi elles, vous en aimez une, et n'éprouvez pour le reste qu'indifférence ou haine. La gloire de la nation que vous aimez est un objectif souhaitable, mais qui ne peut généralement être atteint qu'aux dépens du voisin. La politique de puissance est inévitable ... »

De son côté Jacques Bainville, historien de droite, Action Française, se livrait à une analyse logique du principe de l'équilibre des puissances ³, en expliquant qu'en maintenant au centre de l'Europe une Allemagne de 60 millions d'habitants, coupée de la Prusse orientale par le couloir de Danzig, amputée de quelques millions d'habitants et de territoires au profit de la Tchécoslovaquie et de la Pologne, entourée par de petits Etats faibles et dépendants de sa puissance économique, au surplus condamnée moralement par le Traité comme responsable de la guerre, on créait les conditions idéales pour la rupture de l'équilibre. Son exercice de futurologie était sans faute.

³ Jacques BAINVILLE. *Les conséquences politiques de la paix*. Paris, Arthème Fayard, 1920.

« ..la puissance politique engendre toutes les autres, écrivait il, et un Etat de 60 millions d'habitants, le plus nombreux de l'Europe occidentale et centrale, possède dès maintenant cette puissance politique. Tôt ou tard l'Allemagne sera tentée d'en user. Elle y sera même poussée par les justes duretés que les Alliés ont mis dans les autres parties de l'acte de Versailles. Tout est disposé pour faire sentir à 60 millions d'allemands qu'ils subissaient en commun un sort pénible. Tout est disposé pour leur donner l'idée et la faculté de s'en affranchir, et les entraves elles mêmes serviront de stimulants ».

et un peu plus loin : « On ne peut pas dire que le Traité ne démembre pas l'Allemagne. Il la démembre nettement à l'Est, à un point sensible, très loin de la prise des Alliés. Il la démembre au profit de la Pologne, trois fois moins peuplée qu'elle et plus de vingt fois moins forte si l'on tient compte des faiblesses intimes de l'Etat polonais et des périls qu'il court. Regardez encore cette carte si parlante. Accroupie au milieu de l'Europe comme un animal méchant, l'Allemagne n'a qu'une griffe à étendre pour réunir de nouveau l'ilôt de Koenigsberg. Dans ce signe les prochains malheurs de la Pologne et de l'Europe sont inscrits. »

Et il prédisait à la fois l'Anschluss avec l'Autriche (p. 49), le démembrement de l'Etat tchécoslovaque à cause des Sudètes (p. 34), l'invasion de la Pologne (p. 46) et même celle de la France en passant par la Belgique (p. 53). Nul pourtant ne fut convaincu. Les dés étaient jetés.

Pendant ce temps, la gauche, de son côté, perdue dans ses analyses marxistes ou para marxistes et confrontée avec la révolution de 1917 en Russie, croyait avoir bien d'autres sujets de réflexion. N'observant ni ne comprenant rien à la montée des nationalismes, ni à tout ce qui venait de se passer, elle n'était pas capable de proposer des outils d'analyse de rechange qui fussent immédiatement opérationnels.

Dans ces conditions l'équipement intellectuel qui s'installait au pouvoir, à partir de 1920, sans rencontrer de contestation de quelque valeur, n'était pas sensiblement différent de celui qui avait conduit à la première guerre mondiale. Les principes dynastiques énumérés ci dessus n'étaient pas sensiblement modifiés.

En principe le droit des peuples à disposer d'eux mêmes, — bien qu'officiellement non reconnu —, s'appliquait à peu près désormais en Europe — on a vu avec quelles exceptions. Mais il ne s'appliquait toujours pas, sur les autres continents, aux peuples colonisés, dont la servitude leur était bénéfique, puisqu'on leur apportait « la civilisation ». Même si la diplomatie secrète n'était plus officiellement pratiquée, la politique étrangère restait un domaine réservé, manipulé par quelques individus, sans information ni participation des peuples — à qui l'on inculquait la nécessité de la « raison d'Etat » et l'on expliquait tout ce que l'on faisait par la défense de l'« intérêt national ». La course aux armements reprenait, la guerre restait le suprême recours, et la « défense nationale » un devoir sacré. Enfin l'on prétendait avoir remplacé la théorie de l'« équilibre des puissances » par celle de la « sécurité collective » de la Société des Nations⁴.

⁴ Le principe de la sécurité collective était énoncé dans l'article 16 du pacte de la SDN, qui prévoyait, en cas de recours à la guerre par un membre de la Société, la rupture immédiate avec lui par tous les autres membres « de toutes relations commerciales ou financières » et la recommandation par le Conseil « des effectifs militaires, navals ou aériens, par lesquels les membres de la Société contribuent respectivement aux forces armées destinées à faire respecter les engagements de la Société ». En fait, pendant la période 1919-1930 la SDN a plutôt effectué des tentatives de règlement pacifique de conflits que de la « sécurité collective » (affaires des Iles Aland entre la Suède et la Finlande, de Vilna, entre la Pologne et la Lituanie, de Haute Silésie entre la Pologne et l'Allemagne, de Corfou entre l'Italie et la Grèce, conflit Gréco-Bulgare de 1925) ; à partir des années 30, et notamment devant l'invasion de la Mandchourie par le Japon, ou le réarmement allemand, l'impuissance de la Société a été manifeste ; le seul cas où les sanctions économiques prévues à l'article 16 ont été utilisées (entre octobre 1935 et juillet 1936) est celui de l'invasion de l'Abyssinie par l'Italie, mais leur efficacité a été nulle.

Mais le moindre défaut de ce système de sécurité collective était qu'il ne pouvait s'appliquer qu'aux conflits entre petits Etats et non à ceux des grands, puisqu'il supposait l'accord des grands pour fonctionner. Outre que l'idée d'une alliance éternelle entre Etats aux régimes politiques différents et rivaux sur de nombreux plans était irréaliste, le système reposait sur une conception de la répression de l'aggression par la force. Il n'est guère surprenant que ce système bâtard de la SDN n'ait acquis aucune crédibilité et que l'idéalisme niais de ses thuriféraires ait contribué à renforcer l'idée que le « réalisme », fondé sur le respect de la force faisait seul sens.

Or ce « réalisme », pessimiste, militariste et justificateur du mépris de la morale dans les relations entre Etats, s'alliait dans les esprits de toute la classe politique, et dans ceux des peuples eux mêmes, avec des nationalismes sentimentaux et plus orgueilleux ou vaniteux que jamais.

En définitive, au lendemain de la guerre de 1914, tout l'Occident continuait d'adhérer à la philosophie politique d'avant la guerre, présentée seulement pour certains de ses aspects sous un vocabulaire nouveau. Aucun nom ne semble avoir été donné à cette doctrine occidentale, que l'URSS, avec une coloration idéologique nouvelle, allait aussitôt faire sienne. La meilleure manière de la synthétiser est sans doute de la nommer « national-réalisme ». Embourgeoisé et popularisé, il reprenait pour l'essentiel tous les principes dynastiques hérités d'âges plus anciens, et faisait bon ménage avec les institutions des « grandes démocraties ». Le national-socialisme qui allait naître en Allemagne, à peine 10 ans plus tard, ne serait qu'une formulation plus brutale et plus cohérente de cet équipement intellectuel.

Cf. sur ces sujets « Dix ans de coopération internationale », préface de Sir Eric DRUMMOND, publié par le Secrétariat de la SDN, 1930 ; et « Société des Nations et Organisation des Nations Unies » par Pierre GERBET, Victor-Yves GHEBALI et Marie Renée MOUTON. Paris, Editions Richelieu, 1973.

Parallèlement à cette conception archaïque mais triomphante de la politique étrangère subsistait de son côté une conception traditionnelle de l'économie, des finances et de la monnaie. En même temps que se préparait la deuxième guerre mondiale, on pratiquait sur le plan économique et social des politiques qui menaient directement à la grande dépression.

On savait que les crises économiques se produisaient avec régularité tous les 8 ou 10 ans, et l'on ne savait ni comment les prévenir, ni comment les atténuer. Les économistes et financiers de l'époque, qui n'avaient pas moins de morgue que ceux d'aujourd'hui, étaient formels : il fallait croire à l'or, à l'équilibre budgétaire, et au maintien indispensable de la stabilité monétaire. Economistes, banquiers et politiciens éprouvaient un attachement quasi mystique pour les mécanismes de l'étalon or et pour les processus auto régulateurs qui devaient en résulter dans l'établissement de l'équilibre des échanges entre pays.

Il s'agissait d'un appareil intellectuel d'analyse construit sous le nom de théorie classique depuis Adam Smith, Ricardo, Jean Baptiste Say et quelques autres, dont le schéma explicatif n'était pas contesté, et qui cadrait parfaitement avec la philosophie du laissez faire, — sur le plan économique comme sur le plan social —, avec le dédain pour les conséquences dramatiques en résultant pour les classes pauvres et déshéritées, et la considération pour les porteurs de titres de rente dont les revenus ne devaient pas baisser.

L'idée d'établir un filet de protection contre la misère, le chômage, la maladie ou l'invalidité n'effleurait guère les esprits, et malgré la « grande fraternité des tranchées » les programmes sociaux étaient pratiquement inexistants. C'eût été pratiquer un interventionnisme de l'Etat, contraire à toute la doctrine établie. En France, il faudra attendre 1936 et le Front populaire pour que les patrons bourgeois soient contraints d'accepter quelques mesures sociales, y compris pour la première fois deux semaines de « congés payés ».

Le résultat de cette vision sclérosée de l'économie et du social, à l'horizon strictement limité par les frontières nationales, — (même si, en 1927 à Genève, une première conférence internationale sur les problèmes économiques et sociaux à l'échelle mondiale avait pu être réunie par la Société des Nations, sans grand résultat) — fut la grande dépression des années 30. Et le même appareil d'analyse fut évidemment incapable d'offrir une solution pour en sortir.

Le fait que la crise se répercuta d'Amérique en Europe, que tous les pays industriels furent touchés, que des millions de chômeurs dans tous les pays vinrent grossir les rangs des mécontents et des malheureux ne réussit pas à ébranler les certitudes. On ne chercha guère que des solutions nationales à un problème mondial ; et elles furent de types les plus divers, les uns recherchant souvent maladroitement la relance, les autres, en particulier en France, utilisant des politiques de déflation qui ne pouvaient qu'aggraver la crise. L'imagination de Roosevelt en Amérique et de Schacht en Allemagne pour inventer des recettes nouvelles ne donna guère de résultats...

La seule réflexion capable de renouveler les données du problème et les méthodes d'analyse fut celle de John Maynard Keynes, dont les écrits, du « Traité de la monnaie » de 1930 à la « Théorie Générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie » de 1936 remettaient en question les principes mêmes de l'économie classique. Mais ni ses recherches académiques, ni ses écrits polémiques contre la politique de déflation en Grande Bretagne n'eurent le moindre effet pendant cette période. En ce domaine aussi, un appareil intellectuel totalement inadéquat, mais très officiellement accepté par les universitaires, les financiers et les politiciens continua de résister sans faiblir à la tempête qui le remettait en question.

LA DEUXIÈME MONTÉE DES PÉRILS

Le même manque d'imagination et le même manque de renouvellement de l'appareil intellectuel, marque d'ailleurs pendant la

même période, les réactions des « démocraties » devant la montée des fascismes et du nazisme. De même que la doctrine classique en économie ne pouvait rien pour expliquer ou guérir la crise, — les principes du « national-réalisme » des démocraties ne pouvaient rien en matière de relations internationales contre les principes du national-socialisme : il s'agissait des mêmes principes et ils conduisaient inévitablement à la confrontation.

Les impérialismes qui s'affrontaient ainsi n'appartenaient pas tous au même type, mais ils étaient nombreux. Il y avait celui de la nation allemande au nom de la supériorité de la race aryenne sur le reste de l'humanité, et celui des Japonais au nom de leur supériorité sur les autres peuples asiatiques ; ceux de la France et de l'Angleterre, qui restaient en 1939 propriétaires de grands empires coloniaux, et celui des Etats Unis, sans doute débarassés de leurs colonies, mais qui exerçaient une hégémonie non moins contraignante sur l'ensemble des Etats d'Amérique latine ; celui enfin de la Russie soviétique, communiste et stalinienne, qui réunissait le double patronage de l'héritage reçu des Tsars et de la révolution marxiste mondiale.

Le camouflage de ce « national-réalisme » impérialiste par les occidentaux au prix de l'inclusion de l'URSS de Staline dans le camp des « bons » contre les « méchants » — en une lutte pour la démocratie et les droits de l'homme contre les régimes fascistes et nazis a été unanimement accepté par l'opinion chez les vainqueurs. Or ceci n'a pas eu pour seule conséquence de développer considérablement l'hypocrisie dans la présentation et l'explication des problèmes. Cela a surtout permis d'éviter de remettre en cause les principes « dynastiques » qui avaient conduit à la première guerre mondiale, puis à la Paix de Versailles et à la deuxième guerre mondiale. Et c'est évidemment vers une troisième guerre mondiale, mais cette fois entre les Alliés d'hier c'est à dire entre l'Est et l'Ouest — qu'ils auraient conduit de façon inévitable si la révolution apportée par les armes nucléaires n'avait contraint à rendre une telle confrontation inconcevable.

La victoire, et sa manipulation par la propagande, a ainsi caché l'échec continu et total de l'appareil intellectuel collectif pendant la période qui va de la fin du XIX^e siècle à 1945.

CHAPITRE II

PREMIER DIAGNOSTIC

La faiblesse ou l'inadaptation d'un appareil intellectuel collectif ne peut s'expliquer que pour des raisons sentimentales ou idéologiques. Et il n'est pas difficile aujourd'hui, avec le recul de l'histoire de diagnostiquer que l'utilisation d'idées et de principes périmés pour les problèmes de politique étrangère n'a été rendue possible qu'en raison de la crise identitaire particulièrement aigüe qu'ont connue à cette époque les nations européennes.

C'est évidemment le rôle joué dans l'histoire du monde par les frustrations entraînées par la paix de Versailles qui ont mis le mieux en évidence que « les forces qui meuvent les peuples » trouvent leur origine dans les mouvements de leurs inconscients collectifs. Les prédictions de Bainville et les analyses de Keynes étaient fondées sur cette conviction. Mais si la montée des périls de la deuxième guerre mondiale s'explique ainsi facilement, le caractère identitaire de la crise qui a conduit à 1914 n'a pas été aussi clairement analysé, sans doute en raison de la durée du processus. Nous disposons pourtant de tous les éléments nécessaires pour en diagnostiquer les mécanismes. Et l'analyse de leur fonctionnement montre que ce sont bien les mêmes forces qui ont conduit aux crises suicidaires précédentes qui sont toujours à l'oeuvre aujourd'hui pour conduire l'Occident et le monde vers la quatrième crise suicidaire du XX^e siècle.

LES JEUX DES CLASSES DIRIGEANTES

Pour mesurer l'importance de l'héritage intellectuel et conceptuel qui encombre encore aujourd'hui les structures mentales, mais qui a été particulièrement actif dans la première moitié du

XX^e siècle, il faut partir de l'analyse du système d'idées qui régnait en Occident, quand le mouvement de transformation de la société a commencé au XVIII^e siècle. Ce système expliquait le monde et la société par la religion, le droit divin, la nécessité de l'absolutisme pour faire régner la paix intérieure. Le droit divin donnait un caractère sacré et intouchable aux dynasties régnantes. Le principe de l'hérédité était absolu et inséré dans les lois des royaumes. La caste nobiliaire de grands propriétaires terriens représentait environ 1 % de la population et détenait l'essentiel des ressources économiques, les postes d'autorité dans l'armée, l'Eglise, l'administration. Ce système, qui a réussi à se maintenir pendant plusieurs siècles, permettait de définir à la fois la nature des unités politiques et les rapports de pouvoir à l'intérieur de ces unités.

Les cohortes d'historiens nationalistes qui au XIX^e siècle, ont écrit l'histoire de France (d'Augustin Thierry à Lavissee en passant par Michelet), ou ceux d'Angleterre, d'Allemagne ou d'Italie, ont réussi à travers les manuels scolaires qu'ils ont rédigés ou inspirés à faire croire que les glorieuses nations occidentales avaient toujours existé, — depuis mille ou deux mille ans — (« Nos ancêtres les Gaulois » pour la France) ⁵. Or le système

⁵ Cf. Les lieux de mémoire, sous la direction de Pierre Nora ; II. La Nation. Paris, éditions Gallimard 1986. Cf notamment en ce qui concerne la manifestation des sentiments nationalistes des historiens les citations

- de MICHELET (préface de 1869 à l'Histoire de France) :

« J'aperçus la France[...]. Je premier, je la vis comme une âme et une personne... » (p. 260) ; et de son « Introduction à l'histoire universelle » :

« Ce petit livre pourrait aussi bien être intitulé Introduction à l'Histoire de France ; c'est à la France qu'il aboutit. Et le patriotisme n'est pour rien en cela. Dans sa profonde solitude, loin de toute influence d'école, de secte ou de parti, l'auteur arrivait, et par la logique et par l'histoire à une même conclusion : c'est que sa glorieuse patrie est désormais le pilote du vaisseau de l'humanité. »

- d'Ernest LAVISSE, l'auteur de l'Histoire de France en 27 volumes : « Dans la grande incertitude où nous laissent la science et la philosophie sur toutes les questions vitales, l'activité humaine risquerait de dépérir si elle n'avait un objet immédiat. Je sais bien que si je retirais de moi même certains sentiments et certaines idées, l'amour du sol natal, le long souvenir des ancêtres, la joie de retrouver mon âme dans leurs pensées et leurs actions, dans leur histoire et dans leur légende ; si je ne me sentais pas partie d'un tout dont l'origine est perdue dans la brume

dynastique et de caste, même s'il a dans quelques cas très rares, contribué à établir des « proto-nations » qui ont préparé l'émergence des nations modernes, avait une conception radicalement différente de celle que nous avons aujourd'hui des unités politiques, quels que soient leurs noms, — royaumes, principautés, empires, évêchés —.

Dans cette philosophie, les « souverains » avaient une existence, une réalité juridique, une légitimité d'origine religieuse plus grande que celle des unités politiques sur lesquelles ils régnaient ou même que celle des peuples qui les habitaient. Le roi, le prince ou l'empereur existait en dehors de son royaume ; il lui survivait ; la souveraineté d'une province ou d'un petit Etat pouvait être troquée contre celle d'une autre province ou d'un autre petit Etat ; on créait des Etats pour fournir une place à un prince. Les unités dynastiques étaient extensibles ou réductibles. Les frontières changeaient de place et de forme au gré des mariages, des conquêtes, des guerres de succession. Territoires et populations changeaient ainsi de mains en vertu des règles du jeu du pouvoir, de l'hérédité, des convenances entre dynastes et membres de la même caste.

Il suffit de feuilleter un atlas historique pour voir, comme dans un dessin animé, les frontières se déplacer, les vastes espaces se morceler puis se regrouper sous d'autres formes avant de s'évanouir. Les rapports de pouvoir à l'intérieur de ces unités fluctuantes étaient fondés essentiellement sur l'habitude prise d'accepter la « condition » de chaque être humain comme voulue et

et dont l'avenir est indéfini ; si je ne tressaillais pas au chant d'un hymne national ; si je n'avais pas pour le drapeau le culte d'un païen pour une idole, qui veut de l'encens, et à de certains jours, des hécatombes ; si l'oubli se faisait en moi de nos douleurs nationales, vraiment je ne saurais plus ce que je suis et ce que je fais en ce monde. Je perdrais la principale raison de vivre. »

En revanche, les écoles modernes en histoire, ont comblé ces lacunes. Pour la France, il suffit de citer Fernand BRAUDEL, Georges DUBY et leurs élèves. Mais cette approche nouvelle n'a pas encore réussi à exercer suffisamment d'influence, notamment à travers les manuels scolaires, pour modifier les stéréotypes inscrits au plus profond des structures mentales.

Cf aussi sur le nationalisme : Pierre FOUGEYROLLAS. *La Nation, essor et déclin des sociétés modernes*. Paris, éditions Fayard, 1987.

établie par Dieu et donc non transformable ni améliorable ; sur la loi de l'hérédité qui transmettait la même condition de père en fils ; sur la distance qui séparait 90 % de la population, faite de paysans illettrés, des familles d'aristocrates détenant la puissance, la richesse et le sol ; sur la possibilité de mobiliser au service de l'absolutisme tout le savoir des clercs — théologiens ou juristes — et toute la force des soldats, chargés de faire les guerres, mais aussi de faire régner l'ordre à l'intérieur.

Or dans cette société la guerre jouait deux rôles fondamentaux. Elle était le moyen d'oppression par excellence, oppression externe sur les vaincus, interne sur les soldats soumis à la discipline et sur les peuples qu'ils étaient chargés de contrôler. Mais elle était aussi le jeu préféré des classes dirigeantes. Ceci est resté vrai pendant toute la période de changement social du XV^e au XX^e siècle ; et l'aspect ludique est essentiel pour comprendre la capacité de survie du phénomène et sa transmission des classes dirigeantes de l'ancien régime aux dirigeants bourgeois. Ce grand jeu de la guerre et de la politique étrangère se décomposait en quatre types de jeux distincts, bien que reliés entre eux :

1. Le jeu de l'hégémonie ou de l'empire universel.

Jeu mégalomane, pur phantasme consistant à imaginer qu'il est possible de réunir les conditions techniques, économiques et militaires permettant la conquête puis l'organisation du monde en une seule unité politique, donnant ainsi à celui qui réussirait le titre d'« empereur du monde ». Ce rêve grotesque, — que Rabelais décrit fort bien au chapitre 10 de Gargantua, quand les conseillers de Picrocole lui expliquent comment faire pour devenir rapidement le maître de tous les pays connus de la terre —, n'est pas seulement un cas pathologique curieux.

Il a, pendant toute cette période, inspiré la politique des plus puissantes familles régnantes de l'Europe, — au surplus alliées entre elles et comportant une forte proportion de dégénérés —, Bourbons de France et d'Espagne, Habsbourg d'Autriche et d'Espagne, Hohenzollern de Prusse, Hanovriens (simples substitués il est vrai de quelques familles aristocratiques anglaises),

sans parler des Tsars de Russie ou des rois de Suède ...Ils avaient tous, sans doute, de bonnes excuses, notamment sur le plan de la justification intellectuelle : le grand souvenir du modèle de l'empire Romain, la théorisation des vertus de l'agrandissement territorial par Machiavel. Le prétexte des « guerres de succession », qu'offraient justement leurs alliances par mariages, a néanmoins conduit à des guerres incessantes et à l'échec permanent de ces ridicules projets.

2. Le jeu plus réaliste de l'« équilibre des puissances »,

résultat de la constatation des échecs du jeu précédent. Il consiste à utiliser toutes les subtilités et les ambiguïtés de l'art diplomatique, pour nouer ou dénouer des alliances servant théoriquement à assurer la paix, en constituant des blocs qui s'imposent mutuellement respect. Il s'agit aussi de tenter de grappiller au passage tel avantage ou telle supériorité, permettant éventuellement de revenir au jeu précédent de l'hégémonie. Cette recherche savante de l'équilibre, que chacun essayait en même temps de rompre en sa faveur, a été pendant des siècles le principe directeur de la politique étrangère de tous les grands Etats européens, chacun d'entr'eux obéissant à des exigences particulières en raison de sa position géographique, de ses ambitions terrestres ou maritimes, de l'idée qu'il se faisait de son rôle mondial.

Ainsi de la France qui, depuis Richelieu jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, (avec l'exception du Traité de Versailles en 1919), a toujours cherché à favoriser la division des territoires allemands en autant de petits Etats indépendants que possible afin d'empêcher la constitution d'un seul grand Etat germanique. Ainsi de la Grande Bretagne qui a cherché en permanence à maintenir l'équilibre sur le continent afin de se protéger contre le danger d'une trop grande puissance continentale, de sa supériorité navale éventuelle, ou de son installation aux bouches de l'Escaut ...

La tendance générale des historiens a longtemps été de montrer l'habileté des princes ou des ministres qui ont ainsi contribué à la construction ou à la « grandeur » des Etats nations de l'Eu-

rope. Les Français sont ainsi invités à admirer Richelieu, Mazarin ou Choiseul, les Anglais les deux Pitt, Walpole, Palmerston et Disraëli, les Allemands Frédéric II et Bismarck, comme si ces jeux politiques dans le seul intérêt des maisons régnantes avaient en quoi que ce soit concerné les peuples qui leur étaient soumis.

3. Les jeux de la stratégie et de la tactique, du plan de guerre et de l'ordre des batailles,

qui va avoir ses héros considérés comme des génies, de Maurice de Saxe au prince Eugène de Savoie, et de Charles XII de Suède à Frédéric de Prusse, sans parler de Napoléon. L'art de la guerre va ainsi passionner les esprits grâce à la multiplicité des combinaisons possibles, incluant les ruses de guerre, la surprise, les marches forcées, les embuscades, l'entraînement des troupes, les sièges et les forteresses, les plans de bataille, l'utilisation du terrain, la percée au centre, le rôle de la cavalerie, les manoeuvres, l'attaque des convois, le bon usage des espions et mille autres manières de parvenir à la victoire et donc à la gloire.

4. Le jeu enfin du courage au combat,

puisque les chefs s'exposent eux mêmes sur les champs de bataille et que le prestige du courage physique passera pour le signe distinctif de ceux qui pensent être des gentilhommes, même s'il est partagé par tous les combattants. Clausewitz, là encore, aura la formule, lyrique cette fois, pour traduire les délices de cette épreuve puisque « le danger est l'élément où se meuvent les activités de la guerre », que « dans le danger la force d'âme suprême, c'est le courage » et que « transporté, le courage prend des ailes, si bien que l'audace et le danger deviennent l'élément dans lequel il se jette, comme le nageur intrépide se jette dans le courant »⁶. Ainsi sont idéalisés les carnages des batailles de ces siècles, où, aux milliers de morts au combat, s'ajoutaient les

⁶ Carl von Clausewitz. *De la guerre*. Traduction par Denise Naville, Paris, 1955. Les éditions de Minuit, citations pp. 64-65.

blessés qui mouraient de gangrène..Il faut dire que ces jeux « nobles » se complétaient par les pillages, le butin, les incendies de villes et de villages, ce qui permettait de recruter plus facilement d'« excellents soldats ».

Que l'ensemble de ces jeux de classes dirigeantes aient été en même temps de puissants adjuvants pour maintenir l'ordre établi et le pouvoir des mêmes dirigeants ne peut faire aucun doute. La réservation des postes d'officiers à l'aristocratie, l'usage des méthodes de discipline les plus brutales, le prestige des uniformes et des cavalcades combiné avec l'effet de terreur que pouvaient créer les déplacements des armées en campagne, le recrutement forcé de paysans illettrés, l'exaltation de la grandeur des rois et des empereurs, mesurée à l'aune de celle des territoires conquis, ont tous contribué au maintien des structures politiques existantes et de structures mentales archaïques par rapport au sens de l'évolution politique intérieure des mêmes Etats.

L'IMITATION DES JEUX DES PRINCES PAR LES BOURGEOIS

Mais à partir de la fin du XVIII^e siècle, on va pouvoir faire encore beaucoup mieux. La participation active des bourgeois et des peuples aux jeux qui viennent d'être décrits va produire un effet-retard bien plus important encore et en fait proprement « réactionnaire ». A partir des guerres de la révolution française et de l'empire napoléonien, deux phénomènes fondamentaux vont en effet transformer le rôle de la politique étrangère et de la guerre dans l'évolution des sociétés.

Le premier est le phénomène d'imitation des classes dirigeantes de la période précédente par les nouveaux dirigeants bourgeois et petit-bourgeois et par les peuples eux mêmes. L'avènement de la démocratie ne va pas changer, comme logiquement elle aurait dû et pu le faire, les règles du jeu politique dans les relations extérieures. En abordant l'exercice de la politique étrangère, pratiquement entièrement nouveau pour eux, les dirigeants bourgeois vont être incapables d'inventer de nouvelles règles et

de se conformer aux principes qu'ils soutenaient à l'intérieur des pays sur les libertés, les droits de l'homme et l'émancipation des peuples.

Au lieu d'essayer de fonder la politique étrangère sur la coopération entre les peuples ⁷, ils ont continué à croire que les intérêts de leur pays étaient opposés à ceux des autres pays, que ce que les uns gagnaient en territoire, en influence, en force, les autres devaient inévitablement le perdre. Ils ont transposé des concep-

⁷ L'idée que la politique étrangère puisse être fondée sur la coopération entre les peuples est évoquée par Machiavel, dans le Chapitre IV du Livre I^{er} des Discours sur la première décade de Tite Live, intitulé « Les républiques ont employé trois moyens de s'agrandir ».

Le premier de ces moyens a consisté, écrit il, « à ne former qu'une ligue de plusieurs républiques réunies entre elles : aucune alors ne conserve de prééminence sur l'autre, et, en cas de conquête, les villes conquises deviennent autant d'associées à la ligue, de la même manière qu'en usent, de notre temps, les cantons suisses et qu'en usèrent autrefois, en Grèce, les Achéens et les Etoliens. » Il cite ensuite l'exemple des Etrusques, puis, après avoir analysé les deux autres moyens, soit « l'association avec d'autres Etats, mais en se réservant le droit de souveraineté » (2^e moyen) et « faire des sujets des nations vaincues » (3^e moyen), et avoir donné sa préférence au second, celui selon lui, employé par les romains, il traite ainsi du premier :

« Le premier moyen dont nous avons parlé, celui des confédérations ... est le meilleur, après celui employé par les Romains Ce qui empêche de telles fédérations de s'agrandir, c'est qu'elles forment un Etat aux membres dispersés, ce qui rend très difficile les moyens de délibération et de résolution communes Elles ne peuvent se gouverner que par une sorte de concile, et cette forme nécessite plus de lenteur dans les délibérations que n'en met un peuple dont les décisions partent d'un même centre. L'expérience nous apprend d'ailleurs que cette espèce de corps politique a des bornes au delà desquelles il n'est pas d'exemple qu'il se soit jamais étendu ; il se compose de la réunion de 12 ou 14 Etats tout au plus. Parvenues à ce point, ces confédérations ne cherchent pas à s'étendre, soit parce que c'est celui qui leur paraît suffisant pour résister à n'importe quel agresseur, soit parce qu'elles n'y voient aucune utilité »

(*Oeuvres complètes de Machiavel*, bibliothèque de la Pléiade, ed. Gallimard, pp. 523-526).

On peut espérer que l'Union Européenne échappera à la prédiction de Machiavel sur le nombre des participants et continuera de s'élargir. Mais il est permis de se demander si la classe politique en Occident n'aurait pas retenu ce moyen démocratique d'agrandissement territorial plus volontiers, et surtout plus tôt dans l'histoire, si Machiavel n'avait pas traité aussi légèrement du problème et avait élaboré davantage ce sujet.

tions, qui étaient valables quand il s'agissait des ambitions dynastiques de quelques familles, aux relations entre Etats bourgeois et démocratiques, dont le véritable intérêt aurait été la collaboration dans la paix.

Ainsi au lieu d'innover radicalement en politique étrangère, comme ils l'avaient fait ou au moins tenté de le faire en politique intérieure, ils ne vont être capables, pour la plupart que d'imiter leurs prédécesseurs. Leurs structures mentales ont conservé la même représentation d'un monde constitué d'Etats prédateurs en situation anarchique et en lutte permanente soit pour l'hégémonie, soit pour la conservation de l'équilibre des puissances.

Parmi les cadres nouveaux des armées, dans les chancelleries et dans les nouvelles allées du pouvoir, on va ainsi rencontrer beaucoup de bourgeois gentilhommes. La popularité du duel chez les bourgeois du XIX^e siècle n'est qu'une des illustrations de ce besoin d'imitation, — mettre sa vie en balance avec son « honneur » étant le vrai moyen de démontrer sa « noblesse »-. Mais la continuation du jeu de l'agrandissement territorial comme objectif de la politique étrangère a montré un manque d'imagination autrement plus dangereux. On a eu ainsi d'abord l'aventure napoléonienne, le rêve du petit bourgeois corse s'orientant, dès que le pouvoir s'est approché de lui, vers le recommencement du jeu mégalomane de l'empire universel (il va commencer par l'Egypte et l'Orient bien avant d'aller se perdre à Moscou).

Ce rêve de l'agrandissement territorial comme ambition légitime et glorieuse continuera, quand on aura vraiment du mal à s'agrandir en Europe, à se traduire par la recherche active de colonies en Afrique et en Asie, avec comme idée sous-jacente que les colonies contribuent au développement économique des métropoles en même temps qu'à l'extension de l'influence de leur langue et de leur culture, colonisation qui va à son tour contribuer, par les rivalités qu'elle va attiser entre la France et l'Angleterre, entre l'Allemagne et la France, en particulier à propos du Maroc, à mettre en danger l'équilibre européen et à accroître les tensions qui conduiront à la première guerre mondiale.

Il peut paraître évident aujourd'hui que le manque d'imagination et la paresse d'esprit des dirigeants bourgeois qui leur ont fait adopter sans les discuter des principes périmés et des ambitions d'un autre âge, sont dûs à des raisons idéologiques. Accepter le cadre tout préparé par leurs prédécesseurs était, pour les nouvelles classes dirigeantes, la manière la plus facile d'assurer leur pouvoir, d'autant plus que les sentiments nationalistes s'accommodaient fort bien avec cette philosophie. Or en Angleterre comme en France, en Allemagne comme en Italie, ils étaient communs aux dirigeants et aux dirigés.

LA CRISE IDENTITAIRE DES PEUPLES

La continuation par les dirigeants bourgeois des jeux de leurs prédécesseurs n'aurait en effet pas été possible si les peuples eux mêmes n'y avaient pris goût ; leur participation à la politique étrangère n'a ni simplifié le jeu politique, ni facilité l'intelligence du changement. Leur psychologie s'est révélée très comparable à celle des souverains. Ils se sont montrés aussi intéressés par les jeux de la gloire, de la guerre, de la conquête et de l'agrandissement de leurs territoires ; aussi désireux d'imposer leur culture et leur langue aux peuples conquis ; aussi vaniteux et aussi sentimentaux que des princes dégénérés ; aussi capables de ressentiment pour les défaites subies, la mémoire collective des frustrations infligées à leur orgueil étant même beaucoup plus longue que chez les dirigeants, et se transmettant de génération en génération.

Les partis qui se sont formés autour d'intérêts ou d'idéologies communes n'ont pas fait preuve d'une grande intelligence collective du changement. Ils ont au contraire montré une grande tendance au dogmatisme, une volonté d'oppression accrue par leur fanatisme, une morale de prédateur.

L'aventure du peuple français avec Bonaparte a été à cet égard exemplaire. Alors qu'ils venaient à peine de se libérer de l'exploitation féodale et de l'oppression dynastique, les français se sont précipités, à la suite du général dictateur, dans une entreprise

ambigüe de défense et de propagande des acquis de la Révolution, pour se transformer rapidement en occupants oppresseurs de presque tous les pays d'Europe, et tenter de transformer les Européens en sujets fidèles d'une famille corse qui s'asseyait sur les trônes des rois. Les ors du sacre, la gloire d'Austerlitz, les décrets de Moscou, puis même Waterloo et Sainte-Hélène ont créé une légende de gloire romantique où l'orgueil national s'est complu jusqu'à porter encore au pouvoir et à baptiser empereur, 35 ans après 1815, un aventurier qui se prétendait le neveu et portait le prénom du précédent.

Or c'est dans cette aventure napoléonienne que l'on peut trouver l'origine des frustrations réciproques que se sont infligées mutuellement pendant près de deux siècles les français et les allemands. Le militarisme et le désir d'expansion de la Prusse n'avaient pas attendu Napoléon pour s'affirmer. Mais les humiliations qui lui ont été infligées par les armées françaises pendant cette période ont favorisé les outrances du nationalisme prusso-allemand.

D'une façon plus générale au XIX^e siècle, la recherche par les peuples de leur identité va se révéler un phénomène complexe, qui loin de se limiter aux luttes de libération contre les oppresseurs, va inclure l'exaltation de l'orgueil du groupe, le désir d'imiter les autres nations en plaçant la « grandeur » nationale dans l'armée, la conquête de territoires aussi vastes que possibles, l'affirmation de la supériorité de leur culture et de leur langue, l'oppression des minorités incluses dans leurs frontières, éventuellement l'établissement d'un empire colonial, et pourquoi pas d'un empire universel. On assiste ainsi au développement de sentiments impérialistes, aussi bien chez les peuples disposant d'un empire Européen ou colonial, — Autrichiens approuvant leur devise nationale sur leur vocation de domination du monde, « *Austria est imperare urbi universo* » —, Anglais couronnant Victoria « impératrice des Indes », Français croyant à leur « mission civilisatrice » —, que chez les retardataires, — Allemands étendant leur domination sur d'autres peuples européens et se créant un petit empire Africain, puis voulant à leur tour dominer

le monde et proclamant « l'Allemagne au dessus de tout », Italie mussolinienne rêvant à la reconstitution de l'empire Romain, Japonais partant à la conquête de l'Asie —.

CARACTÈRES SPÉCIFIQUES DES CRISES DU DÉBUT DU XX^e SIÈCLE

Ces crises identitaires nationalistes du début du siècle peuvent sans doute être replacées dans le cadre classique des phénomènes de psychologie collective accompagnant généralement les conflits. Les relations qui existent entre la montée vers la guerre, le renforcement des sentiments identitaires, et la transformation de l'image de l'ennemi sont aujourd'hui parfaitement connues. Depuis que Freud, Piaget et leurs successeurs ont exploré les fondements émotionnels du fonctionnement de l'intelligence, chez l'enfant comme chez l'adulte, les phénomènes de régression vers des modèles archaïques de comportement et vers l'infantilisme collectif ont été clairement décrits et étudiés⁸.

On sait comment l'identification de l'ennemi contribue grandement à accroître la cohésion du groupe, comment la détérioration de cette image en une chose déshumanisée, diabolique, rendue responsable de tous les malheurs, va de pair avec une analyse idéologique de plus en plus simplifiée du monde entre les forces du bien et celles du mal, et avec la montée du conflit vers les formes extrêmes de la violence. Mais si cette théorie explicative peut s'appliquer à tous les conflits, la nature suicidaire des stratégies utilisées dans les deux guerres mondiales ne peut s'expliquer que par les caractères spécifiques de l'évolution sociale et politique des pays de l'Europe occidentale au début du XX^e siècle, soit :

- une prise de conscience, qui s'étale sur plusieurs décennies, de leur existence politique : l'idée de citoyenneté est inséparable d'un sentiment de dignité, de fierté, ou d'orgueil collectif ;

⁸ Cf. article de Kurt. K. SPILMANN et Kati SPILLMAN, « On enemy image and conflict escalation », in *International Social science Journal*, feb. 1991, n° 127.

- un niveau d'éducation suffisant pour que soient intellectualisés les stéréotypes relatifs au territoire et à l'histoire du peuple concerné et pour que soient fortement ancrés dans les esprits les messages idéologiques que le système éducatif est chargé par les classes dirigeantes de transmettre aux dirigés. La généralisation de l'enseignement primaire vers la fin du XIX^e siècle permet d'assurer cette fonction et facilite ainsi considérablement l'obéissance et le dévouement des dirigés aux politiques définies par les classes dirigeantes. En revanche l'éducation secondaire, capable de former le sens critique, est encore réservée aux enfants de la bourgeoisie.

- des frustrations sentimentales collectives très fortes, provenant des échecs et des défaites que ces nations s'infligent mutuellement, qui développent l'agressivité collective, et qui ont besoin d'être compensées par des victoires.

- l'aggravation de ces frustrations par de graves problèmes sociaux dûs à la fois aux crises économiques et à la prise de conscience progressive que le progrès technique doit apporter plus de confort et de sécurité à toutes les catégories de la population.

- un changement rapide des situations politiques et des conditions de vie, au niveau national comme au niveau mondial, dû pour l'essentiel aux transformations technologiques, qui est difficile à suivre intellectuellement, et qui est de ce fait générateur d'un « effet-retard » considérable dans le traitement des problèmes.

- un désarroi intellectuel qui affecte aussi bien les conservateurs et les classes dirigeantes que les réformistes ou les révolutionnaires, et qui privilégie l'émotionnel aux dépens de l'intelligence.

Ces deux derniers points méritent une particulière attention

L'EFFET RETARD

Pendant un demi siècle, la classe politique s'est contentée d'appliquer les idées reçues, au lieu de les remettre en question. Il n'y

a eu aucune exception. Elle a, au surplus, réussi à cacher ses échecs, en les camouflant en « victoires des démocraties » ou en « croisades pour la liberté ». Ce phénomène d'« effet-retard » est le résultat de la différence entre la vitesse d'évolution des situations politiques et celle des structures mentales des classes dirigeantes, ainsi que dans de nombreux cas de celles des dirigés. Ce phénomène est sans doute observable dans l'histoire au fur et à mesure de l'évolution des civilisations.

Mais il n'a jamais ni à Rome, ni en Grèce, ni d'une façon générale dans toutes les sociétés à base agro-pastorale, revêtu l'ampleur qu'il a connu dans la société européenne (aujourd'hui mondiale) depuis la fin du XV^e siècle. Il ne se produit pas pendant les longues périodes où, dans les sociétés statiques, dirigeants et dirigés partagent la même culture, les mêmes conceptions religieuses ou métaphysiques, et ne remettent en question ni les structures politiques et sociales, ni l'idéologie qui sert de ciment social.

Au surplus les changements qu'ont connus ces sociétés, — grandes invasions, établissement d'empires, changement de religions, début d'enrichissement dû au développement du commerce maritime —, ont presque tous abouti à remplacer une vision statique par une autre vision statique. La société européenne est restée, à des nuances près, dans cet état du 8^e au 15^e siècle. Cette société chrétienne, dynastique, féodale, hiérarchique, agro-pastorale, n'a commencé à se transformer qu'avec le développement du commerce et de la navigation qui a créé une classe bourgeoise dont la puissance n'a fait que s'accroître, dans la partie occidentale de l'Europe.

En revanche c'est une novation absolue dans l'histoire du monde qui s'est produite avec le développement des techniques, de l'organisation du travail, de l'industrie, de l'idéologie démocratique et des transformations sociales et politiques qui en ont résulté, parce qu'à partir du XV^e siècle européen, le changement est devenu continu dans tous les domaines. A partir de cette date, la société ne peut plus être statique. Elle est en quelque sorte condamnée à se transformer en permanence et il est clair

que cette loi va continuer de s'appliquer dans les siècles à venir. Il est donc loin d'être étonnant que les esprits aient eu, et aient encore, du mal à suivre et à s'adapter.

Il est toutefois indispensable de comprendre comment cette difficulté d'adaptation s'est traduite dans la constitution même des esprits en matière politique. Le phénomène est loin d'être simple, mais la comparaison avec la science géologique permet d'en saisir l'essentiel. L'intelligence, et l'intelligence politique en particulier, se constitue en effet par sédimentation et subit des transformations très comparables aux phénomènes de plissement, de charriage et d'érosion par lesquels les géologues expliquent la forme actuelle de nos paysages.

Nos esprits sont d'abord formés par la langue que nous apprenons, qui apporte avec elle tous les concepts lentement créés et accumulés par la « sagesse des nations », ou par ce que notre culture nationale en a retenu, puis par l'éducation que nous recevons à l'école, au collège et à l'université, qui transmet et qui fige la vision de la ou des générations précédentes. L'autorité des professeurs installe ainsi dans nos esprits des instruments d'analyse déjà dépassés par le changement social, et c'est avec cette formation tirée de l'expérience du passé que nous abordons la vie active et les problèmes d'aujourd'hui et de demain. Les idées de ceux de nos contemporains qui proposent des approches nouvelles pour des problèmes nouveaux, quand elles réussissent à se faire connaître, affleurent à peine nos esprits. Il faut du temps aux idées neuves pour faire leur chemin.

Ainsi dans ces structures mentales constituées par des couches sédimentaires successives, les strates les plus anciennes ne sont pas les moins importantes. Elles concernent le plus généralement ce qui a le moins de chances de se transformer, c'est à dire notre « représentation du monde », la forme, le décor, les acteurs de la « scène » politique. Ce sont elles qui déterminent la façon même dont nous posons les problèmes. Le conservatisme intellectuel est ainsi un phénomène structurel.

L'adaptation au changement, en exigeant du temps, est donc la cause la plus simple de l'effet-retard. Mais d'autres phéno-

mènes beaucoup plus violents et cataclysmiques viennent encore faire remonter brutalement à la surface les couches de l'ère primaire et les principes les plus anciens. Les mouvements des inconscients collectifs sont ici comparables aux turbulences profondes du plasma, qui en géologie expliquent le déplacement des plaques tectoniques, la dérive des continents, l'émergence des montagnes, les plissements et les charriages des roches sédimentaires. Il s'agit dans l'histoire des peuples des grands mouvements sentimentaux qui s'emparent d'eux, magnifient leur orgueil collectif, et les font retourner à des conceptions et à des comportements primitifs. L'importance exceptionnelle de l'« effet-retard dans les conceptions qui ont présidé à la définition des stratégies des diverses puissances européennes lors des deux guerres mondiales s'explique évidemment ainsi ».

LE DÉSARROI INTELLECTUEL DES RÉFORMISTES

Ce sont donc bien les problèmes identitaires qui sont la cause profonde de l'auto-intoxication des peuples et de leur adhésion à la philosophie issue des principes dynastiques. Mais le phénomène apparaît encore plus nettement si l'on considère l'échec constant de la pensée progressiste à la fin du XIX^e et dans la première moitié du XX^e siècle.

Les intellectuels et les politiciens de cette tendance, — radicaux, socialistes, syndicalistes, marxistes —, se considéraient naturellement comme les représentants des véritables intérêts des peuples, par opposition au pouvoir et à la philosophie dominante. Or pendant toute cette première moitié du XX^e siècle, ils ne seront capables, ni devant la première montée des périls, (comme nous l'avons vu avec l'échec de Jaurès), ni pour l'établissement d'une paix plus durable et plus juste que la Paix de Versailles, ni pour éviter ou alléger la grande dépression, ni pour la deuxième montée des périls avant 1939, de présenter de solutions alternatives crédibles et capables de retenir l'attention.

Là encore il serait puéril d'accuser les penseurs ou les politiciens. Ils n'ont pas disposé des moyens intellectuels pour dominer ces situations. Renverser et remplacer un équipement intellectuel par un autre système d'analyse, capable de comprendre le changement, d'en déterminer le sens, puis d'en maîtriser le cours dans la direction souhaitée était une tâche que les méthodes disponibles ne permettait pas d'accomplir d'emblée correctement. Nous ne sommes pas encore aujourd'hui en mesure de le faire, malgré les énormes progrès qui ont été faits depuis, et malgré les leçons que nous avons pu retenir de l'expérience. Il ne faut donc pas être surpris que les efforts dans ce sens aient manqué leur but et même produit dans bien des cas des résultats contraires à ceux attendus.

Transformer la société, — et quelle société, cohérente, oppressive, organisée, fortifiée, bétonnée —, était une immense ambition et une aventure risquée, qui n'aurait pas été possible si la transformation techno-économique n'avait commencé à ébranler l'édifice. Mais l'aventure était rendue plus complexe encore du fait que ceux qui l'entreprenaient, s'ils voyaient bien qu'il fallait supprimer les injustices et les défauts du système, n'avaient aucune idée ni des méthodes à suivre, ni des obstacles qu'ils allaient rencontrer. Et de surcroît ils n'étaient unis entre eux que par la protestation, mais n'avaient ni les mêmes intérêts, ni les mêmes ambitions, ni les mêmes analyses. L'aventure ne pouvait commencer que dans le désordre aussi bien politique qu'intellectuel.

Or il s'agissait de conquérir à la fois des droits politiques et des droits économiques et sociaux, les premiers intéressant surtout ceux qui détenaient déjà la puissance économique, les seconds ne concernant que les plus pauvres et les plus démunis. Il s'agissait de réformer et d'améliorer, c'est à dire d'obtenir des résultats tangibles et immédiats, et en même temps de comprendre le changement et de disposer d'un système explicatif permettant de l'utiliser et de l'orienter. Ces besoins, souvent contradictoires, d'une méthode d'action pratique et d'une théorie, se traduisaient naturellement par un clivage dès le départ entre

modérés et extrémistes, entre réformistes et révolutionnaires, clivage qui ne coïncidait pas obligatoirement avec celui existant entre prolétaires et bourgeois.

Enfin, au fur et à mesure que la lutte se déroulait, les factions combattantes acquéraient dans le combat une identité nouvelle, qu'elles tentaient de faire adopter par les clientèles qu'elles mobilisaient : d'où un conflit entre ce que les marxistes appellent la conscience de classe et le sentiment national. La manière dont s'est développée cette extraordinaire entreprise ne doit donc pas aujourd'hui nous surprendre.

Il était en quelque sorte naturel et logique que les premières recherches aient porté sur le « contrat social », les droits des citoyens de participer au pouvoir, la théorie démocratique, la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, les problèmes constitutionnels, et que les analyses qui en ont résulté aient permis aux bourgeois de conquérir le pouvoir politique et de s'installer dans les places toutes chaudes précédemment occupées par les aristocrates. Et il était inévitable que les voies choisies pour faire progresser les choses aient varié suivant les pays, — révolutionnaires avec rapides chocs en retour comme en France, ou réformistes et progressives comme en Angleterre, — mais que dans tous les cas elles aient obtenu le même résultat de transfert de pouvoir d'une caste privilégiée à une nouvelle classe aussi fermée que la précédente.

Il n'y a non plus rien d'étonnant à ce que les efforts des socialistes pour faire entendre et prendre en considération les revendications sociales des masses paysannes en voie d'urbanisation tout au long du XIX^e siècle aient été marqués par de profondes divergences d'analyse ; que la prise de conscience des identités nationales, après avoir dans bien des cas aidé à libérer les peuples de l'oppression de dynasties impériales et multinationales, se soient transformée rapidement en conservatisme social, et que les sociaux démocrates réformistes soient devenus plus nationalistes que réformistes ou sociaux.

Ce que nous pouvons appeler aujourd'hui « l'aventure marxiste », — puisque nous avons assisté à un cycle complet de

son évolution depuis le Manifeste Communiste de 1848 et l'extension à partir de 1917 de régimes inspirés par cette pensée à près d'un tiers de la population de la planète, jusqu'à l'effondrement de la plupart de ces régimes en URSS, en Europe de l'Est et dans quelques autres pays —, peut, elle aussi, nous apparaître *a posteriori* comme un avatar inévitable de la recherche du changement.

Il est possible aujourd'hui de penser qu'il était à peu près fatal que le travail intellectuel des analystes politiques français, de l'économie politique anglaise et de la philosophie allemande soit synthétisé à quelque moment et utilisé pour tenter d'expliquer et de maîtriser « scientifiquement » le changement, et que cette illusion mâtinée de romantisme révolutionnaire fournisse un nouveau dogme mobilisateur qui allait attirer bien des esprits épris de justice et désireux de certitudes que la religion ne leur fournissait plus.

Le marxisme apportait — outre quelques analyses pertinentes et fulgurantes encore valables aujourd'hui, quoi qu'en disent ceux qui pensent que l'on peut enterrer dans le même tombeau les bonnes et les mauvaises idées —, une réponse à la crise identitaire du prolétariat. Il proposait une explication de l'inégalité sociale et de l'exploitation, qui paraissait d'autant plus plausible que sa présentation, de Marx et Engels à Lénine, Rosa Luxemburg ou Gramsci, se couvrait du label « scientifique ». Il proposait une vision épique de l'action politique, où les rapports de forces jouaient un rôle fondamental, où la lutte des classes, copiée sur le modèle de la lutte entre nations, offrait les mêmes exaltations aux militants de base du « parti » que celles que la guerre pouvait offrir à des combattants convaincus de la justesse et de la grandeur de leur cause. Enfin il proposait des solutions simples et radicales qui permettaient d'établir le paradis sur terre : la suppression de la propriété privée des moyens de production, — présentée comme la cause de toute exploitation —, la dictature du prolétariat pendant le temps nécessaire pour la remise en ordre de la société, préalable indispensable à l'épa-

nouissement d'un « homme nouveau » dans la société communiste.

L'observateur contemporain peut donc s'expliquer que le prestige du marxisme se soit imposé à toutes les forces qui recherchaient la transformation de la société pendant toute la fin du XIX^e siècle et pratiquement tout le XX^e siècle jusqu'à nos jours, et ait entraîné les conséquences que nous pouvons identifier aujourd'hui ; en l'occurrence :

- la mutation du marxisme révolutionnaire en un système dictatorial et bureaucratique poursuivant la libération des travailleurs en commençant par les asservir et en appliquant la raison d'Etat pour justifier toutes les oppressions et tous les crimes,

- la mutation des sociaux démocrates réformistes en collaborateurs de la bourgeoisie, sans autre programme que la règle d'or de la nationalisation des moyens de production, dans des conditions bien honnêtes, et ne cherchant en aucune manière à modifier des structures sociales de plus en plus inégalitaires.

Quand les crises identitaires de classe se sont confondues avec les crises identitaires nationales, on a pu assister à la naissance de monstruosité idéologiques comme les fascismes et le national socialisme. Il faut avoir le courage de relire *Mein Kampf* pour comprendre comment un autodidacte nationaliste, confronté aux environs de 1910 avec la situation dramatique du prolétariat viennois, a pu en arriver à identifier comme ennemis à abattre non seulement les sociaux démocrates mais les juifs et réussir à convaincre tout un peuple de l'exactitude de ses analyses délirantes.

ELÉMENTS ESSENTIELS DU DIAGNOSTIC

Il y a longtemps que l'on sait que le phénomène identitaire est au cœur de la politique. C'est en fonction du sentiment qu'ont les individus de leur appartenance, de ce qu'ils croient être, qu'ils obéissent ou se révoltent, se battent ou se comportent pacifiquement, choisissent leurs chefs, acceptent leurs institutions, développent leurs ambitions individuelles ou collectives..La définition

de l'ennemi joue dans ce procès un rôle fondamental. Rien de ceci n'est nouveau.

En revanche les transformations des sentiments identitaires qui se sont produites à partir de la fin du XVIII^e siècle en Europe occidentale et dans quelques autres pays n'ont peut être pas jusqu'ici été analysées avec assez de précision. Le passage de l'ancien régime au monde moderne, des unités dynastiques aux Etats nations, du comportement de sujet à celui de citoyen a entraîné des phénomènes politiques nouveaux par leur ampleur et par leur nature. Même si la participation des peuples aux décisions politiques n'est pas devenue subitement plus importante, et si, au contraire, il a fallu beaucoup de temps pour que les institutions démocratiques se perfectionnent, les sentiments d'appartenance au groupe, l'illusion de jouer un rôle et de contribuer personnellement au destin de la patrie se sont répandus rapidement. Les peuples ont pris à leur compte beaucoup plus qu'ils ne l'avaient jamais fait, les gloires ou les humiliations collectives. Or dans le même temps, l'évolution des techniques, l'industrialisation, le développement des économies et du commerce international, l'exploration du monde créait un cadre d'action et de pensée qui dépassait de plus en plus l'horizon national.

La psychologie des peuples a donc été soumise à des pressions d'une ampleur nouvelle. La transformation de leur sentiment identitaire s'est effectuée à l'intérieur des cadres institutionnels et intellectuels existants, au moment même où ces cadres commençaient à être remis en question et à montrer leur inadaptation à l'expansion économique et culturelle qui marquait le début de l'intégration planétaire. L'orgueil collectif devenu plus important et en même temps plus sensible s'est développé à l'intérieur de cadres, de concepts, d'institutions qui étaient déjà en train de devenir désuets. Les impérialismes, étendus à l'échelle de la planète, n'en sont devenus que plus agressifs, les frustrations créées soit par les crises économiques soit par les défaites militaires ont été plus profondément ressenties. Le principe de l'équilibre des puissances sur lequel reposait la possibilité de vivre pacifique-

ment ensemble ne pouvait dans ces conditions en définitive que voler en éclats.

Pour qu'il en aille autrement il eût fallu que l'appareil intellectuel évolue au moins aussi vite que le changement des conditions sociales, en d'autres termes que les structures institutionnelles, économiques, conceptuelles et identitaires évoluent à la même vitesse. Il n'était pas dans la nature des choses qu'il en aille ainsi.. Le poids de la philosophie politique d'ancien régime, faite pour une société de castes, a continué de peser lourdement sur une société qui tendait à s'affirmer différente et qui prétendait à la démocratie.

Les structures mentales ont conservé pour l'essentiel les principes dynastiques. Les empires et les régimes autoritaires ont naturellement continué de les appliquer. Mais les bourgeois et les peuples les ont adoptés parce qu'on les leur avait enseignés et parce qu'aucun autre système de pensée n'apportait de réponse satisfaisante aux problèmes identitaires des peuples et des classes..

Cet effet retard, consistant à traiter des problèmes modernes avec des structures mentales du passé, a conduit aux échecs systématiques de la première moitié du XX^e siècle. La deuxième moitié ne remettra en question qu'une partie de cet appareil intellectuel inadapté. Ce sont les modalités de cette désintoxication partielle qui doivent être maintenant examinées.

CHAPITRE III

LES QUATRE DÉCENNIES 1945-1985 ET LA CRISE SUICIDAIRE DE LA GUERRE FROIDE

Les erreurs stratégiques commises au cours de la période 1945-1985 ont été aussi graves que celles de la première moitié du XX^e siècle. Mais il est plus difficile de les identifier, parce que la crise s'est produite en dépit des progrès intellectuels effectués au cours même de son déroulement et parcequ'elle a eu une conclusion positive inattendue. Elle a atteint son paroxysme au niveau mondial, au moment même où l'Europe occidentale trouvait enfin la solution pour en éviter le renouvellement des crises qu'elle avait provoquées. Elle a échappé encore une fois à tout contrôle, parce que ses mécanismes, pourtant classiques ont joué sur des paramètres différents, dont l'appareil intellectuel collectif n'a pu maîtriser le jeu. En particulier les sentiments identitaires qui l'ont animé ne se sont plus situés au seul plan national. Les mêmes causes ont continué de produire les mêmes effets, les mêmes forces ont été en action. Mais les contemporains, entraînés par elles, ne les ont pas reconnues. C'est pourquoi, pour comprendre la nature exacte de la crise, il est indispensable de commencer par délimiter et analyser les succès partiels de cette période.

L'EXAMEN DES SUCCÈS : L'EXPANSION CONTINUE ET LA PAIX EN EUROPE

Que les nouvelles politiques économiques et sociales adoptées à partir de 1945 et l'établissement en Europe occidentale d'une

zone de paix stable et définitive représentent deux succès éclatants, nouveaux, inattendus et qui ont contribué à « changer la vie » de la majorité de la population de l'Europe et de tout l'Occident, ne devrait faire aucun doute.

Les résultats obtenus sont en partie cachés aujourd'hui. La période d'expansion économique continue dans laquelle l'Occident est entré après la deuxième guerre mondiale a été troublée depuis les « chocs pétroliers » par des ralentissements, que l'on a qualifié de « crises », par des taux de chômage qui deviennent inquiétants, par les politiques d'« austérité » destinées à lutter contre l'inflation et par les incertitudes qui pèsent sur l'avenir. D'autre part, ce que l'on appelle la construction Européenne rencontre à tout instant des difficultés, suscite des controverses, met en évidence les inquiétudes de catégories sociales comme les petits agriculteurs qui sont contraints à des reconversions pénibles. Ces difficultés retiennent naturellement davantage l'attention que les changements fondamentaux qui se sont produits.

Or ces changements ont une dimension historique. Non seulement l'Europe dévastée par la guerre a été reconstruite en un temps record de 1945 au début des années 50, mais l'économie occidentale n'a cessé de se développer sans crises pendant plus de trente années (les « trente glorieuses » du vocabulaire économique courant) et continuait encore de le faire régulièrement avant que ne se précise la crise structurelle actuelle. Le développement de la protection sociale a supprimé le type de misère qui existait dans les sociétés occidentales avant cette période — faim, maladies non soignées, chômage sans ressources, etc-. L'expansion a rendu possible l'explosion de l'éducation qui a étendu à tous l'enseignement secondaire et permis l'accès des universités à une proportion importante de la population. Le développement des classes moyennes, l'urbanisation accélérée, la multiplication par 4 ou 5 du revenu national en 40 ans a changé complètement le type de société. Le fait que cette société nouvelle comporte encore des défauts inadmissibles, notamment une prodigieuse inégalité et des situations de pauvreté totalement anachroniques

ne doit pas cacher l'importance historique de la transformation qu'elle a connue.

Il ne faut pas d'autre part se lasser de souligner l'importance de la mutation historique de l'Europe occidentale de « zone de guerres permanentes étendues au reste du monde » en « zone de paix définitive ». Ce résultat en matière de sécurité représente dans l'histoire une révolution qui permet de considérer comme secondaires les modalités et les difficultés de la construction économique de l'Europe. Le problème de l'extension au monde de cette zone de paix régionale subsiste, mais le fait qu'il puisse être posé est en soi une novation absolue.

MODIFICATIONS DE L'APPAREIL D'ANALYSE

Il est clair que les causes de ces succès se trouvent dans la remise en question et le renversement de quelques uns des principes fondamentaux auxquels la majorité des esprits croyaient encore au moment du lancement des opérations.

RECONSTRUCTION DE L'EUROPE OCCIDENTALE ET EXPANSION CONTINUE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

L'évidence des échecs auxquels l'on courait si l'on conservait l'approche traditionnelle et classique, ni même la conscience de l'importance des enjeux ne sont des raisons suffisantes pour expliquer le profond renouvellement qui s'est produit en 1945. Sans doute a-t-on perçu qu'il s'agissait de la survie même de l'Occident. Si l'Europe occidentale était devenue, même partiellement, communiste — et la menace en était réelle — l'équilibre du monde eût été transformé de manière dramatique. On ne pouvait pas non plus prendre le risque, — en recommençant à prôner des politiques déflationnistes —, de réunir les conditions d'une seconde grande dépression en remettant en question une nouvelle fois la crédibilité du capitalisme. Enfin des intérêts puissants étaient en jeu.

Mais l'expérience montre que les idées reçues résistent aisément à des arguments de cette force. Les peuples préfèrent dans la plupart des cas courir à leur perte plutôt que d'abandonner leurs préjugés. L'expérience de la première guerre mondiale n'avait pas suffi à provoquer une transformation de cet ordre ni sur le plan économique, ni sur le plan des dettes de guerre, ni sur le plan social. La deuxième guerre mondiale n'aurait pas suffi non plus à elle seule à imposer de semblables modifications de comportement.

Or le miracle s'est produit. Il s'est manifesté sous la forme de trois initiatives, apparemment distinctes l'une de l'autre, mais dont la conjonction a permis d'obtenir le succès. La première initiative a été celle du Plan Marshall par lequel les Etats Unis décidèrent d'empêcher « la dislocation économique, sociale et politique » des pays européens dévastés par la guerre, de leur accorder une aide économique massive, de s'entendre avec eux pour sa bonne utilisation.

La deuxième a été la décision de nombreux pays européens — notamment l'Angleterre et la France — de développer de vastes plans sociaux, incluant la généralisation de la sécurité sociale et de l'assurance contre le chômage, en partant de l'idée que la santé sociale ne répondait pas seulement à un besoin de justice, mais était indispensable à la bonne marche de l'économie.

La troisième a été l'adoption générale de l'approche Keynésienne en matière de politiques économiques, financières et budgétaires, ce qui devait entraîner un certain laxisme sur le plan de l'inflation, mais en fait mettait les économies des pays industrialisés sur le chemin de la croissance continue.

Il s'agissait dans les trois cas de novations de l'appareil intellectuel jusque là utilisé. La première se situait dans le domaine des relations financières et politiques entre Etats, par l'abandon du principe de séparation de ces relations, qui dans les années 20 avait considérablement compliqué les problèmes diplomatiques entre les Etats Unis et l'Europe, le gouvernement américain étant resté intransigeant au sujet du remboursement des dettes de

guerre de ses alliés Européens. En fait on adoptait le principe inverse : l'arme économique et financière était cette fois utilisée de façon positive, non seulement pour venir au secours d'un allié, mais pour recréer les conditions d'une situation économique considérée comme normale et comme la base nécessaire d'une société mondiale viable.

La deuxième novation remettait en question une partie importante de la philosophie économique et sociale, et notamment, le principe d'inégalité, qui subsistait mais qui était privé de sa connotation hautement moralisante au sujet de l'utilité de la misère, et le principe de subordination du progrès social au progrès économique, qui subsistait lui aussi, mais qui était largement corrigé par l'idée que la garantie d'un certain niveau de sécurité pour les travailleurs était utile à la paix sociale comme au bon fonctionnement des entreprises.

La troisième novation enfin n'était autre que l'abandon de la « théorie classique » de l'économie reposant sur les principes de stabilité monétaire et d'équilibre budgétaire.

Sans doute ces novations se produisaient elles avec comme toile de fond l'anticommunisme et le défi porté au capitalisme par l'influence de l'URSS et des idées « marxistes ». Sans doute aussi ces changements étaient ils limités aux pays « riches » par opposition au Tiers Monde d'ailleurs encore largement colonisé. Sans doute enfin s'était on méfié des audaces considérées comme téméraires, puisque par exemple les idées qui ont présidé à la création du Fonds Monétaire International et de la Banque mondiale étaient beaucoup plus prudentes et conservatrices que celles que Keynes avait proposées.

Il n'empêche que pour la première fois apparaissait dans la philosophie politique de l'Occident une nouvelle conception de la sécurité sociale à l'intérieur des nations et de la solidarité entre nations. Dans les deux cas la prospérité ou la sécurité des partenaires n'était plus considérée comme contraire à son propre intérêt. C'était un renversement des perspectives qui avaient jusque là inspiré les stratégies et les comportements. Pour la première

fois, des idées reçues — et nuisibles — étaient battues en brèche et remplacées par de nouvelles idées. Il importe peu qu'un tel résultat ait été dû au génie du Général Marshall, de Lord Beveridge, et de John Maynard Keynes ou qu'il ait été le produit de la conviction qu'il était indispensable de devenir audacieux. Il était en soi fondamental⁹.

Mais une autre brèche au moins aussi importante était à la même époque en cours de préparation.

LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE OCCIDENTALE :
UN « SYSTÈME DE PAIX »
QUI FONCTIONNE CORRECTEMENT

Ce que nous savons de la brèche qui a été faite dans les « principes dynastiques » de politique étrangère avec le démarrage de la construction Européenne peut se résumer de la façon suivante :

En 1950 l'idée que l'Europe — ou en tout cas sa fraction occidentale — était une unité de civilisation, et que la famille des nations qui la composait devrait être fédérée ou confédérée en une seule unité politique, n'était certes pas une idée neuve. Mais son ancienneté ne garantissait pas sa réussite prochaine. Les partisans de l'unité Européenne représentaient un courant de pensée qui s'était affirmé dès le XIX^e siècle, et où les plus grands noms — de Victor Hugo à Renan, de Koudenhove Kalergi à Romain Rolland — se retrouvaient. La dénonciation du « crime » contre l'Europe que représentaient les deux guerres mondiales, guerres civiles intra-européennes, était devenue familière. Mais ces idées étaient considérées comme irréalistes et uto-

⁹ Si, sur le plan économique, les idées de Keynes ont influencé l'ensemble de l'Occident, en revanche en ce qui concerne les politiques sociales, l'Europe a évolué de façon beaucoup plus décisive que les Etats Unis. Il en résulte aujourd'hui deux conceptions différentes du capitalisme de part et d'autre de l'Atlantique. cf sur ce sujet : Michel ALBERT. *Capitalisme contre Capitalisme*. Paris, 1991, éditions du Seuil.

piques, comme le sont toujours les idées nouvelles surtout quand elles sont rationnelles et généreuses et quand elles s'opposent aux idées reçues. Les nationalismes gardaient une séduction bien plus grande.

La confusion régnait sur les méthodes à suivre pour réussir. En fait il y avait presque trop d'idées. Le vrai problème était extrêmement difficile. Il s'agissait de faire une brèche dans le front des idées reçues, en s'attaquant essentiellement au premier principe dynastique, celui de la souveraineté nationale ; d'avoir un projet crédible justifiant qu'il soit indispensable de remettre ce principe en question ; de trouver une occasion politique pour réaliser cette opération ; d'impliquer dans l'aventure les deux nations qui étaient à l'origine des deux guerres mondiales, soit l'Allemagne et la France ; de ne pas perdre de vue que le véritable objectif était l'établissement d'un système de paix, qui rende impossible à l'avenir le recours à la guerre entre les nations concernées ; enfin d'engager un processus susceptible de se développer et, si possible, irréversible.

Le premier succès fondamental, parce qu'il a entraîné tout le reste, a été obtenu grâce à des circonstances très particulières et à l'esprit de combinaison de Jean Monnet. Sur le plan de la paix, la réussite a été complète, presque immédiatement : à partir du moment où le processus a été engagé, les méfiances ont commencé à disparaître et l'esprit de construction européenne a développé le sentiment du caractère bénéfique de la coopération.

La novation qui a été obtenue ainsi dans les principes dynastiques est à la fois quasi complète en ce qui concerne la politique étrangère et limitée à une aire géographique très précise, ce qui signifie qu'en ce domaine elle marque le début d'un système dual. Dès la fin des années 50 on n'applique plus les mêmes règles en matière de relations extérieures entre les pays de la Communauté Européenne et entre ces pays et le reste du monde. Pour les 13 « principes dynastiques » appliqués en matière de relations internationales au début du XX^e siècle, l'évolution est en effet la suivante :

Dans la zone CEE (qui est en train de s'élargir), et pour les relations entre les nations qui la composent, ne s'appliquent certainement plus de façon complète :

- le principe de souveraineté ;

Comme on le voit encore aujourd'hui, au moment où l'adoption du Traité de Maastricht vient à la fois confirmer l'acceptation de très larges abandons de souveraineté et la vigueur des sentiments d'opposition qui se manifestent dans des fractions non négligeables de l'opinion, ce principe de souveraineté, même dans la zone concernée met longtemps à mourir. Mais il a été en fait condamné, à partir du moment où une brèche a été faite ; et cette brèche, dans la zone considérée ne pourra que s'élargir progressivement.

- le principe d'agrandissement légitime, qui a perdu tout sens dans le cadre de la CEE.

- le principe de négation du droit des peuples à disposer d'eux mêmes ; même si les problèmes de minorités, par exemple en Irlande du Nord, continuent de poser de sérieux problèmes. En revanche, au moment où la construction européenne commence, il subsiste entièrement à l'égard de l'extérieur, la décolonisation se heurtant à des résistances farouches, qui vont entraîner plusieurs guerres longues et dévastatrices.

- le principe de l'équilibre, qui a perdu son sens, et le principe de « realpolitik » qui n'a plus beaucoup de raison d'être dans la zone considérée.

- le principe de légitimité de la guerre, dont la disparition complète, pour les relations politiques entre les nations de la zone, est le résultat le plus important obtenu par la brèche faite au principe de souveraineté. La possibilité du recours à la guerre est devenue en effet très rapidement impensable entre pays dont les gouvernements travaillent quotidiennement ensemble et qui progressivement se fondent dans une entité plus large.

- le principe du « domaine réservé » : même si la Communauté est accusée de défauts technocratiques et si son « déficit démocratique » est souvent dénoncé, les débats politiques relatifs à la

construction de l'Europe n'échappent guère à l'attention de l'opinion.

- enfin le principe de la distinction des relations financières et des relations politiques entre Etats, que la coopération financière des Etats membres dans des politiques communes et dans l'assistance aux régions les moins favorisées met en échec, même si l'égoïsme financier de chaque Etat se manifeste dans les négociations sur ces sujets.

En revanche s'appliquent encore, mais avec des atténuations ou des modifications, ou ne se maintiennent que pour des raisons tenant aux relations des pays de la zone avec le reste du monde :

- le principe de supériorité, sentiment qui subsiste pour chaque peuple ; mais des sentiments « européens » commencent à apparaître, avec un commencement de transfert identitaire de leur pays vers l'Europe pour certaines catégories sociales.

- le principe du caractère sacré de « l'intérêt national », qui subsiste, mais dont la conception devient moins étroite et moins absolue.

- le principe de l'obtention de la paix par la préparation de la guerre, qui continue de justifier des efforts considérables pour la « défense nationale », mais pour des raisons qui tiennent essentiellement à la situation de sécurité vis à vis de l'extérieur de la zone.

- le principe de l'amour de la patrie, qui n'a pas de raison de disparaître mais qui se complète peu à peu par le sentiment d'appartenance à une communauté plus large.

- enfin le principe concernant la négation d'un « sens de l'histoire » subsiste aussi, parce qu'il s'applique essentiellement aux relations à l'échelle planétaire ; l'idée que l'approfondissement progressif et l'élargissement de la construction européenne puissent venir le contredire quelque peu n'effleure pas encore les esprits.

En revanche, dans les relations des nations faisant partie de la zone CEE avec le reste du monde, à la fin des années 50, tous

les principes dynastiques du début du siècle continuent de s'appliquer, même s'il y a quelque atténuation pour certains d'entre eux. Un seul, celui concernant l'agrandissement légitime peut être considéré comme périmé (encore qu'il ne puisse être question de revenir sur certains agrandissements illégitimes du passé — partage du pays Kurde entre 4 Etats, de l'Arménie entre trois etc-). Le non respect du droit des peuples à disposer d'eux mêmes commence à être sérieusement contesté par des mouvements de libération nationale et quelques pays ont déjà été décolonisés. Mais le progrès est lent en ce domaine et combattu par de très larges fractions de l'opinion dans les pays colonisateurs.

L'un des résultats le plus surprenant des novations qui se sont produites est que désormais l'appareil intellectuel utilisé par l'Occident, et surtout par les Européens, n'est plus le même suivant les zones géographiques considérées. Sans doute le monde est-il coupé en deux par l'opposition Est-Ouest à cette époque, et les analyses faites comme les sentiments éprouvés subissent-ils l'influence de cette dualité géographique et idéologique. Peut être même peut on mettre au compte de cette situation la novation que les Etats Unis viennent de réaliser au bénéfice de leurs alliés européens en les aidant de façon hétérodoxe par le Plan Marshall. Mais à l'intérieur même de l'appareil d'analyse occidental, les autres novations qui viennent d'être décrites ont introduit un tout autre type de dualité qui peut se formuler :

« Ce qui est vrai à l'échelle planétaire ne l'est plus pour les Européens à l'intérieur d'une zone qui comprend pourtant les grandes puissances qui ont en fait inventé les dits principes dynastiques. Et les liens qui unissent désormais les nations de cette zone ne sont plus seulement ceux d'une alliance : ce sont des principes opposés à ceux qui commandent leurs relations avec le reste du monde qui président dorénavant aux relations qu'elles ont entre elles. »

Ce phénomène est d'une grande portée : il ne saurait être considéré en aucune manière comme un simple fait régional. Dans une Europe, qui a été à l'origine des deux guerres mondiales et qui de surplus a conquis le monde, tout changement

dans la conception des principes de sécurité est naturellement un phénomène mondial. La dualité qui vient de s'installer ainsi au coeur même de l'appareil intellectuel est donc elle aussi un phénomène mondial. Et elle aura des conséquences.

LA SURVIVANCE DES PRINCIPES DYNASTIQUES À L'ÉCHELLE PLANÉTAIRE

L'analyse des phénomènes qui se sont produits pendant la même période — de 1945 à 1985 — dans les relations internationales à l'extérieur de l'Europe occidentale, démontrent en effet clairement que malgré la présentation modernisée que l'on a pris soin de faire, les principes dynastiques de politique étrangère ont bien survécu pour l'essentiel. Les échecs de ces quatre décennies ont été aussi spectaculaires que ceux qui ont été décrits pour la première moitié du XX^e siècle. Mais le discours politique habile qui a séduit sans difficulté la grande majorité de l'opinion occidentale a camouflé les échecs de l'appareil intellectuel qui les a provoqués. Ces échecs ont été transformés en victoires. Les principes périmés ont pris la forme de théories modernes. Ce sont là des procédés assez simples, mais ils ont réussi. Cet exploit vaut d'être conté.

CE QUE LES CLASSES DIRIGEANTES ONT TENTÉ DE NOUS FAIRE CROIRE

La présentation officielle de ce qui s'est passé entre 1945 et 1985 dans les domaines de la sécurité et des relations internationales, — Est-Ouest et Nord-Sud —, a compris les thèses suivantes :

Ce serait essentiellement l'effort militaire des Etats Unis et de leurs alliés du Pacte Atlantique qui aurait permis d'empêcher l'invasion de l'Europe par les armées soviétiques. Ce serait en raison de la fermeté montrée en ce domaine depuis 1946 — le dernier exemple étant le déploiement en Europe des Pershings américains face aux SS 20 soviétiques en 1983-1984 par le Prési-

dent Reagan — que l'Amérique et ses indéfectibles alliés auraient « gagné la guerre froide ».

La théorie de la dissuasion aurait représenté l'adaptation convenable de la stratégie à l'ère nucléaire. Sa mise à jour permanente au fur et à mesure des progrès technologiques, notamment en matière de lanceurs, aurait permis d'éviter une troisième guerre mondiale. La course aux armements qui en est résultée — nombre de vecteurs et nombre de têtes nucléaires, missiles de plus en plus précis et de plus en plus puissants — aurait été inévitable et d'ailleurs les accords de « maîtrise des armements » auraient représenté une méthode raisonnable pour contenir cette course dans des limites acceptables.

Le soutien dans le Tiers Monde des régimes et des partis opposés au communisme aurait été le complément nécessaire de l'effort de dissuasion. Il était indispensable de lutter partout dans le monde entier contre les visées impérialistes du « communisme international ». La dureté des guerres qu'il a fallu soutenir en Corée, en Indochine, et en de nombreux autres pays en Amérique latine, en Afrique et en Asie contre cet impérialisme communiste aurait bien montré qu'il s'agissait d'un ennemi redoutable et dangereux.

Ce serait l'ensemble de ces efforts militaires qui aurait permis le renversement des régimes communistes, incapables économiquement de soutenir leurs propres politiques militaires et de lutter technologiquement avec l'Occident. La peur que les Soviétiques ont éprouvée devant l'« initiative de défense stratégique » lancée par le Président Reagan démontrerait bien le rôle que ce défi technologique a joué dans les événements qui se sont produits en URSS à partir de 1985.

De très larges fractions des anciens empires coloniaux, — français, hollandais, anglais, portugais, etc — auraient été décolonisées pacifiquement, grâce à l'intelligence des politiques menées dans les anciennes métropoles et au soutien des Etats Unis à ce mouvement. Des erreurs tragiques se seraient sans doute produites, en Indochine et en Algérie notamment, mais

elles devraient être relativisées si l'on considère l'ensemble de l'opération et ses difficultés.

Pendant toute cette période les relations Nord-Sud auraient été gérées de façon aussi correcte que possible ; des efforts importants auraient été faits à travers les aides bilatérales et multilatérales pour aider les pays nouvellement indépendants à commencer à rattraper le niveau de vie occidental. Mais un processus de ce genre exigerait des décennies, et l'Occident ne pouvait substituer sa responsabilité à celle des gouvernements légitimes de ces nouveaux pays, que seul leur propre effort pourrait sauver (comme le montreraient les réussites des « dragons » — Corée du Sud, Hong Kong, Singapour, Taiwan — qui ont su par des politiques énergiques investir, travailler et se moderniser.)

Quant au rôle de l'ONU, s'il n'a été que limité, ce ne serait pas parce que le système de « sécurité collective » était mal conçu, mais parce qu'il n'a pas pu fonctionner, par la faute de l'opposition Est-Ouest. La preuve en serait qu'aujourd'hui le système commencerait à se mettre en marche.

Ce discours, destiné à cacher des échecs sévères et dramatiques, a été accepté pendant toute la période considérée, par une large partie de l'opinion publique, qui actuellement s'y laisse prendre encore. Or il est entièrement faux. Les échecs qu'il est destiné à cacher ont compris des guerres nombreuses, meurtrières, dévastatrices, inutiles, conduites pour s'opposer à la décolonisation, ou au nom de l'« anticomunisme » ; des défaites militaires humiliantes pour l'Occident, — les première et deuxième guerres du Vietnam, la guerre d'Algérie..- ; des erreurs stratégiques qui ont prolongé inutilement la situation de « guerre froide » et entraîné des conséquences catastrophiques pour nombre de peuples et de pays ; d'énormes dépenses inutiles — des milliers de milliards de dollars qui auraient pu être utilisés pour d'autres tâches- ; le développement de situations d'insécurité, — notamment de risques nucléaires —, qui auraient pu être évitées ; enfin la perpétuation de situations de misère, d'insécurité et d'oppression dans le Tiers monde qu'une autre stratégie

Nord Sud aurait permis de faire disparaître (ou au moins d'atténuer).

Bilan très lourd et que des stratégies fondées sur des principes moins archaïques auraient permis d'éviter : l'histoire officielle de cette période est à réviser entièrement, qu'il s'agisse de l'aveuglement qui a empêché de mettre au point des stratégies non militaires, de la conception des stratégies militaires, de celle de la sécurité collective, de la conduite de la décolonisation, ou de celle des relations Nord-Sud.

Mais une telle analyse démystificatrice doit faire porter d'abord l'examen sur le camouflage de l'obsolescence de l'appareil intellectuel. Le fait que des procédés aussi classiques que la présentation comme progressistes de conceptions réactionnaires, ou l'utilisation de termes techniques d'apparence moderne pour baptiser des théories dépassées, aient pu aussi facilement réussir est un phénomène singulier. Il faut donc d'abord le décrire avec précision.

L'ÉCHEC DE LA « SÉCURITÉ COLLECTIVE »

En 1945 l'Occident, victorieux avec l'aide de la Russie stalinienne, avait beaucoup de problèmes à résoudre, notamment celui de la sécurité et de la paix, dans un monde où l'arme nucléaire venait de faire son apparition.

La Société des Nations était morte, ridiculisée. Il fallait inventer autre chose. On aurait pu considérer que le problème méritait réflexion et qu'avant de sceller dans une Charte la création d'une nouvelle organisation, il était nécessaire de prendre du temps. On aurait pu aussi être plus modeste, admettre que l'on avait davantage besoin de lieux de rencontre et d'un processus de négociation permanente au niveau mondial que d'une nouvelle SDN, hâtivement renouée.

On préféra la solution spectaculaire, donnant ainsi l'illusion à l'opinion qu'on bâtissait un monde nouveau. On trouva donc un nouveau nom : les « Nations Unies », mais on n'inventa pas de nouvelles méthodes et on ne remit pas en question le cadre

conceptuel. On crut sans doute innover en multipliant les Agences spécialisées dans les diverses branches des secteurs économique et social et en leur donnant une grande indépendance. On se garda toutefois en instituant les agences financières de suivre les idées de Keynes qui auraient facilité le développement du monde pauvre par une conception plus libérale du crédit. On assura sur la nouvelle Banque et sur le nouveau Fonds monétaire international la prééminence des pays les plus puissants par l'adoption d'un système de vote lié au montant de la contribution.

Dans le domaine politique, on se contenta de reconstituer avec quelques modifications de détail, et en tenant compte des rapports de pouvoir nouveaux le même système de « sécurité collective » qui venait de faire faillite, avec les mêmes défauts. En fait les Alliés victorieux, — l'Occident plus l'URSS —, trompés peut être eux mêmes par leur propre propagande sur leur « lutte commune contre le nazisme et le fascisme », établirent une Charte qui était un étrange mélange de *realpolitik* et d'idéalisme verbal :

La *realpolitik*, c'était le maintien de l'ordre existant, que les vainqueurs venaient d'établir. On appela cela « maintien de la paix » (pour ne pas dire « maintien de l'ordre »), mais il s'agissait bien de conserver les situations acquises et les privilèges existants. C'était la même vision du monde et du droit des vainqueurs d'une coalition que celle que l'on avait eue à Versailles en 1919, ou à Vienne en 1815. Le mécanisme chargé de conserver l'acquis fut le Conseil de Sécurité et le droit de veto de ses 5 membres permanents nommément désignés — Etats Unis, URSS, Grande Bretagne, France, Chine —.

Il s'agissait donc bien, en quelque sorte, d'une alliance militaire dont on faisait semblant de croire qu'elle était durable, à moins qu'on ne l'ait réellement cru un instant, et que l'on dotait de tous les moyens nécessaires par le Chapitre VII de la Charte : Comité d'Etat major réunissant les chefs militaires suprêmes des 5 grands (art. 47), mise à la disposition du Conseil de forces

armées par tous les Etats membres en vertu d'« accords spéciaux » (art. 43) et maintien de contingents nationaux immédiatement utilisables (art. 45), procédures de sanctions (art 41) et d'emploi des forces armées (art. 42).

L'idéalisme verbal c'était la proclamation par la même Charte de grands principes y compris l'affirmation des droits fondamentaux de l'homme, de la dignité et de la valeur de la personne humaine, de l'égalité des droits des hommes et des femmes ainsi que des nations, du respect du droit international et de la justice, du progrès social et de la liberté. Ce discours n'était que pure hypocrisie : au moment même où il était tenu et institutionnalisé, les pays occidentaux livraient la moitié de l'Europe à la dictature stalinienne, conservaient leurs empires coloniaux, et n'avaient évidemment nulle intention d'agir, encore moins de se battre pour la défense, au niveau planétaire, des droits économiques et sociaux.

Sans doute avait on pris la précaution de prévenir que le respect de la souveraineté nationale limitait quelque peu la portée des nouveaux principes puisque l'art. 2 § 7 de la Charte interdisait d'intervenir dans les « affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat ». Mais l'euphorie de la victoire et le besoin de croire aux grands mots empêchèrent les contemporains de noter les contradictions et d'identifier l'hypocrisie.

Le résultat de ce beau montage fut, bien entendu, un système de sécurité incapable de fonctionner. La raison de son blocage a été attribuée par tous les analystes au fait que l'opposition entre le communisme stalinien et le capitalisme libéral se déclara ouvertement dès 1946. Cette circonstance fâcheuse n'ayant duré qu'une quarantaine d'années, les mêmes analystes ou leurs successeurs en concluent qu'aujourd'hui ce système va enfin pouvoir faire ses preuves, le consensus ayant enfin été rétabli entre les membres permanents sur le plan idéologique, — respect de la souveraineté, de la démocratie et des droits de l'homme —, comme sur celui de leur intérêt commun à un monde stable et pacifique.

Il s'agit là, (la situation actuelle le démontre déjà) d'une totale illusion, qui prouve seulement l'extraordinaire capacité de survie de principes périmés qui ont pourtant déjà fait la preuve de leur inefficacité.

LE REFUS DE RECONNAÎTRE
LES « DROITS DES PEUPLES »
ET LES ÉCHECS DE LA DÉCOLONISATION

Le problème de la décolonisation, qui s'est posé dès la fin de la guerre, a, en dépit de sa nouveauté, été traité suivant les principes les plus traditionnels. Les pays occidentaux qui avaient un empire colonial ont pratiqué une « *realpolitik* » ignorante des réalités du monde de la deuxième moitié du XX^e siècle, ce qui les a conduits tout droit à des défaites. La France est à cet égard un bon exemple, puisque, pour elle, la guerre froide s'est en partie confondue avec le refus de la décolonisation, qui était pourtant la conséquence logique de la reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux mêmes, auquel la France avait officiellement souscrit dans la Charte des Nations Unies.

Si la classe politique française avait eu une vision claire et moderne du problème, c'est à dire si elle avait compris la nature du changement en cours, elle aurait d'abord expliqué à l'opinion publique puis mis en pratique un plan systématique de « décolonisation ». Ce que l'on appelait l'empire français avait été constitué principalement au XIX^e siècle et au début du XX^eme, à l'initiative de quelques hommes politiques ou aventuriers agissant sans le soutien de l'opinion, — en vertu d'une conception qui mélangeait la vanité nationale avec le calcul économique des bénéfices que l'on pouvait retirer de l'exploitation des matières premières de ces territoires et de l'établissement de marchés réservés. Le sentiment qu'il fallait imiter et concurrencer les Anglais, l'idée flatteuse de la « mission civilisatrice » de la France achevait de colorer l'image d'un empire témoin de la grandeur française.

Ce n'est pas ici le lieu de faire le bilan des avantages et des inconvénients de cette aventure qui a duré en moyenne un siècle et demi. Ce qui est certain c'est qu'après la deuxième guerre mondiale il aurait dû devenir évident que les peuples colonisés devaient se voir reconnaître leur indépendance, et que l'ère de la colonisation devait faire place à de nouvelles formules, pouvant ou non comporter l'association de peuples libres dans des cadres institutionnels communs. Il aurait dû aussi être clair que le maintien des privilèges des colonisateurs n'avait pour les métropoles qu'un intérêt extrêmement mince. Les pays Européens qui n'avaient pas, ou n'avaient plus, de colonies (l'Allemagne fédérale, la Suisse, la Suède..) n'étaient ils pas au moins aussi, sinon plus, prospères que les pays colonisateurs (la France, l'Angleterre, les Pays Bas, la Belgique, l'Espagne, le Portugal) ?

La conservation d'un empire colonial de type traditionnel était donc non seulement contraire aux principes souscrits, mais totalement obsolète du point de vue du calcul des avantages économiques. C'est donc en vertu de raisonnements archaïques et de visions périmées de « grandeur », de prestige, de « mission civilisatrice », et aussi de défense d'intérêts particuliers très précis, que des politiques de refus de la décolonisation ont été conduites pour aboutir à des résultats tragiques.

Ainsi de la guerre d'Indochine menée par la France depuis le bombardement d'Haiphong en 1946, jusqu'en 1954. Guerre qui n'a réussi qu'à transformer un mouvement purement nationaliste en un mouvement communiste, soutenir un régime pourri, coûter des dizaines de milliers de morts, aboutir à la défaite humiliante de Dien Bien Phu. Le tout pour créer une situation telle que les Américains croiraient à leur tour, en vertu de leurs analyses sur la lutte contre le « communisme international », rajouter 12 ans de guerre supplémentaires plus une nouvelle défaite non moins humiliante que la précédente.

Ainsi de la guerre d'Algérie, menée au nom de « l'Algérie française » en négligeant ou en sabotant toutes les possibilités de négociations avec des interlocuteurs valables, la volonté de répression étant aussi bien le fait d'un parti socialiste dirigé par

Lacoste et Guy Mollet, que celle du gouvernement du Général De Gaulle rajoutant 4 ans de guerre inutile avant d'aboutir aux accords d'Evian. Le nationalisme et l'impérialisme ont ainsi corrompu presque tous les esprits, déshonoré l'armée française en la conduisant à pratiquer la torture, fait un million de morts.

La répression sauvage des premières manifestations d'indépendance à Madagascar avait donné aussi un premier exemple du même comportement. Le bilan de la politique française en ce domaine est simplement honteux. Or seuls deux hommes politiques ont tenté de faire prévaloir une conception plus digne et plus moderne du problème : Gaston Defferre, qui a facilité la décolonisation progressive et pacifique d'une grande partie de l'Afrique au sud du Sahara, et Pierre Mendès France, qui a réussi, par un pari audacieux, à mettre fin à la guerre d'Indochine, engagé le processus de décolonisation en Tunisie, et aurait sans doute réussi à éviter la guerre d'Algérie, s'il était resté au pouvoir.

Mais la classe politique le renversa prématurément, parce qu'elle ne pouvait lui pardonner d'être le seul à avoir une vision moderne et humaine d'un problème aussi fondamental et d'avoir commencé à expliquer la vérité à ses compatriotes. La modernisation des appareils intellectuels périmés est une entreprise risquée.

LES ÉCHECS DES RAPPORTS NORD SUD ET DU « DÉVELOPPEMENT »

La décolonisation achevée, c'est encore avec les mêmes principes qu'a été abordé le problème des relations avec les pays du Sud, nouvellement indépendants. Le néo-colonialisme a remplacé le colonialisme.

La situation de sous développement dans laquelle les ex-pays colonisateurs abandonnaient à leur sort les peuples qu'ils avaient pris en charge ne leur a inspiré ni remords, ni inquiétude. Les gouvernements des pays occidentaux en général, qu'ils soient de droite ou de gauche, conservateurs ou sociaux démocrates, ont

continué à concevoir leurs rapports avec les pays du Sud dans le cadre d'une philosophie de supériorité, de domination, de racisme et de mépris. On a encouragé la prise de pouvoir par des dictateurs, parfois ridicules, souvent sanguinaires, toujours corrompus, pour qu'ils continuent à défendre les intérêts des firmes du Nord et pour qu'ils se rangent du bon côté dans la guerre froide. Bien entendu le camp soviétique a agi de même.

Aucune réflexion sérieuse n'a pris place au sujet du développement économique et social des régions pauvres : on a souscrit, sans doute avec réserves, aux textes des « Décennies du développement » des Nations Unies, qui énonçaient des idées fantastiques sur les possibilités de « rattrapage » du niveau de développement des pays riches par les pays pauvres, mais rien de sérieux n'a été fait. Au contraire on a accru la dette des pays pauvres par des prêts destinés soit à les surarmer, soit à soutenir des projets de développement non adaptés. On n'a versé que des aumônes dérisoires pour « l'aide ». On a imposé des politiques dites d'« ajustement » à travers le FMI et la Banque mondiale, sans les accompagner de l'aide massive et gratuite ou des politiques fiscales qui auraient été nécessaires pour éviter qu'elles aient des conséquences antisociales.

Dans ces conditions, le prétendu « dialogue Nord Sud » n'a guère été qu'une farce, destinée à tromper l'opinion aussi bien au Nord qu'au Sud. Il a été conduit principalement à l'ONU par des gouvernements qui pour la plupart des pays du Sud n'étaient pas représentatifs de leurs peuples. Ces gouvernements invoquaient la justice dans la répartition des richesses mondiales et réclamaient une participation plus large au pouvoir dans les directoires mondiaux : institutions mondiales y compris celles de Bretton Woods, Conseil de Sécurité, G7 etc. Ils utilisaient à ces fins un langage grandiloquent et peu convaincant, et une argumentation — en particulier « trade not aid » (ne donnez pas d'aide, mais achetez nos produits) — seulement partiellement valable.

La réponse du « Nord » a de son côté été d'une parfaite hypocrisie ; elle a consisté à s'indigner des prétentions du Sud, à les

contredire, à refuser tout « Nouvel Ordre Economique International »¹⁰, à réduire les possibilités d'action des organisations internationales où ces revendications se développaient, à continuer à soutenir les gouvernements les plus corrompus du Sud, dans la mesure où ils se montraient obéissants.

Ce traitement indigne d'un problème aussi fondamental n'a été rendu possible que par le retard de plus d'un siècle de l'appareil intellectuel d'analyse qui a été en l'occurrence utilisé.

C'est aussi la même survivance de principes périmés qui explique les erreurs stratégiques commises tout au long de la guerre froide par l'Occident sous la direction des Etats Unis.

L'ERREUR STRATÉGIQUE FONDAMENTALE, OU COMMENT LA GUERRE FROIDE A ÉTÉ GAGNÉE

Ce que nous savons aujourd'hui des conditions dans lesquelles une partie de la classe politique soviétique, accédant enfin au pouvoir avec Gorbachev, a décidé de tenter puis de réussir la transformation en profondeur du régime communiste, le développement de la liberté d'expression, la suppression des goulags, la réforme des structures de production, ne conduit pas à penser que les politiques militaires de l'Occident aient joué un rôle dans cette révolution. Ce contre quoi une fraction des dirigeants et de l'intelligentsia, puis les peuples de l'URSS se sont révoltés c'est l'inefficacité et l'incompétence de la bureaucratie, l'oppression idéologique, l'évidente faillite économique d'un système sclérosé.

¹⁰ Sur ce concept, qui a servi dans les années 70 aux gouvernements pour présenter leurs revendications, voir notamment *Pour un nouvel ordre économique international* par Mohammed BEDJAOUI, publié par l'UNESCO. Paris, 1979. L'auteur, qui est juge à la Cour Internationale de Justice, définit le concept d'« ordre » : « un système de normes qui régissent une société sans référence à une cohérence de l'ensemble, mais surtout sans jugement de valeur sur un tel système ». Il ajoute : « La monarchie, la démocratie, l'esclavage, la féodalité, l'impérialisme, la société capitaliste représentent chacun un certain type d'« ordre », c'est-à-dire une organisation déterminée de rapports socio-économiques et politico-juridiques entre Etats, groupes et individus. Ces différents régimes, dont certains incarnent le pire « désordre » économique et éthique, s'expriment par et dans ce que l'on est convenu d'appeler un certain « ordre » juridique organisé ».

Et cette faillite n'est devenue patente que par comparaison avec le succès économique et le degré de liberté de l'Ouest. Les seuls problèmes militaires qui aient effectivement joué un rôle dans ce mouvement de révolte sont ceux concernant les erreurs commises par la direction soviétique elle-même, comme l'invasion de l'Afghanistan. La crainte ou le respect qu'aurait inspiré la « fermeté » de l'Occident n'ont joué strictement aucun rôle dans le déclenchement du grand changement. L'Ouest a donc bien « gagné » dans sa rivalité avec l'Est par sa supériorité dans le domaine économique et dans celui des libertés.

Cette analyse avait d'ailleurs été faite, et la stratégie qui aurait dû en résulter préconisée par Georges Kennan, qui dans un article célèbre (signé X et paru dans la revue *Foreign Affairs*) avait défini ce qu'il appelait une politique de « containment ». En 1951 Kennan précisait à la fois l'objectif que devait se fixer les Etats Unis — obtenir que s'établisse « une Russie vivant sous un régime capitaliste libéral et démocratique avec des institutions très semblables à celles de notre propre République » — et la méthode pour y aboutir. La méthode reposait sur l'hypothèse qu'un régime totalitaire ne pourrait se maintenir indéfiniment en URSS. « Si les alternatives nécessaires, écrivait-il, sont maintenues sous les yeux des Russes, sous la forme, dans d'autres lieux de la planète, d'une existence convenable, agréable, utile, le jour viendra, tôt ou tard par une évolution graduelle ou autrement, où le terrible régime qui a retardé de dizaines d'années la marche en avant d'un grand peuple et a étendu comme une ombre sur les aspirations de toute la civilisation, ne paraîtra plus être une réalité vivante, mais seulement une chose survivant.. dans les annales de l'histoire » ¹¹.

Il est clair aujourd'hui que l'hypothèse de Kennan était la seule valable, puisque c'est celle qui s'est réalisée. Mais comme elle n'a pas été adoptée, l'on n'a pas non plus suivi la stratégie qui en découlait et que Kennan avait pourtant clairement définie en disant :

¹¹ George KENNAN. « America and the Russian future ». *Revue Foreign Affairs*. Avril 1951.

« l'influence la plus importante que les Etats Unis peuvent exercer sur les événements internes en Russie, continuera à être celle de l'exemple ; l'influence de ce que les Etats Unis sont non seulement par rapport aux autres, mais par rapport à eux mêmes ... ceci ne veut pas dire que nombre de questions qui préoccupent à présent l'opinion publique ne soient pas d'une incontestable importance : la force physique, les armements, la solidarité avec d'autres nations libres. Mais ces préoccupations ne peuvent que demeurer stériles et négatives si elles ne s'assortissent pas de quelque chose qui soit plus profond et vise plus loin qu'à empêcher simplement la guerre et l'expansion impérialiste. .. Mais qu'est ce que ce quelque chose ? .. il s'agit de l'esprit et du but de la vie américaine elle même. Le message que nous nous efforçons d'apporter aux autres, quel qu'il soit, ne pourra être efficace que s'il s'accorde avec notre propre comportement, que s'il est suffisamment impressionnant pour commander le respect et la confiance à un monde qui malgré toutes ses difficultés matérielles est toujours plus disposé à reconnaître et à respecter l'excellence spirituelle que l'opulence matérielle ».

La stratégie fondée sur le respect des droits de l'homme était en fait la stratégie la plus réaliste. Or en dépit de quelques ouvertures dans ce sens faites par le Président Carter vers 1978, mais qui n'ont pas été réellement suivies d'effet, ce n'est pas cette stratégie qui a été choisie. De nombreux esprits jugent sans doute encore aujourd'hui qu'il pouvait y avoir quelque naïveté à penser que le capitalisme américain ou occidental pouvait devenir à ce point moral — c'est à dire respectueux des droits de l'homme, y compris les droits économiques et sociaux, et ce non seulement à l'intérieur des Etats Unis mais aussi dans le Tiers Monde — pour arriver à fonder sa stratégie sur « l'exemple » ainsi donné. Mais c'est pourtant bien parce que le capitalisme démocratique et libéral était « meilleur » non seulement sur le plan de « l'opulence » mais aussi sur celui du respect des libertés que le régime brejnevien n'est soudain plus apparu « comme une réalité vivante » aux peuples qu'il opprimait.

Si bien que la guerre froide a été gagnée non pas à cause, mais en dépit de la conception qui a fait du « communisme international » l'ennemi à abattre par la force, au prix de toutes les compromissions et du reniement des principes au nom desquels, en théorie, on menait le combat. Le soutien apporté dans les pays du Tiers Monde à tous les régimes dictatoriaux élevés à la hauteur d'alliés, les opérations montées pour renverser les régimes démocratiques soupçonnés de faciliter la venue au pouvoir de partis de gauche potentiellement marxistes ou marxisants, les combinaisons machiavéliques de la CIA, les leçons données aux tortionnaires des services de renseignements et de police chargés de lutter contre les personnes soupçonnées de sympathies pour le communisme, l'exportation systématique du fascisme notamment en Amérique latine, l'engagement de centaines de milliers de jeunes américains dans la guerre du Vietnam, les livraisons d'armes à toutes les guerrillas anticommunistes n'ont en définitive contribué en aucune manière à la « victoire » finale.

Tout ceci n'a pas seulement terni de façon honteuse l'image de l'Occident, mais a certainement empêché d'atteindre plus vite le seul objectif valable qui aurait dû être le renversement du régime dictatorial en URSS et la fin du communisme stalino-brejnevien. L'immoralité, le mépris des droits de l'homme, le « fascisme extérieur », la pratique systématique de la *real politik* ont été en définitive contre-productifs. En agissant ainsi, la démocratie américaine s'est mise au même niveau que l'adversaire. En montrant qu'elle n'était pas meilleure que lui elle a contribué à prolonger la vie du régime qu'elle prétendait abattre.

Or, comme dans les exemples historiques précédemment étudiés, il serait absurde d'attribuer cette erreur stratégique fondamentale à la médiocrité intellectuelle et morale des dirigeants politiques occidentaux. Nombre d'entre eux étaient intelligents et sincères et ont cru avec toute la classe politique qu'ils faisaient leur métier d'hommes d'Etat. Ce serait faire une analyse non moins superficielle que d'attribuer ce comportement aux seules facilités qu'offrait l'idéologie conservatrice de l'anticommunisme, la désignation d'un ennemi responsable de tous les maux permet-

tant de simplifier considérablement les problèmes de gestion interne et le maintien des structures sociales existantes.

Tout ceci n'a été rendu possible que par la survivance de structures mentales archaïques et de l'appareil d'analyse périmé qu'elles utilisaient. Le consensus ne s'est établi aussi facilement entre pays occidentaux, dans la classe politique et dans l'opinion sur une idéologie primitive et sur un système stratégique erroné que parce que l'« effet retard » était à peu près le même pour tous les esprits.

L'examen de la conduite des stratégies militaires — de type classique et parfaitement périmées — qui ont été mises en oeuvre à l'ère nucléaire, et l'incompréhension générale du besoin d'adopter un nouveau système de sécurité, après la révolution qui s'est produite en 1945 dans la nature de l'armement, va illustrer encore plus clairement ce phénomène.

L'ARME NUCLÉAIRE, ARME COMME LES AUTRES

Le moins que l'on puisse dire c'est que l'apparition de l'arme nucléaire n'a immédiatement convaincu ni les militaires, ni les spécialistes de stratégie, ni les politiciens, que le monde entrait dans une nouvelle ère, et que cette novation exigeait une révision fondamentale de nos idées sur la stratégie, la politique et la guerre. A partir du moment où l'on constatait qu'une seule arme pouvait raser une grande ville de la carte, il n'était pas impossible d'imaginer qu'une salve d'armes du même type pourrait détruire un pays, ni même que deux salves croisées rendraient possible de supprimer tous les adversaires et de soumettre l'humanité à un « hiver nucléaire ». Il aurait pu devenir tout de suite évident que prendre le risque d'une escalade pouvant conduire à l'absurde n'était désormais plus envisageable ; et que dans ces conditions le phénomène « guerre » était condamné à disparaître, ce qui représentait incontestablement une transformation sans précédent des conditions de vie en société .

Or seuls quelques esprits lucides, notamment parmi les chercheurs qui avaient contribué à la mise au point de la nouvelle arme ont compris ce qui se passait et formulé ce diagnostic. Dès 1943 à Los Alamos, Niels Bohr, qui avait participé à la conception de la première bombe A, disait : « La nouvelle arme ne contribuera pas seulement à transformer la guerre, mais elle exigera de l'humanité de transcender son habitude ancestrale de faire la guerre »¹². D'autres chercheurs ont exprimé la même idée. Quand en 1949, s'est produite l'explosion de la première bombe atomique russe, il aurait dû être possible de définir rationnellement les conséquences de cette situation de dissuasion réciproque, et en particulier de commencer à ralentir ou à arrêter la course aux armements. Or c'est le contraire qui s'est passé.

La pensée stratégique inspirée par l'existence de la nouvelle arme a commencé par l'apologie du génocide systématique : On a d'abord vu apparaître l'idée que l'arme nucléaire était réellement utilisable, c'est à dire qu'elle n'interdisait pas la bataille, mais qu'elle se contentait de la transformer. Aux Etats Unis, Paul Nitze, qui devait être pendant plus de quarante ans l'un des « experts » reconnus dans les négociations sur la maîtrise des armements (« arms control »), soutenait en 1947 que l'arme nucléaire n'était après tout que « l'équivalent d'un raid de 220 avions B29 »¹³. Or si l'arme était utilisable (elle avait été utilisée à Hiroshima et à Nagasaki, mais dans une situation où l'adversaire ne pouvait répondre de la même manière et où la simple menace d'utilisation ne pouvait jouer parce que non crédible), la conséquence était qu'il fallait prévoir de s'en protéger (d'où les abris atomiques) et qu'il fallait surtout acquérir une supériorité sur l'adversaire éventuel, en disposant de plus de bombes que lui, en en fabriquant de plus puissantes (d'où la course à la

¹² Cité par Strobe TALBOTT, dans *Paul Nitze, the master of the game*. New York, 1988. L'auteur cite quelques autres formules de la même époque allant dans le même sens : « Dès que la Russie aura la bombe, nous aurons une paix durable, et ce sera une paix armée » (Szilard, 1945) ; « Jusqu'à maintenant les objectifs essentiels de l'establishment militaire ont été de gagner les guerres ; dorénavant l'objectif sera de les éviter ». (Bunch Brodie 1946) ; etc.

¹³ Strobe TALBOTT, *op. cit.*

bombe H), en se maintenant en permanence dans une situation où le chantage à l'utilisation du nucléaire soit toujours en faveur de votre camp et non de celui de l'adversaire.

Une telle attitude dans les deux camps, a paru en quelque sorte naturelle, dans la mesure où elle consistait à transposer simplement dans l'ère nucléaire les principes élémentaires de stratégie qui avaient régné pendant toute l'histoire, avant 1949. On atteignait ainsi en même temps — sans s'en émouvoir — les sommets de la perversion intellectuelle et morale et l'acceptation démente de la systématisation du génocide. Il ne s'agissait pas seulement de dissuader en rendant vaguement crédible l'impensable. On y croyait véritablement, en considérant que l'arme qui avait détruit deux villes japonaises, pourrait continuer à détruire, le cas échéant, des villes russes. Il s'agissait bien d'une arme utilisable comme tout autre arme classique. L'habitude de la destruction systématique des populations civiles que l'on avait prise pendant la guerre précédente — de Dresde à Tokyo —, type de génocide fort comparable à d'autres, paraissait aux « stratèges » américains parfaitement admissible et naturel. Dans les plans de guerre, la liste des villes ciblées pour destruction nucléaire était déjà dressée.

Sans doute les débuts de la « guerre froide », de 1945 à 1962 et la tension qui en résultait ne tendaient pas à inspirer l'entente avec l'adversaire. C'était l'époque du blocus de Berlin, de la guerre de Corée, de la phase française de la guerre d'Indochine. C'était celle de la constitution de part et d'autre d'arsenaux complets, incluant des moyens capables de transporter le feu nucléaire jusqu'au coeur des territoires de chacun des adversaires en des temps de plus en plus courts. C'était aussi la phase pendant laquelle l'incontestable supériorité américaine disparaissait pour faire place à un équilibre approximatif avec l'Union soviétique ¹⁴. Peut être fallait il du temps et une réflexion plus appro-

¹⁴ Cette période est marquée notamment par le Plan Marshall (juin 1947), le blocus de Berlin, la séparation de la RFA et de la RDA, la guerre de Corée (1950-1953), l'émergence de la Chine communiste, la constitution de l'OTAN (1949) et du Pacte de Varsovie (1955), l'entrée de la RFA dans l'organisation du Traité de

fondie pour se dégager des réflexes mentaux de folie meurtrière que la guerre avaient provoqués et pour se dégager en même temps des conceptions stratégiques valables au temps où n'existaient que des armes conventionnelles.

LA FAUSSE NOVATION DE LA THÉORIE DE LA DISSUASION ¹⁵

La deuxième phase du développement de la pensée stratégique, caractérisée par l'intervention de quelques « brillants professeurs » va malheureusement montrer que les progrès en ce domaine seront modestes. Au fur et à mesure que l'on développait les arsenaux, il était évidemment nécessaire de raffiner et de préciser la doctrine de la « dissuasion » : or elle est devenue tout de suite le domaine réservé de gens qui se croyaient suffisamment intelligents pour en identifier et en exposer les subtilités, et des « happy few » capables de les apprécier. La stratégie de la dissuasion a été dès l'origine présentée comme aussi difficile à comprendre que les théories d'Einstein sur la relativité. Un snobisme de la logique de l'absurde et de l'impensable s'est tout de suite développé. Ce snobisme n'a malheureusement pas aidé à la

l'Atlantique nord (OTAN), la phase française de la guerre d'Indochine (1946-1954) suivie de l'engagement américain au Vietnam, la répression de la rébellion Hongroise (1956), le début de la guerre d'Algérie. Période placée en URSS sous le règne de Staline jusqu'en mars 1953, puis de Malenkov, Boulganine et Khrouchtchev, cependant qu'aux Etats Unis, Eisenhower succède à Truman en 1952, puis Kennedy à Eisenhower en 1960. Période qui se termine par la crise de Cuba de septembre à novembre 1962, crise qui permet aux deux grands de mesurer que les risques d'un affrontement nucléaire sont très réels.

¹⁵ La bibliographie sur la dissuasion est considérable. Parmi les livres fondamentaux : Raymond ARON. *Paix et Guerre entre les nations* (Calmann Levy, Paris, 1962 ; Alain JOXE. *Le cycle de la dissuasion (1945-1990), essai de stratégie critique* (éd. La découverte, Paris, 1990) ; du même auteur une réflexion plus générale sur la guerre : *Voyage aux sources de la guerre* (Presses Universitaires de France, Paris, 1991).

Cf. également Dominique DAVID. *Conflits, puissances et stratégies en Europe. Le dégel d'un continent*. Ed. Bruylant, Bruxelles, 1992 et un recueil de textes politiques *Est Ouest 1945-1990*. Ed. Publisud, Paris, 1992.

mise au point d'une stratégie conforme aux exigences de l'ère nucléaire.

Et ceci en dépit du fait que les militaires, n'ayant pas réussi à conserver le monopole de la stratégie, aient été supplantés par des professeurs, par des diplomates et par des « experts ». A cette époque en effet, c'est en écrivant des livres sur les armes nucléaires que l'on devient ministre des Affaires Etrangères, ou au moins Conseiller du Président sur les affaires de sécurité : Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski font de nombreux émules, qui ne réussissent pas tous aussi bien, mais qui tous cherchent à soutenir des thèses originales, ingénieuses, hétérodoxes afin de se faire remarquer, ce qui accroît, bien entendu, la confusion.

Or l'histoire du développement de la doctrine de la dissuasion, montre que sous les apparences d'un exercice intellectuel à la fois subtil et logique, c'est une série d'idées fausses et inadaptées qui se sont imposées pour justifier une course fantastique mais parfaitement inutile aux armements, et pour soutenir sous de faux prétextes de géo-stratégie de nombreuses guerres locales et régionales dans le Tiers Monde, bref pour développer la stratégie la plus démente que le monde ait connue.

La relative complexité de la logique de la dissuasion n'a sans doute pas facilité les choses. Elle n'a pourtant rien de profondément mystérieux. Cette logique consiste à tout mettre en oeuvre pour faire croire à l'adversaire que l'on peut être assez fou pour déclencher le cataclysme nucléaire, donc à tout faire comme si l'on se préparait à une décision de ce genre en cas de crise extrême ou de menace fondamentale contre le « sanctuaire national » ; à tout faire aussi pour être en mesure de conserver une capacité de représailles pour le cas où l'adversaire aurait recours le premier à l'arme nucléaire, sans toutefois lui laisser croire que l'on est en train d'acquérir une supériorité qui le menace réellement de capitulation — auquel cas des réactions de panique lors d'une crise deviendraient possibles ...

Le rôle de « l'impensable », le renversement de la logique traditionnelle — en particulier sur le rôle de la défense, dont le

développement accroît proportionnellement la capacité offensive —, la nécessité de faire croire à sa détermination de façon irrationnelle, celle aussi de ne pas affoler l'adversaire en devenant trop crédible, le développement d'armes qui ont pour raison d'être de ne pas être utilisées ...tous ces paradoxes peuvent paraître difficiles à comprendre et prêtent à de multiples interprétations. Le fait enfin que la conception la plus simple et la plus rationnelle de la dissuasion ait pu se résumer dans la formule « destruction mutuelle garantie » (Mutually Assured Destruction), ce qui donne le sigle « MAD » (qui veut dire « fou »), montre que l'ère nucléaire a ajouté au plaisir des jeux stratégiques les délices de l'apparente absurdité.

Tout ceci ne dépasse pas toutefois les capacités intellectuelles d'un élève des classes terminales des Lycées. Il est même assez facile de comprendre qu'une situation de ce genre conduit inévitablement à s'assurer que l'adversaire a la même interprétation que vous de la situation stratégique (afin d'éviter les crises que pourraient provoquer des malentendus conceptuels) ; et même à s'entendre avec lui pour tenter de parer aux déséquilibres, eux aussi virtuellement dangereux.

LE RATAGE DE LA MAÎTRISE DES ARMEMENTS

C'est de cette nécessité qu'est née la « maîtrise des armements, régime dans lequel, tout en maintenant une force militaire considérable, on négocie entre adversaires potentiels des limitations quantitatives et qualitatives des armements, — avec pour conséquence l'acceptation de fournir des informations et d'en accepter la vérification.

Cette conception a effectivement conduit pendant la période dite « de détente », — 1962-1981 —, à la signature de deux séries d'accords, l'accord SALT I (ABM) de 1972 et les accords SALT II de 1979 ¹⁶. Mais ces accords n'ont fait qu'accroître le

¹⁶ En 1950 les bombes atomiques ne pouvaient être transportées que par avion, et il s'agissait de bombes A. La bombe H apparaît en 1952 aux Etats Unis, en 1953

rythme de la course aux armements nucléaires, puisque entre 1965 et 1980 le nombre des têtes nucléaires a été multiplié par 2 pour les Etats Unis et par 10 pour l'URSS, et celui des lan-

en URSS. En 1955 l'URSS dispose d'une vingtaine de bombes et de quelques bombardiers stratégiques contre 4750 bombes et 400 bombardiers par les Etats Unis. Le premier spoutnik est lancé en 1957 avant l'Explorer américain (février 1958). En 1960 l'URSS dispose d'une force d'attaque de 300 bombes, 50 bombardiers et surtout d'environ 20 missiles intercontinentaux. Les missiles lancés de sous marins apparaissent en 1960 pour les Etats Unis et 1964 pour l'URSS. La photoreconnaissance par satellite est mise en place en 1960 aux Etats Unis, en 1962 en URSS.

Par les accords SALT I, l'URSS et les Etats Unis s'engageaient (traité ABM « anti ballistic missiles ») à ne pas déployer de systèmes défensifs antimissiles, avec seulement 2 exceptions : 150 km autour de leurs capitales et 150 km autour d'un site de lanceurs ICBM (intercontinental ballistic missiles) représentant au total 100 engins antimissiles au maximum (un protocole de juillet 1974 a ramené le nombre de sites autorisés à un seul); un « interim agreement » limitait d'autre part le nombre des lanceurs ICBM autorisés à 1054 pour les Etats Unis et à 1618 pour l'URSS. L'accord ne limitait pas le nombre des têtes nucléaires que chaque missile pouvait emporter; il prévoyait enfin la vérification de son application par « les moyens techniques nationaux » (c'est à dire les satellites), ce qui représentait un modeste progrès intellectuel et politique, dans la mesure où, comme l'écrivait l'annuaire du SIPRI (Institut Suédois de Recherche sur la Paix) en 1973 « la recherche de l'information sur les activités de l'adversaire, jusque là considérées comme « tabou » était élevée au rang d'une activité internationale et effectivement utile. »

L'accord SALT II de juin 1979, signé à Vienne par Carter et Brejnev, prévoira à partir du 1^{er} janvier 1981, une limite de 2250 vecteurs stratégiques de tous types comprenant un maximum de 1320 missiles « lourds », dont 1200 (ICBM lancés de terre ou SLCM (sea launched cruise missiles, missiles de croisière lancés depuis la mer) pouvant être à têtes multiples (MIRV multiple intercontinental reentry vehicle) parmi lesquels 880 ICBM au maximum. Le nombre des têtes par missile MIRV était limité à 10 pour les ICBM et à 14 pour les SLCM. L'accord laissait de côté les armes tactiques et les « cruise missiles » (missiles de croisière). Il permettait de continuer la course qualitative dans presque tous les domaines.

Les résultats de l'accord SALT II ont été qu'en 1985 le nombre des lanceurs dépassait d'environ 500 unités les limites acceptées, et que le nombre des têtes nucléaires stratégiques, du fait du développement des MIRV, s'était multiplié par 2,5 pour les Etats Unis et par 5 pour l'URSS, depuis 1972. Quant aux missiles à portée intermédiaire et aux armes nucléaires tactiques (obus d'artillerie, mines, cruise missiles, etc) le nombre des têtes nucléaires atteignait environ 10 000 de chaque côté. Un total de plus de 40 000 têtes nucléaires pour les deux grands représente un résultat assez paradoxal pour les efforts de « maîtrise des armements »; il faudra y ajouter la remise en cause, par le lancement du programme IDS (Initiative de défense stratégique) cher au Président Reagan, du Traité ABM de 1972, pourtant signé et ratifié de part et d'autre pour une durée indéfinie.

ceurs par 1,2 pour les Etats Unis et par 5 pour l'URSS. A la même époque — 1964-1975 — l'Amérique s'engageait au Vietnam dans une guerre longue et terriblement dévastatrice qui se terminait par sa défaite. Il est donc légitime de se demander par quelle aberration, l'Amérique a pu pratiquer des politiques aussi vaines et aussi catastrophiques. La réponse se trouve de façon éclatante dans la manière dont les brillants « experts » ont répondu avec des structures mentales prénucléaires, à une situation de l'ère nucléaire.

LA PRÉFÉRENCE POUR LES STRATÉGIES MILITAIRES ET LES CAUSES DE LA COURSE AUX ARMEMENTS

Une conception rationnelle de ce qu'exigeait réellement la lutte contre un adversaire redoutable et souvent agressif et tendant à répandre dans le monde entier l'idéologie communiste aurait pu consister à rechercher au niveau le plus bas un équilibre militaire garantissant la non agression directe contre les Etats Unis ou contre l'Europe, et à engager résolument une lutte idéologique et économique au niveau du Tiers Monde avec toutes les chances de la gagner. Après tout une telle stratégie de lutte contre le communisme en Europe avait été imaginée en 1945 par le Général Marshall et elle avait parfaitement réussi.

Or c'est la préférence pour les moyens militaires qui a prévalu au cours des administrations de Kennedy, de Johnson et de Nixon. Et cette préférence a été justifiée par une argumentation dont le caractère fallacieux est reconnu aujourd'hui par la plupart des « experts » et démontré par le fait même que l'on recherche maintenant un équilibre à des niveaux beaucoup plus bas, sans penser pour autant que l'on renonce à sa sécurité. Ainsi la course aux armements, tant qualitative que quantitative, a été alimentée par au moins quatre idées fausses.

La première a été la recherche quasi permanente de la supériorité, comme s'il s'était agi de gagner une guerre sur le terrain comme au bon vieux temps, ce qui n'a pas permis de négocier

utilement de véritables limitations quantitatives, ni d'inclure dans les négociations (sauf pour les systèmes antimissiles) l'exclusion du développement de nouvelles armes.

La deuxième a été l'illusion de l'équilibre quantitatif, en d'autres termes l'idée que le nombre des lanceurs et des têtes nucléaires jouait un rôle par lui même, alors que seule est importante l'invulnérabilité de la capacité de représailles. La plupart des experts et des politiques ont succombé à cette illusion. Robert Mc Namara a essayé d'expliquer que la « parité » existait entre l'URSS et les Etats Unis en octobre 1962, lors de la crise de Cuba, parce que malgré une disparité numérique de 17 à 1 (5000 têtes stratégiques aux Etats Unis contre 300 pour l'URSS) une attaque nucléaire contre l'URSS n'aurait pas eu de sens. En effet quelques dizaines de missiles soviétiques auraient certainement survécu et suffi pour détruire les Etats Unis ¹⁷.

Mais il n'a été que très peu compris, et certainement pas entendu. Les notions fantastiques de « première frappe » et de « deuxième frappe » qui ont été développées par les théoriciens sont à cet égard caractéristiques du mélange d'archaïsme profond et de délire mental qu'a permis l'imaginaire de batailles, digne des plus mauvais romans de science fiction, qui a servi de base à la définition de la stratégie américaine.

La théorie de la « première frappe » était que celui qui pourrait lancer le premier une salve de missiles intercontinentaux suffisamment précise pour détruire tous les vecteurs de l'adversaire pouvait s'assurer un avantage décisif, puisqu'il supprimait toute capacité de représailles à son encontre. Or cette hypothèse qui n'était pas crédible, en raison de la multiplication des rampes de lancement et de l'existence de sous marins nucléaires impossibles à repérer intégralement (permettant donc toujours à l'adversaire de conserver quelques missiles stratégiques lancés depuis la mer ou la terre, — SLBM ou ACBM —, suffisants pour atteindre une large partie du territoire de l'attaquant) a servi à soutenir la

¹⁷ Robert MAC NAMARA. *Blundering into disaster*. Pantheon Books, New York, 1987, pp. 44-45.

course folle au nombre des vecteurs. Elle supposait au surplus que le premier attaquant serait assez fou pour lancer plusieurs centaines de têtes nucléaires (sinon quelques milliers), ce qui déclencherait à coup sûr l'« hiver nucléaire », entraînant ainsi la fin de l'humanité. Il suffit de penser aux dégâts de l'accident de Chernobyl pour imaginer ce que pourrait représenter quelques centaines de phénomènes de ce genre simultanés. Or c'est sur ces rêveries fantastiques et sinistres que la course quantitative et qualitative a été fondée.

La troisième idée fausse a été l'illusion de la possibilité d'une défense invulnérable contre les missiles de l'adversaire, couplée avec l'idée de la supériorité morale de la défense sur l'attaque. Ce n'est pas parce que quelques dirigeants partageaient cette illusion que la politique américaine est justifiée pour autant. Il est vrai, par exemple, que les propos tenus par Kossyguine à Glassboro, lors de son entrevue avec Johnson en janvier 1967 : « La défense est morale ; l'offensive est immorale. » témoignent d'une naïveté et d'un archaïsme mental redoutables. Le fait que le déploiement d'un système soviétique antimissile conduirait tout droit à une nouvelle escalade de la course aux armements lui avait complètement échappé, en dépit des explications que le même Mc Namara essayait de lui prodiguer.

Mais l'« initiative de défense stratégique » (IDS) de Ronald Reagan, quelques années plus tard, même après la conclusion en 1972 du Traité ABM qui entérinait la conception inverse, montre bien que l'establishment américain n'a pas jugé utile ou possible de rejeter une conception aussi archaïque, en dépit de son modernisme apparent, (l'IDS a aussi été appelée la « guerre des étoiles ») du moment qu'elle favorisait une course technologique en matière d'armements.

La quatrième idée fausse enfin a été celle que la dignité et la souveraineté nationales, et les besoins de la sécurité empêchaient que soient admises des vérifications par l'adversaire sur le sol national. Il est vrai que des tentatives ont été faites pour surmonter ce tabou — par exemple l'initiative « cieux ouverts » faite par Eisenhower en juillet 1955- ; il est vrai que les Soviétiques

n'ont guère été favorables à ces idées et que l'on a dû se contenter pour la vérification des Traités de 1972 et 1979 du recours aux « moyens techniques nationaux », c'est à dire aux observations par satellites. Mais la doctrine américaine en matière de dissuasion n'a pas fait d'efforts particuliers pour expliquer qu'à l'ère nucléaire la notion d'espionnage ou de renseignement devait être entièrement revue et corrigée, dans la mesure où l'on a au contraire intérêt à informer aussi bien que possible l'adversaire sur les risques qu'il court.

L'INCOMPRÉHENSION DE LA VALEUR DES MOYENS NON MILITAIRES

En fait ce magnifique exemple de dysfonctionnement intellectuel n'a été rendu possible que parce que l'idéologie anticommuniste avait pris la forme d'une hystérie collective et parce que le nationalisme, le souci de conserver l'hégémonie, le besoin irraisonné de se sentir en position de force — en d'autres termes une sorte de « réalisme guerrier » ont exercé sur la recherche théorique un terrorisme intellectuel. Seuls quelques esprits indépendants y ont échappé, mais ils sont restés sans influence parce que ni l'establishment politique, ni l'opinion n'a voulu les écouter. Il a donc été impossible d'adopter une démarche rationnelle qui aurait comporté une recherche sérieuse de la sécurité, un souci de l'équilibre militaire au niveau le plus bas, la mise au point d'une stratégie efficace pour gagner la guerre froide le plus rapidement et le plus efficacement possible et aux moindres frais financiers et humains.

L'idéologie guerrière et simplificatrice, équipée de conceptions stratégiques totalement inadaptées, a conduit à ignorer les implications réelles de l'existence de l'arme nucléaire. Stratégies et politiques ont été le résultat du jeu des intérêts des diverses parties et de l'existence de différents niveaux de compréhension du problème. L'opinion publique souhaitait la paix, mais pensait volontiers qu'on ne l'obtient que par la force, et faisait confiance aux « experts » pour définir ce qu'était une politique de force. Les hommes politiques, de leur côté :

- ou bien se contentaient d'utiliser les sentiments de l'opinion pour leurs besoins électoraux : Kennedy invoquant dans sa campagne électorale en 1959 le « missile gap » (l'argument de l'insuffisance du nombre de missiles américains par comparaison avec ceux des soviétiques) contre son concurrent Nixon ; Nixon en 1968 utilisant la même idée de « gap » pour se présenter en homme fort contre son concurrent démocrate Humphrey ; Reagan faisant de même contre Carter en 1980 etc.

- ou bien développaient sur ces problèmes stratégiques des vues sommaires, — comme Reagan avec sa « guerre des étoiles » — qu'ils réussissaient, bien qu'elles fussent hétérodoxes par rapport aux théories régnantes, à imposer sans difficultés majeures à la corporation stratégique et militaire.

L'establishment militaire défendait ses intérêts et ses budgets : il a bien fallu que cette pression fut trop évidente pour qu'Eisenhower, militaire lui même, en arrive à dénoncer le « complexe militaro industriel ». Les « experts » enfin s'affirmaient en s'opposant les uns aux autres et, grâce à leur flexibilité, faisaient allègrement carrière dans la diplomatie de l'« arms control » et dans les avenues du pouvoir.

Dans ces conditions les attitudes doctrinales ne pouvaient pas ne pas être influencées par les situations de politique intérieure ou de politique extérieure américaine ; en politique intérieure le maccarthysme par exemple en 1954 et de façon permanente la force du courant conservateur favorisant les « faucons » contre les « colombes » ; en politique extérieure les événements du Vietnam en 1971 influençant directement l'attitude de Nixon et de Kissinger vis à vis de la Chine et lors des négociations SALT I avec l'URSS, ou l'invasion de l'Afghanistan en 1979, fournissant au Congrès une excuse pour ne pas ratifier les accords SALT II.

BILAN DE QUATRE DÉCENNIES ET ÉTAT DE L'APPAREIL INTELLECTUEL D'ANALYSE

En résumé, il est devenu parfaitement clair aujourd'hui que les stratégies suivies par l'Occident à l'égard de l'URSS et en

matière de décolonisation entre 1945 et 1985 ont provoqué un énorme gâchis sur le plan humain, sur le plan économique et financier et sur le plan moral,

Or ce gâchis aurait pu être évité si la classe politique dans les grandes démocraties occidentales avait suivi les avis de ceux dont les structures mentales étaient moins archaïques que la moyenne : les stratégies qui auraient pu être appliquées auraient été plus efficaces, auraient mieux servi les intérêts des pays occidentaux et ceux des pays du Tiers Monde ; elles auraient enfin été plus conformes aux principes moraux reconnus par toutes les démocraties.

Pour la confrontation Ouest-Est de telles stratégies, fondées par exemple sur la conception raisonnable du « containment » proposée par Georges Kennan, sur une théorie rationnelle de la dissuasion conduisant à de véritables accords de contrôle des armements, sur la défense de la démocratie et des droits de l'homme dans le Tiers Monde, sur l'utilisation, pour le développement des régions pauvres, des énormes ressources que l'on a gaspillées dans la course aux armements et dans les guerres auraient décontenancé beaucoup plus sûrement les chefs du Kremlin que celles que l'on a pratiquées.

Pour les relations Nord Sud, une approche de la décolonisation telle que celle recommandée et pratiquée pour l'« empire » français par Pierre Mendès France, et une stratégie de coopération qui aurait pu utilement s'inspirer des principes du Plan Marshall, c'est à dire être plus généreuse, auraient été infiniment plus « réalistes » que celles qui ont conduit à des guerres, des défaites, des destructions tout en laissant subsister dans l'ensemble du Tiers Monde, non seulement des situations inacceptables sur le plan humain, mais des causes d'insécurité permanente pour l'ensemble de la planète.

Les stratégies dites « réalistes » qui ont consisté, dans les rapports avec l'URSS, à se mettre sur le même plan de cynisme, d'hypocrisie et de mépris des droits de l'homme que ceux que l'on combattait, ont au contraire prolongé leurs possibilités de survie. Et les stratégies colonialistes ou post colonialistes dans les

rapports avec les pays en développement ont donné aux peuples du Sud une image déplorable de l'Occident et accumulé pour l'avenir les éléments d'une situation explosive à l'échelle planétaire. Le dualisme a subsisté : les règles applicables aux relations internationales entre nations de l'Europe occidentale, ou dans une moindre mesure entre pays riches en général, ne se sont pas étendues aux rapports Nord-Sud.

Il n'est pas question ici de refaire l'histoire, mais seulement de mesurer que les erreurs commises l'ont été en vertu d'idées archaïques et nuisibles. Le bilan qui a été dressé pour l'analyse de l'appareil intellectuel existant à la fin des années 50, reste encore valable pour le milieu des années 80. La seule novation qui soit apparue au cours de ces trois décennies est que l'Occident, parce qu'il a été vaincu militairement par plusieurs peuples du Tiers Monde, a dû finalement reconnaître de facto le droit des peuples à disposer d'eux mêmes. Mais il a remplacé le colonialisme par un néocolonialisme qui ne vaut guère mieux.

ABSENCE DE THÉORIE EXPLICATIVE GLOBALE

En définitive ni les théoriciens politiques, ni *a fortiori*, les membres des classes dirigeantes n'ont replacé les quatre décennies 1945-1985 dans une perspective globale de l'évolution historique. Les grands problèmes ont été pensés et traités séparément, comme s'ils n'avaient aucun lien entre eux. Les dossiers de la construction européenne, de la décolonisation, de l'expansion économique, du développement du Tiers Monde, des rapports Nord-Sud, des rapports Est-Ouest et de l'opposition idéologique entre libéralisme et communisme, de la sécurité militaire, n'ont été reliés que par des conceptions idéologiques simplifiées, anti-communiste à l'Ouest, anticapitaliste à l'Est, s'inscrivant, l'une comme l'autre, dans une vision statique de l'histoire.

Les relations entre les Etats nations ont continué d'être considérées comme relevant du système de l'équilibre des puissances, comme si le système international du XIX^e siècle devait survivre

éternellement. C'est la théorie « réaliste » qui a continué de tout expliquer, même si quelques lieux communs sans conséquence sur l'« interdépendance » ou « le village planétaire » ont été chargés de rendre compte de ce qu'elle n'expliquait pas. L'évolution de l'appareil intellectuel est restée géographiquement limitée à l'intérieur de zones bien précises.

Il n'est venu à l'esprit de personne d'attribuer les phénomènes fondamentaux tels que la rivalité entre deux idéologies globalisantes, la mondialisation des activités économiques, le début de dépassement des Etats nations qui s'effectuait en Europe occidentale, le transfert des responsabilités de sécurité des Etats à des alliances fixes et intégrées, la pénétration de la culture occidentale dans le Tiers Monde, au mouvement d'intégration de la société planétaire ; encore moins d'imaginer que plusieurs de ces phénomènes étaient liés aux transformations de la conscience identitaire des peuples. La relation entre intégration et crise identitaire est restée complètement ignorée.

Il est plus facile aujourd'hui de la mettre en évidence. Cette troisième crise suicidaire a été, comme les deux précédentes, due au retard du système explicatif qui a conduit à élaborer des stratégies non adaptées à une situation nouvelle, créée par la transformation rapide du mode de production, et le développement de sentiments identitaires tendant à faire éclater les cadres constitutionnels existants. La nouveauté après 1945 est venue de la transformation soudaine du système de sécurité et de la nature des nouvelles identités globalisantes, — communisme et anticommunisme —, qui se sont superposées aux identités nationales. Ce sont les mêmes mécanismes, avec des paramètres différents, qui sont en action aujourd'hui.

CHAPITRE IV

LA PERIODE D'ILLUSIONS 1985-1990

Entre la fin de la troisième crise et le début de la quatrième s'est située une courte période d'illusion. Cette phase de transition a été importante. Il ne s'agit pas ici de décrire pour la millième fois les événements — de la révolution par le haut en URSS à l'effondrement du communisme en Europe de l'Est, de la réunification allemande à l'éclatement de l'URSS, du commencement d'une réduction effective des armements aux inquiétudes que suscitent la multiplication des guerres civiles. Il est plus utile de se demander si cette période, pleine d'optimisme et de triomphalisme, n'a pas entraîné, dans l'appareil intellectuel de l'Occident, des changements qui auraient pu échapper aux observateurs en raison même de l'abondance des événements et de leur caractère extraordinaire.

Or tel semble bien être le cas : les convictions réalistes se sont renforcées, alors même que se produisaient des changements fondamentaux dans la structure du système de sécurité, à l'occasion du rejet du message Gorbachevien sur l'édification d'un nouveau type de société internationale, et au cours de l'accélération des négociations de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe.

LE MESSAGE DE MIKHAÏL GORBACHEV SUR LA SOCIÉTÉ POST-CLAUSEWITZIENNE

La révolution à l'Est s'est accompagnée en effet dès son avènement d'un message adressé à l'Occident. Le message disait :

« Il vous faut changer de philosophie politique. Ce que vous appelez 'réalisme' n'a plus de sens. Dans le monde moderne l'in-

térêt des peuples c'est la coopération, non la dissuasion ni la guerre. Ce monde est interdépendant. Il faut en tirer les conséquences en commençant par changer le 'système de sécurité', en remplaçant les armements, la dissuasion et les alliances par des mécanismes de vérification réciproque, par la confiance, la négociation permanente et institutionnalisée. Et ce nouveau système doit être coopératif, préventif et non répressif, étendu à la planète entière et non limité à quelques pays. Il en résultera au surplus des économies considérables qu'il faudra employer au développement des pays pauvres, en supprimant ainsi des sources permanentes d'insécurité. La paix et la prospérité sont possibles dans un monde non violent. Entrez avec nous dans l'ère post nucléaire, dans une société « post clausewitzienne ».

C'était bien ce que Mikhaïl Gorbachev voulait dire quand il écrivait dans un article publié par la Pravda et les Iszvestia le 27 septembre 1987 :

« Notre monde complexe et divers est en train de devenir, par une évolution inévitable, de plus en plus interrelié et interdépendant. Et ce monde a de plus en plus besoin d'un mécanisme capable de permettre la discussion des problèmes communs d'une manière responsable et à un niveau convenable de représentation. Ce mécanisme doit permettre la recherche mutuelle pour l'établissement d'un équilibre entre les intérêts différents, contradictoires et pourtant réels de l'actuelle communauté des Etats et des nations. L'ONU est appelée à être ce mécanisme par les idées sur lesquelles elle a été construite et par son origine, et nous sommes confiants qu'elle est capable de remplir un tel rôle. »¹⁸

Et les propositions concrètes qui accompagnaient ce préambule allaient bien dans le même sens : reconnaissance, notamment par les membres permanents du Conseil de Sécurité, de la juridiction obligatoire de la Cour Internationale de Justice ;

¹⁸ L'article de Mikhaïl GORBACHEV a paru en plaquette sous le titre « Realities and guarantees for a secure world. » (novesty Press Agency). Cf. aussi du même auteur : *Perestroïka*. (Hayes and Row publishers, 1987).

développement de l'utilisation des observateurs militaires et des forces de maintien de la paix ; tenue de sessions du Conseil de Sécurité au niveau ministériel ; création d'une Agence mondiale de l'espace ; création d'un réseau de coopération médicale dans le cadre de l'Organisation mondiale de la Santé ; études en commun en vue de l'établissement d'un « système complet de sécurité internationale » ; comparaison du montant des dépenses militaires des divers pays ; accord au sujet des possibilités de piraterie nucléaire ; examen des propositions existantes concernant la réforme de l'ONU et de son système ; dialogue sur la restructuration du système monétaire international ; conseil consultatif rassemblant les élites intellectuelles mondiales ; système d'identification à l'avance des nouveaux problèmes économiques mondiaux ; renforcement de la contribution de l'URSS au développement en fonction des progrès des mesures de désarmement ; établissement d'un système mondial d'information capable de faire disparaître les stéréotypes « d'images de l'ennemi ».

Mais ce message, souvent répété n'a pas été entendu : il a été reçu comme un discours mi-utopique, mi-hypocrite et intéressé. Mikhaïl Gorbatchev est sans doute pendant 3 ou 4 ans devenu très populaire en Occident, parce qu'il avait un bon sourire, qu'il était l'homme de la perestroïka et de la glasnost, qu'il essayait de rendre démocratique le régime soviétique, et qu'il parlait de désarmement de façon crédible puisqu'il acceptait de réduire ses propres forces bien davantage que celles de l'Occident.

Mais de là à accepter la vision du monde qu'il proposait, il y avait un abîme. Il restait communiste et le disait, il acceptait de libéraliser son système, mais il ne le transformait pas pour autant en régime capitaliste, et ceci paraissait déjà suspect. Mais surtout il s'exprimait dans un langage qui justifiait toutes les méfiances. La majorité de ses discours et de ceux de ses collaborateurs continuaient d'utiliser un jargon que l'on connaissait trop.

Il y était encore question de « la conception léniniste de la coexistence pacifique », de la « communauté des Etats socialistes », du « bellicisme des milieux dirigeants des Etats Unis »,

de l'« impérialisme capitaliste »... Quand il était question de la paix, on pouvait lire que l'URSS « continuait » à rechercher le « désarmement général et complet ». Bref il était difficile de distinguer ce qui relevait d'une pensée réellement nouvelle et ce qui n'était que le jargon traditionnel. Si bien que derrière chaque proposition, les diplomates occidentaux croyaient trouver un piège.

La proposition d'une Agence internationale de l'espace ne tendait elle pas à empêcher les Etats Unis de développer leur programme d'Initiative de Défense Stratégique ? les propositions de renforcement de l'ONU à donner à l'URSS de nouveaux moyens d'action ? surtout le projet grandiose mais confus de « système complet de sécurité internationale » n'était il pas destiné à démanteler la sécurité collective de l'ONU et à réduire l'esprit de défense des occidentaux ? Au surplus l'URSS était encore en 1987 une puissance militaire et nucléaire redoutable. Il n'était donc pas question de « baisser la garde ».

L'Occident a donc adopté, — dans la logique de sa philosophie politique —, une attitude « réaliste ». Quand Mickail Gorbatchev eut confirmé qu'il était réellement prêt à réduire ses armements nucléaires et conventionnels, et même de façon quantitativement plus importante que l'Ouest, on accepta de négocier et de signer des accords de réduction des armements, assortis de clauses de vérification précises et contraignantes. Faisons confiance, mais vérifions (Trust but verify) disait le président Reagan.

Et effectivement, on signa le Traité sur les armes nucléaires à moyenne portée (Traité FNI) en décembre 1987, en s'étonnant que les soviétiques afin de réaliser l'« option zéro » acceptent aussi facilement de détruire beaucoup plus de lanceurs de ce type que les Américains. On négocia laborieusement le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (FACE) et l'on vit encore les soviétiques, pour atteindre la parité, accepter de détruire quelques dizaines de milliers de chars de plus que les Occidentaux. On réussit enfin en 1991 à signer les accords

START, sur les armes nucléaires stratégiques qui réduisait leur nombre d'environ 35 % ¹⁹.

Mais il n'a bien entendu pas été question à aucun moment de discuter philosophie politique, d'examiner, par exemple, ensemble s'il n'y avait pas lieu de procéder à un aggiornamento des idées reçues au niveau mondial. On n'a même pas considéré, malgré les appels de Gorbatchev, qu'il pourrait y avoir lieu d'aider sérieusement l'URSS à faire sa reconversion économique. Aucun nouveau Marshall ne s'est manifesté. Il n'était pas question de faire assaut d'esprit novateur. Ne venait on pas de démontrer brillamment la supériorité du capitalisme libéral ? Quelle raison aurait on eu de repenser les fondements philosophiques qui avaient permis le triomphe de l'Occident ?

C'est ainsi qu'une occasion exceptionnelle a été manquée. Il n'est peut être pas totalement naïf de penser qu'il aurait pu en aller autrement si l'Occident avait disposé à ce moment historique d'un ou deux hommes d'Etat dignes de ce nom. Mais il est symptomatique de noter que cette attitude n'a pas été le monopole des conservateurs. Parmi les progressistes ou les réformistes, à part quelques intellectuels sans grande influence, personne n'a élevé la voix pour dénoncer cette erreur.

¹⁹ Traité INF ou FNI sur les Forces Nucléaires Intermédiaires, signé en 1987 par les Etats Unis et l'URSS et qui aboutit à la suppression d'une catégorie d'armes, les missiles nucléaires à moyenne portée (de 500 à 1500 kms.)

Traité START (STrategic ARms Reduction Talks) sur la réduction des armes stratégiques, signé en 1992 et qui réduit d'environ 35 % le nombre des vecteurs stratégiques (i.e à longue portée) des deux super grands. Une négociation START II devait être lancée après la signature de START I.

Traité CFE (Conventional forces in Europe) ou FACE (Forces armées conventionnelles en Europe). La première négociation CFE I a abouti au traité signé à Paris en 1990 par 20 pays européens, l'URSS et les Etats Unis et qui aboutit à réduire le niveau des armements (dans une Europe définie comme allant de l'Atlantique à l'Oural) des deux groupes d'Etats signataires (le premier groupe comprenant l'URSS et 5 pays de l'Est et le second les Etats Unis et 15 pays d'Europe occidentale) à 20 000 chars, 30 000 véhicules blindés, 20000 pièces d'artillerie, 6800 avions de combat, et 2000 hélicoptères d'attaque. Une deuxième négociation CFE II devrait conduire à la définition d'un niveau encore plus bas d'armements conventionnels.

LE DÉSARROI DE LA PENSÉE RÉFORMISTE

Il faut en effet noter que pour les réformistes, ce qui s'est passé à l'Est depuis 1985 a curieusement contribué à boucher l'horizon au lieu de le dégager. Les partis sociaux démocrates notamment ont profité de l'occasion pour justifier leur immobilisme social et leur ralliement au capitalisme ; ils ont clamé qu'ils continuaient d'incarner la défense conjointe de la justice et de la liberté et qu'ils accueillaient la libéralisation des régimes communistes comme la confirmation de la justesse de leurs positions. Mais tous ceux qui sont encore réellement concernés par les situations d'inégalité sociale, d'injustice, de misère et d'oppression, n'ont pas, de leur côté, tout en se réjouissant de la libéralisation des régimes communistes, ressenti que la révolution qui se produisait en URSS leur facilitait la tâche.

Et effectivement, ce qui s'est passé depuis 1985 en URSS et en Europe de l'Est a commencé par révéler l'extraordinaire inefficacité économique de ces systèmes, dont les niveaux de production, de productivité et de croissance avaient été falsifiés par les statistiques et la propagande. Il était aisé d'en déduire que ce n'était pas parce qu'ils étaient dictatoriaux que ces régimes étaient inefficaces, mais parce que la nationalisation intégrale des moyens de production avait, en supprimant l'incitation au travail bien fait, l'initiative, « l'aiguillon du profit », les risques de la concurrence, stérilisé le potentiel de peuples par ailleurs instruits, courageux, bon techniciens et capables de s'organiser.

On s'est pris à douter au surplus qu'un régime où la production est étatisée puisse être libéral, respectueux des libertés, capable d'encourager l'imagination. La relation entre propriété des moyens de production par l'Etat, bureaucratie et dictature est apparue comme évidente. L'idéal socialiste lui même, fer de lance de la pensée de gauche, est apparu condamné, avec ses méthodes et ses espoirs, à ne jamais être ni démocratique ni efficace. Et l'évolution de la révolution par le haut qui avait tenté de libéraliser le régime communiste en en conservant l'essentiel, vers le chaos économique et social, puis la reconstruction d'une

société capitaliste sur le modèle occidental, n'a pas démenti ce diagnostic.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que les réformistes, et surtout les plus sincères, se sentent désemparés, écrasés par le triomphe du système capitaliste, prêts dans leur désarroi, faute de pouvoir présenter de solution de rechange crédible, à ne plus contester les affirmations péremptoires du catéchisme libéral-capitaliste, y compris celles prônant le capitalisme le plus sauvage comme devant être le plus efficace : le « moins d'Etat » reaganien ou thatcherien, le moins de fiscalité possible, l'inutilité et les dangers de tout impôt redistributif, les vertus du profit, de l'inégalité sociale, l'attitude critique à l'égard du service public qualifié de bureaucratique, pléthorique et coûteux, le caractère dommageable des charges sociales, les mérites des politiques monétaristes et des politiques d'ajustement dans le Tiers monde, etc.

Les partisans des réformes et du mouvement, préoccupés par les bouleversements qui semblent remettre en question l'idéal d'une société plus juste, n'ont guère porté leur attention sur ce qui se passait ailleurs. Si bien que peu d'esprits ont finalement noté que des changements d'attitudes et de comportements concernant les principes de base et susceptibles d'avoir des conséquences fondamentales sur la structure même de notre société étaient en train de se produire et que c'était dans les négociations de la CSCE qu'il fallait les observer.

LA CSCE OU LA BRÈCHE DISCRÈTE FAITE AUX PRINCIPES TRADITIONNELS

Les négociations que l'Est et l'Ouest ont menées sans interruption depuis 1972 sur les problèmes de sécurité, de coopération économique et de droits de l'homme — et qui portent le nom de « processus d'Helsinki » ou encore de CSCE — Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe — n'ont pas en effet beaucoup retenu l'attention de l'opinion, qu'elle soit conservatrice ou progressiste. Il est même douteux que la grande majorité

des citoyens en Europe ou en Amérique sache vraiment de quoi il s'agit.

Or c'est au cours de ce « processus » que, — pour la zone considérée qui va des Etats Unis et du Canada à l'ensemble de l'ex-URSS en passant par tous les pays d'Europe, — une brèche fondamentale a été faite au principe de souveraineté et au principe clausewitzien de la continuation de la politique par la guerre.

Mais cette brèche est si récente — et si discrète — que l'on n'en a certainement pas encore mesuré l'importance et la portée, que les idées reçues n'en ont pas été bousculées pour autant dans la majorité des esprits, et qu'il suffirait peut être d'un peu d'inattention pour que la percée ainsi faite soit oubliée et n'entraîne pas de conséquences.

Le « processus d'Helsinki » a été à la fois si original et si complexe qu'il n'est pas bien connu, même par beaucoup de spécialistes des relations internationales. Il a été engagé dans le scepticisme le plus total en Occident, dans une atmosphère dite de « détente » entre l'Est et l'Ouest, mais avec des arrière-pensées si lourdes de part et d'autre que ses initiateurs eux mêmes n'en attendaient guère de résultats. Or depuis plus de 20 ans, il a effectivement produit des transformations fondamentales, et il est loin d'avoir dit son dernier mot.

En 1972 il s'agissait pour l'Occident à la fois d'ouvrir un dialogue multilatéral avec l'Est susceptible de faciliter les négociations entre l'URSS et les Etats Unis, de faire pression pour le respect des droits de l'homme à l'Est, en soutenant les forces qui agissaient dans le sens de la libéralisation, de s'efforcer de stabiliser la « détente », alors que pour l'URSS, les objectifs poursuivis étaient avant tout la reconnaissance définitive par l'Ouest de frontières établies à la fin de la seconde guerre mondiale, en particulier l'identité de la République démocratique allemande, l'obtention d'une coopération technique avec l'Ouest impliquant transfert de technologies et éventuellement l'affaiblissement de la cohésion du Pacte Atlantique.

Il s'agissait à première vue d'une tache peu enthousiasmante : ceux qui l'entreprenaient savaient à quelles critiques ils s'exposaient, dont celle de naïveté n'était pas la moindre. Qualifiées de « nouveau Munich », de « comédie », de « capitulation », dès la signature de l'Acte final d'Helsinki en 1975 par les partisans de la ligne dure à l'égard de l'URSS, ce système de négociations permanentes qui a été institutionnalisé contenait cependant dès l'origine quelques idées originales qui ont porté des fruits, peut être inattendus ²⁰.

Le premier cycle des négociations qui se déroulèrent de 1973 à 1975 aboutit sans doute à un « décalogue », — les 10 principes de l'Acte final d'Helsinki —, qui n'avait rien de très nouveau, puisqu'il ne faisait guère que répéter ce qui était déjà énoncé dans la Charte des Nations Unies et dans une résolution de leur Assemblée Générale relative aux « relations amicales entre Etats ». Mais à côté de ce décalogue l'on décida d'une part de tenir des réunions dites « des suites », destinées à vérifier les progrès faits dans l'application des dits principes et d'examiner comment on pourrait continuer à oeuvrer dans la direction d'une meilleure application ; on prévint une triple approche de ces problèmes en instituant trois « corbeilles » de discussions — sur la sécurité, sur la coopération économique et sur les droits de l'homme- ; enfin l'on inclut dans les accords un « document » décrivant les « mesures de confiance », concernant essentiellement l'échange d'informations sur les activités militaires de chaque camp et les moyens de les vérifier.

Or cette idée des « mesures de confiance », reçut au début un accueil très réservé de la part des Soviétiques, quel que fut leur désir de démontrer leurs intentions pacifiques. Elle aboutit tout

²⁰ Cf. Victor Yves GHEBALI. *La diplomatie de la détente ; la CSCE, 1973-1989*. Ed. Bruylant, Bruxelles, 1989 ; et articles sur : La Charte de Paris pour une nouvelle Europe (*Revue Défense Nationale*, mars 1991 ; L'évolution de la CSCE depuis la Charte de Paris (*Le Trimestre du Monde*, n° 17, 1992) ; La décision de la réunion d'Helsinki de 1992 sur les suites de la CSCE (*Revue de l'OTAN*, vol. 40, n° 4, 1992). Cf. aussi *La Conférence de Stockholm sur le Désarmement en Europe ; les résultats de la première phase*. sous la direction de V.-Y. GHEBALI et Benoît JUNOD, Ed. Meyrier, Turin, 1990.

de même dès 1975 à un accord sans doute limité, mais susceptible de développement, qui portait sur la notification préalable des manoeuvres militaires d'envergure, l'échange d'observateurs aux manoeuvres et des visites de délégations militaires.

Et c'est sur la base de ce document, qu'après la réunion des suites de Belgrade en 1977, qui ne permit pas de faire de progrès dans cette direction, puis celle de Madrid en 1980-1983, que put se réunir finalement à Stockholm entre 1984 et 1986 une Conférence sur le Désarmement en Europe (CDE), sur les Mesures de Confiance et de Sécurité (MCDS). Or la réunion de Stockholm décida d'un ensemble de mesures si précises et si contraignantes qu'elles aboutissent à neutraliser les appareils militaires des deux camps.

La zone géographique de l'accord s'étend à l'ensemble de l'Europe (pour l'URSS toute la partie « européenne » de son territoire), et la liste des mesures comprend :

- la notification 42 jours à l'avance de toute activité militaire menée sur le terrain impliquant plus de 13000 hommes ou 300 chars de combats,

- l'invitation obligatoire d'observateurs de ces manoeuvres à tous les Etats participants, envoyée en même temps que la notification,

- l'échange de calendriers annuels d'activités militaires notifiables, au plus tard le 15 novembre de chaque année,

- l'annonce deux ans à l'avance de toute activité militaire de plus 40 000 hommes et l'interdiction de fait de toute activité de plus de 75 000 hommes,

- l'institution d'un régime d'inspection sur place extrêmement rigoureux, puisque tout Etat participant peut demander à tout moment d'effectuer une inspection, que l'Etat sollicité est tenu de répondre favorablement au plus tard dans les 24 heures, que l'équipe d'inspecteurs doit pouvoir pénétrer sur le territoire du pays concerné au plus tard dans les 36 heures, l'inspection pouvant s'effectuer par tous moyens terrestres et aériens.

Dans ces conditions, pour les pays liés par cet accord, le désir de faire la guerre diminue au fur et à mesure que les nombreux contacts pacifiques entre les armées créent un climat de confiance et de coopération ; l'ensemble des autres mesures, sur le plan économique et sur celui des droits de l'homme, développe de son côté un climat de coopération plus large au niveau des populations elles mêmes ; enfin la capacité des appareils militaires de faire la guerre à l'intérieur de la zone concernée disparaît progressivement, les mesures de réduction des armements accompagnant les mesures de confiance. Le recours à la guerre entre les pays signataires devient ainsi de moins en moins concevable.

C'est bien ce qui s'est produit en Europe avec les Traités FNI entre les deux grands, puis les accords FACE, enfin avec les réductions considérables d'armements et de forces armées — notamment le retrait de toutes les armes nucléaires tactiques — qui ont dépassé les prévisions des Traités.

Il n'est pas inutile d'ajouter qu'à l'ouverture de la 4^e » Réunion des suites » de la CSCE, à Helsinki en mai 1992, a été signé entre tous les participants le Traité « Cieux ouverts ». Ce traité, qui n'a guère retenu l'attention des médias, institue pour la première fois, pour l'ensemble de la zone CSCE, qui comprend outre l'Europe, les Etats Unis, le Canada et l'ensemble du territoire de l'ex-URSS, un système d'inspection aérienne systématique des activités et des dispositifs militaires ²¹.

Il s'agit donc bien ici de l'éclosion de concepts nouveaux, conduisant à une nouvelle approche de la sécurité internationale, qui, si elle était étendue à la planète, marquerait l'entrée dans une ère nouvelle. Tout s'est passé comme si cet ensemble de nouveaux concepts avait été produit par deux phénomènes :

- le défi comme méthode : « si tu veux prouver ta bonne foi, accepte cette proposition. »

²¹ Cf. notamment l'article de Guirec DONIOL, in *Revue de Défense nationale*, juin 1992. « Le Traité ciel ouvert. »

- la reconnaissance qu'aucun des deux camps ne souhaitait réellement attaquer l'autre.

La famille de concepts ainsi créés aboutit à admettre qu'il est possible, si l'on n'a pas d'intentions agressives, de démontrer à l'adversaire potentiel que tel est bien le cas ; à organiser une méthode de vérification permanente que ces intentions non agressives se maintiennent ; à transformer progressivement cette situation de non belligérance garantie en « communauté de sécurité » ; à réduire progressivement les forces armées à une posture de « défense défensive » des deux côtés, ce qui à long terme équivaut à leur enlever toute signification.

Cet ensemble représente incontestablement une brèche à la fois au principe de souveraineté et à celui de la guerre comme moyen normal de la politique. Il paraît, à première vue, difficile de comprendre pourquoi un progrès aussi décisif devrait rester limité à une partie privilégiée de la planète. La réponse apportée par les stratégies actuelles ne va pas dans ce sens.

DEUXIÈME PARTIE
LA CRISE SUICIDAIRE ACTUELLE

CHAPITRE V

LA QUATRIÈME CRISE SUICIDAIRE LES SIGNES AVANT COUREURS

Depuis 1990 les illusions se dissipent. L'inquiétude s'installe. Nombre d'observateurs commencent à penser qu'une nouvelle montée des périls est en train de conduire irrésistiblement vers une nouvelle catastrophe planétaire d'une ampleur inégalée. Un débat s'instaure sur ces thèmes. Mais ni la multiplication des signes avant coureurs, ni les avertissements des Cassandre, ni la connaissance des forces qui sont en marche vers le cataclysme n'arrivent à convaincre la classe politique ou l'opinion qu'il est indispensable de changer de stratégies. La confusion intellectuelle continue de régner, les politiques nationales d'être définies à court terme. Aucune vision, ni *a fortiori* aucune stratégie à long terme ne sont exposées ni proposées.

En fait ce sont les mêmes forces que celles qui ont conduit aux crises suicidaires précédentes qui sont en oeuvre aujourd'hui, même si les paramètres sont différents. Chacun sait qu'il en est ainsi et qu'encore une fois le monde court irrésistiblement vers le cataclysme. Une société qui connaît parfaitement à la fois les causes de sa maladie et les remèdes qui pourraient la guérir refuse de les appliquer comme si elle souhaitait sa propre mort.

Or tout démontre que les raisons profondes de cette attitude suicidaire sont idéologiques et psychologiques. Les politiques étrangères continuent d'être conçues en fonction de vues à court terme caractéristiques des comportements conservateurs. Mais le refus de voir ce qui est sous nos yeux, de savoir ce que nous savons, existe aussi chez ceux qui se disent progressistes. C'est que les causes de cet aveuglement ne sont pas seulement dûes au refus de voir mettre en cause ce que l'on croit être des privilèges.

Elle se trouvent aussi dans le refus de mettre en question la supériorité de l'« homme civilisé ». En d'autres termes la stratégie suicidaire actuelle n'est autre que le produit d'une crise identitaire profonde de l'Occident. C'est ce qu'il s'agit maintenant d'expliquer.

LE SCÉNARIO QUIÉTISTE

Depuis la fin de la guerre froide, les milieux dirigeants et privilégiés de l'Occident font profession d'optimisme. Rien n'est plus contraire à leur philosophie et à leur vision du monde que l'idée de catastrophes de type révolutionnaire. Le scénario qu'ils proposent des évolutions à venir est au contraire rassurant. Ils savent sans doute que la situation actuelle comporte quelques risques. Ils n'ignorent pas, même s'ils ne se soucient guère de prendre la mesure exacte du phénomène, que la société capitaliste est extrêmement inégalitaire. Ils savent que les pays riches occidentaux sont aujourd'hui un îlot très privilégié au milieu d'un océan de pauvreté, de misère, d'oppression et d'insécurité. Ils savent aussi que des forces sont au travail qui transforment les données du problème à une cadence de plus en plus rapide.

Ils n'ignorent rien de l'importance et de la convergence de ces forces. Ce n'est pas à eux qu'il faut rappeler que le mode de production post industriel ne peut se déployer qu'à l'échelle planétaire ; que les grandes entreprises et de plus en plus d'entreprises moyennes ne peuvent plus avoir pour ambition que la taille mondiale ; que l'internationalisation de la production, qui n'en est encore qu'à ses débuts, va se poursuivre à un rythme qui ne peut que s'accroître, imposant ainsi le mode de production des régions les plus riches au reste du monde, y inclus les pays ayant encore les économies pastorales ou agraires les plus attardées.

Ils savent parfaitement que l'intégration économique entraînera à terme une intégration sociale progressive ; que la « loi de Tocqueville » en fonction de laquelle il faudra bien accepter

d'égaliser quelque peu les conditions ²², jouera au niveau mondial ; que les firmes multinationales ne pourront plus très longtemps payer des salaires 10 à 20 fois moins élevés que dans les pays du Nord aux employés de leurs filiales dans les pays pauvres.

Ils savent aussi que la croissance rapide mais inégale de la population mondiale va renforcer la tendance précédente ; que la démographie est un domaine dans lequel il est possible d'avoir des certitudes ; qu'il est donc certain que les 5 milliards d'individus que compte la planète aujourd'hui dont 4 milliards de pauvres et un milliard de riches deviendront, avec un rythme d'accroissement de 90 millions de pauvres de plus par an (le milliard de riches ne s'accroissant pratiquement pas), 5 milliards de

²² Cette expression a été utilisée par Daniel BELL en 1967 :

« On peut décrire, écrit-il, la prédiction en matière sociale de cette manière. On peut commencer avec les revendications qui seront faites par les groupes désavantagés, puis continuer par qui pourrait être appelé la Loi de Tocqueville, qui est que dans une société qui a souscrit à l'idée d'égalité, ce que le petit nombre a aujourd'hui sera demandé demain par le plus grand nombre ... une fois que les revendications ont été légitimées, on peut commencer à établir les courbes des taux de diffusion, au fur et à mesure que les nouveaux privilèges sont obtenus par les groupes qui étaient auparavant désavantagés. » (*Toward the year 2000 : work in progress*. Beacon Press, Boston, 1967).

L'énoncé par Tocqueville de cette « loi » se trouve dans l'introduction de La démocratie en Amérique :

« Le développement graduel de l'égalité des conditions est donc un fait providentiel ; il en a les principaux caractères. il est universel, il est durable, il échappe chaque jour à la puissance humaine, tous les événements, comme tous les hommes, servent à son développement. Serait-il sage de croire qu'un mouvement social qui vient de si loin, pourra être suspendu par les efforts d'une génération ? pense-t-on qu'après avoir détruit la féodalité et vaincu les rois, la démocratie reculera devant les bourgeois et les riches ?Le livre entier qu'on va lire a été écrit sous l'impression d'une sorte de terreur religieuse produite dans l'âme de l'auteur par la vue de cette révolution irrésistible qui marche depuis tant de siècles à travers tous les obstacles et qu'on voit encore aujourd'hui s'avancer au milieu des ruines qu'elle a faites. »

pauvres contre un milliard de riches en l'an 2000, puis 6 contre 1 en 2010, et 7 contre 1 en 2020 ²³.

Ils savent qu'ils sont en train eux mêmes de créer une « société internationale », puisque la majorité des hommes d'affaires, des cadres, des scientifiques, des artistes parlent tous l'anglais devenu la langue internationale, pratiquent constamment les vols internationaux pour leur travail et pour le tourisme, et ne conçoivent plus l'organisation de leurs carrières qu'à l'échelle mondiale ; Ils se doutent bien qu'une prise de conscience de la nature planétaire de leurs problèmes et de leurs difficultés s'effectuera progressivement dans toutes les catégories sociales et dans tous les pays ; qu'il en résultera des revendications nouvelles qu'il sera d'autant plus difficile d'ignorer que la reconnaissance de l'importance des droits de l'homme gagne du terrain chaque jour ; et qu'il faudra donc bien un jour « gérer » cette « société mondiale » malgré l'énormité des problèmes qu'elle posera et les risques d'explosion des idéologies les plus diverses que sa diversité culturelle provoquera.

Mais ces perspectives ne créent guère d'inquiétudes. Il suffit d'un minimum de culture politique pour savoir que la plupart des « forces » qui viennent d'être décrites sont en action depuis longtemps. L'on en conclut aisément qu'il n'y a pas de raison pour qu'elles ne continuent pas d'agir sans provoquer d'évènements plus dramatiques que par le passé. La capacité d'intégration du « capitalisme monopoliste » était déjà décrite par Lénine en 1917, avec tout un arsenal de chiffres convainquants ²⁴ ; la domination de l'économie occidentale a commencé au XVI^e siècle ; la « loi de Tocqueville » agissait déjà bien avant que

²³ Les prévisions statistiques des Nations unies sont les suivantes :

Dates	Population mondiale	Pays développés	P. en développement
2000	6.251 mions	1.262 mions	4.988 mions
2025	8.466 mions	1.352 mions	7.114 mions

L'Inde atteindrait 1.042 mions en 2000 et 1.445 en 2025 ; la Chine 1.285 en 2000 et 1.492 en 2025.

²⁴ Lénine « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme ». Oeuvres choisies. éditions en langues étrangères. Moscou 1954.

son auteur ne l'ait énoncée ; la population mondiale a doublé entre 1930 et 1980 sans que des catastrophes en aient résulté ; l'anglais est devenu langue internationale depuis plus de 40 ans ; la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme est de 1948 et ses protocoles additionnels des années 60.. La conjonction de tous ces phénomènes n'a pas provoqué de cataclysmes.

Les seules conséquences institutionnelles de l'action de ces diverses forces ont été les conquêtes coloniales et l'établissement des empires européens sur tous les continents, puis la décolonisation accompagnée du maintien des structures de dépendance économique des pays du Sud à l'égard des pays du Nord . Pourquoi verrait on aujourd'hui se produire des transformations nouvelles ? En d'autres termes le sentiment que le monde est stabilisé paraît aujourd'hui tout à fait justifié à ceux qui bénéficient de la situation existante.

Les menaces qui s'annoncent semblent lointaines, et l'on se dit qu'il sera temps d'y penser quand elles se préciseront. Ce quiétisme se renforce par un scénario implicite sur l'avenir de l'Occident et de la planète ; c'est le scénario du modèle occidental appliqué progressivement par le reste du monde, celui de l'enrichissement collectif continu, et du « développement économique et social » des zones arriérées, du dynamisme capitaliste éduquant les pauvres et leur apprenant à faire comme les riches d'aujourd'hui qui ont mérité leur richesse, à travailler dur, à épargner, à investir. Un dessin de Plantu publié en 1989 par le journal « *Le Monde* », où l'on voyait Reagan encourager un Africain famélique en lui disant avec bienveillance : « Faites comme moi, mon-vieux, investissez ! » résume parfaitement l'esprit de ce scénario qui a bien entendu pour corollaire la conservation des structures sociales actuelles.

C'est la philosophie officielle du Fonds Monétaire International, imposant des politiques d'ajustement, dont seuls les pauvres font les frais, sans que l'on songe un instant à une fiscalité qui demanderait aussi quelques efforts aux riches. Philosophie plus cynique et moins hypocrite que celle que l'ONU a tenté de diffuser pendant plusieurs décennies en expliquant qu'il était possible

aux pays pauvres de « rattraper » les pays riches, grâce à des taux de croissance plus élevés que ceux des pays développés. On distille moins l'illusion aujourd'hui ; on propose à tous l'exemple des bons élèves de la classe, les « dragons » (Corée du Sud, Taiwan, etc), ceux qui ne veulent pas suivre se condamnant eux mêmes.

Ce scénario économique, quiétiste, conservateur et moralisateur, se complète sur le plan politique d'un additif sur la répression des troubles qui pourraient se produire au cours de cette évolution. L'expérience démontrant que de nombreux conflits internes se produisent dans les pays « arriérés », il faut prévoir que ces conflits pourraient un jour avoir des conséquences fâcheuses pour le monde développé ; que des gouvernements ou des factions fanatiques pourraient songer à utiliser des armes dangereuses contre le Nord. Pour que le scénario économique et social se déroule comme prévu, il est donc nécessaire de penser qu'il faudra de temps en temps maintenir l'ordre ou réprimer des révoltes. C'est pourquoi la mode, dans le domaine militaire, est aux « forces d'intervention », qu'il s'agisse de forces nationales, ou de celles d'alliances sous l'égide de l'Europe, de l'OTAN, ou du Nord tout entier.

C'est aussi la raison pour laquelle on fait semblant de croire qu'il est possible d'apaiser les conflits intraétatiques qui se développent dans le Tiers Monde, en appliquant les règles de la « sécurité collective » et en faisant intervenir les casques bleus de l'ONU. Alors que le nombre des conflits s'accroît et qu'il y a de grandes chances pour qu'il continue de s'accroître, on ne fait aucun effort pour identifier leurs causes profondes et l'on fait semblant de croire que la responsabilité de l'Occident ne concerne que les secours humanitaires aux victimes de ces conflits.

Enfin la crédibilité du scénario s'appuie sur la solidité du système de dépendances aujourd'hui parfaitement organisé, des pauvres et des classes moyennes à l'égard des riches et des pays sous développés à l'égard du Nord. Ce système repose sur :

- l'extraordinaire concentration de richesses, de puissance, de technologie, de capacité de communication et d'information et de propagande, de force militaire détenue par les classes dirigeantes des pays développés,

- l'absence totale de capacité d'organisation des masses les plus pauvres et les moins informées —, les prolétaires, contrairement à ce que pensait Marx n'ayant aucune possibilité de s'unir et de revendiquer ensemble, alors qu'au contraire ce sont les puissants et les riches qui sont capables de communiquer et de travailler ensemble au plan planétaire. Cette situation est renforcée par le morcellement de l'espace politique qui empêche les déshérités à travers le monde de s'unir dans des mouvements politiques ayant quelque poids et par la dépendance des responsables politiques des pays en voie de développement, qui aux prises avec leurs difficultés sociales, économiques et politiques internes, leurs dettes, leurs négociations avec le FMI, n'ont d'autre recours que de solliciter sous diverses formes l'aide et le soutien des pays riches.

LE CREDO DES CLASSES MOYENNES

La force de persuasion de l'idéologie diffusée par les privilégiés repose enfin sur la complicité des classes moyennes. Elles n'ont en effet aucune envie de résister à la propagande permanente qui est faite par tous les moyens disponibles pour la société de consommation et la philosophie d'enrichissement progressif qui fait de l'opulence une vertu. A tous les niveaux d'une hiérarchie sociale fondée sur l'argent, on croit volontiers que chacun peut accéder au niveau immédiatement supérieur à celui où il se trouve, à moins qu'il ne courtcircuitte toute la hiérarchie en faisant fortune. C'est en fonction de cet espoir de devenir riche que les pauvres acceptent n'importe quels emplois et prennent des billets de loterie, que les petits bourgeois modestes font des économies et jouent à la bourse, et que tout le monde accepte le système existant.

Les membres des classes moyennes, même s'ils ne possèdent qu'un petit compte en banque ou la propriété de leur appartement, croient au caractère sacré de la propriété, privée et familiale, qui transmise par succession, permet de faire des calculs d'ascension sociale à longue échéance. On travaille et on économise pour soi, mais aussi pour ses enfants. Des mesures fiscales qui porteraient atteinte au patrimoine familial, quelle que soit sa taille, mettraient en danger le principe qui garantit la liberté, et qui donne à la recherche du profit le pouvoir d'incitation qui est le moteur du capitalisme. Tout accroissement des charges publiques ou de la fiscalité doit donc être évité à tout prix. La solidarité des gens les plus modestes avec les détenteurs d'immenses fortunes ou de revenus très élevés est ainsi assurée ²⁵.

Au surplus, même lorsque la récession les atteint et que leurs frustrations augmentent, les membres des classes moyennes sont satisfaits de leur appartenance à des pays riches et puissants. Leur sentiment d'identité nationale se renforce du fait que leur pays est membre du club restreint des pays développés. Il faut donc protéger contre toutes les menaces, au besoin par la force cet ensemble prospère et civilisé. Ainsi, à défaut du communisme, qui fournissait un ennemi commun et renforçait ainsi la cohésion sociale, les classes moyennes se sentent solidaires, entre elles et avec les privilégiés, contre l'impôt et contre les masses pauvres du Tiers Monde qui peuvent mettre en danger ce qu'elles croient être leur bonheur commun.

Que ce credo soit archaïque et contredit par l'évolution des événements ne lui enlève rien de sa force. La vision de l'avenir reste imperturbablement fondée sur le modèle actuel de société, qui en devenant plus prospère, deviendra aussi plus social. Ce modèle, commun aux progressistes comme aux conservateurs, et qui prétend ne pas avoir d'alternative crédible, confirme admirablement l'unicité de la grille de lecture actuelle en Occident.

²⁵ Cf. John Kenneth GALBRAITH. *The culture of contentment*. En français : *La République des satisfaits*. Ed du Seuil, Paris. 1993.

Le développement continu des signes avant coureurs de la montée des périls démontre pourtant chaque jour que l'argumentation rassurante du scénario quiétiste est fausse. Ces signes sont suffisamment nombreux et concordants pour être pris en considération. L'un des plus importants est bien entendu le début de la montée du Tiers Monde vers le Nord, les migrations Sud-Nord (complétées par les migrations Est-Ouest), faites de réfugiés politiques que les troubles locaux et les conflits régionaux multiplient, et de réfugiés économiques qui s'expatrient parce que les conditions de vie dans leurs pays sont devenues insupportables. Les barrières dressées contre ces flux n'ont pas jusqu'ici empêché le franchissement des frontières, de manière officielle ou clandestine et partout dans le monde, sur le Rio Grande entre l'Amérique latine et les Etats Unis ou sur les rives de la Méditerranée en Europe, les flots continuent de croître chaque année.

Le déséquilibre croissant du développement démographique entre le Nord et le Sud agit mécaniquement dans ce sens. L'absence de développement de la grande majorité des pays du Tiers Monde, et le maintien de situations d'inégalité sociale de plus en plus inacceptables et de plus en plus ressenties par les intéressés ne peut que contribuer à accroître la pression. L'inégalité continue de s'accroître entre pays. Le fol espoir de voir les pays pauvres « rattraper » les pays riches est aujourd'hui abandonné, la différence des taux de croissance, surtout compte tenu des taux de croissance démographiques, jouant contre les pays pauvres. L'espoir qu'il sera possible un jour de renverser cette tendance, quand on connaît les conditions sociologiques existant dans la majorité des pays les plus pauvres, est fallacieux (les fameux exemples des « dragons » ne résistant pas à l'examen) .

Ce qui se passera au contraire, ce qui est en train de se passer dans la majorité des pays pauvres, dans les pays semi développés et dans les pays dits « en transition » de l'Europe de l'Est et de la Communauté des Etats indépendants, ce sont des situations de plus en plus graves de sous emploi, de sous développement et d'accroissement des inégalités internes et externes. Or ce phéno-

mène a des causes mondiales (expansion du mode de production post industriel, pauvreté de l'éducation, absence de protection et d'aide, dettes etc) . Il n'aboutira pas à une révolution, mais il produira inévitablement des situations explosives dans de nombreux pays, qui ne pourront pas être sans conséquences sur le plan mondial.

Beaucoup d'autres signes montrent en effet que la pauvreté ou la misère du Sud cherche d'autres exutoires : les intégrismes par exemple, nouvelles idéologies à base religieuse, qui proposent un autre type de société, extrêmement oppressif et qui se développent dans de nombreux pays du monde musulman, parce que leurs gestionnaires actuels ne peuvent offrir aucun espoir à des masses de plus en plus nombreuses et de plus en plus démunies. Or ces intégrismes ne sont guère que des manifestations extrêmes de sentiments de plus en plus agressifs et revendicateurs à l'égard des Etats Unis en particulier mais d'une façon générale de tous les occidentaux. Au besoin de fierté et de dignité collective, à la volonté de trouver un sens à une existence misérable se mêlent le ressentiment à l'égard des programmes d'ajustement du FMI en Amérique latine ou en Afrique, la xénophobie, la méfiance à l'égard des riches en général accusés de ne rien comprendre aux problèmes des peuples du Sud, de ne rien faire pour les aider à les résoudre.

La dénonciation du « Grand Satan » par un Khomeiny n'est pas très loin des sentiments d'un Khadaffi à l'égard de l'Occident en général ; et le soutien qu'a reçu un Saddam Hussein de l'ensemble des peuples arabes pendant la guerre du Golfe est comparable a celui que reçoit un caïd de la drogue du type Escobar en Colombie ; ce qui montre assez que les peuples qui se sentent opprimés ou humiliés ne sont pas regardant sur la moralité ou le sérieux des héros qu'ils choisissent, pourvu qu'ils les aident à retrouver quelque sentiment de dignité.

Il y a aussi les actions terroristes, qui ne frappent pas encore systématiquement, mais dont les coups sont souvent rudes et imparables, et qui pourraient devenir une méthode terriblement

efficace pour peu que le fanatisme continue de se développer et les types d'armes utilisées de se sophistiquer.

Les occidentaux, qui croient naïvement qu'ils ont dépassé le stade des crises identitaires, et qui sont satisfaits parce qu'ils se sentent membres du club des « peuples supérieurs et civilisés », ont sans doute beaucoup de mal à comprendre que les autres peuples aient aussi besoin d'avoir le sentiment de leur dignité. L'idée qu'ils pourraient éprouver des sentiments de supériorité — parce qu'ils détiendraient une vérité religieuse ou idéologique —, paraît ridicule à un Occident de moins en moins religieux et qui se croit débarrassé des idéologies. Il n'y a pourtant là rien que de très naturel.

Or l'Occident ne comprend pas non plus que c'est son exemple, son influence, son intrusion économique, militaire, culturelle, politique, idéologique, culturelle dans toutes les autres cultures qui accélère cette recherche par les peuples du Sud, ou de l'Est d'autres conceptions du monde capables de leur redonner foi et confiance en eux mêmes.

L'exemple du développement des conflits intraétatiques est à cet égard caractéristique.

LES CONFLITS INTRA ÉTATIQUES

La comptabilité des « conflits régionaux » et des guerres civiles est tenue avec régularité par divers instituts d'études stratégiques²⁶. Depuis 1980 leur nombre a varié entre 30 et 40. Or sur ces 40 conflits, tous sauf un (l'Irlande du Nord) se situent dans les pays les plus pauvres ou les plus arriérés. En raison du fait que nombre de ces conflits avaient une coloration idéologique, — une partie des factions aspirant au pouvoir s'inspirant de philosophies marxisantes —, et que Russes et Américains apportaient leur soutien de part et d'autre aux belligérants, on a eu

²⁶ Notamment l'annuaire du SIPRI (institut suédois de recherche sur la paix) publie régulièrement une liste des conflits ayant fait depuis leur origine plus de 1000 morts. Voir également le Memento Défense désarmement du GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix à Bruxelles.)

tendance à penser que la guerre froide en était la cause. L'apaisement de quelques uns d'entre eux (Nicaragua, Salvador, Namibie) après 1987 a paru confirmer cette analyse. Les spécialistes sérieux du Tiers Monde ne se faisaient pourtant aucune illusion à ce sujet. Ils savaient parfaitement que la majorité de ces guerres étaient dûes à des rivalités ethniques, religieuses, territoriales, au besoin de redéfinir des frontières mal tracées, et en définitive à l'état de misère, d'ignorance, de mélange de dictature et d'anarchie dans lequel vivent de nombreux pays. Mais l'opinion des pays riches, allant au delà de cette analyse reste de plus en plus persuadée que ce genre de conflits est le propre des peuples non civilisés. D'où le scandale intellectuel provoqué par le fait que ces phénomènes puissent concerner, comme en Yougoslavie, des peuples que l'on croyait civilisés, puisque situés au coeur de l'Europe.

Cette vision laisse aux peuples arriérés l'entière responsabilité de ces guerres, et dégage la responsabilité des pays riches, nul n'ayant ainsi à se poser de questions au sujet de l'origine des armes sophistiquées qui rendent les combats plus dévastateurs, ni au sujet du rôle que l'intrusion permanente de l'Occident peut jouer dans le développement de ces crises.

Les inquiétudes qui commencent à se manifester au sujet de l'incapacité des opérations de « casques bleus » confiées à l'ONU d'apaiser ou d'arrêter les guerres qui continuent de sévir en Yougoslavie, en Somalie, en Angola, au Cambodge, pour ne retenir que quelques exemples caractéristiques, ne conduisent pas encore à remettre en question ces analyses. Il faudra donc vraisemblablement attendre que de nouvelles guerres civiles se développent, en Algérie, en Egypte ou en Inde et qu'elles provoquent des flots massifs de réfugiés, pour que l'opinion des pays riches commence à se demander si cette extension irrépessible n'a pas d'autres causes que celles auxquelles elle a jusqu'ici attribué ces phénomènes.

Le risque est évidemment que ces questions ne soient posées trop tard. Car les réactions qui se produisent en Occident se traduisent en général par le renforcement du conservatisme, la

croissance de la peur, l'accroissement exponentiel des services privés de sécurité²⁷ pour tenter de dresser une barrière contre une délinquance croissante (délinquance systématiquement attribuée aux immigrants, même si elle est due aussi à l'accroissement général de la pauvreté dans les pays riches). Mais plus grave encore, la montée des partis d'extrême droite, racistes et fascistes, très générale en Europe, au point de séduire parfois 20 % de l'électorat, n'est pas une indication très rassurante sur le sort que pourrait subir les démocraties, si le flot des migrations devenait soudain massif.

LA CRISE STRUCTURELLE DU CAPITALISME

La ressemblance de la situation avec celle qui s'est développée dans les années 30 en Europe est encore accrue par le développement d'une crise structurelle du capitalisme qui risque fort d'être comparable à la grande dépression de 1929. L'illusion que la crise actuelle soit un phénomène purement conjoncturel a rapidement disparu²⁸. Il devient évident que les réductions importantes

²⁷ Ce phénomène de l'accroissement des services privés de sécurité, a frappé tous les observateurs de la vie américaine. Robert REICH, dans son livre *The work of nations* signale qu'en 1990 les gardes privés de sécurité représentaient 2,6 % de la main d'œuvre aux Etats Unis (ce pourcentage ayant doublé depuis 1970). Ces effectifs sont supérieurs à ceux des polices officielles. Les revenus des 10 plus importantes firmes privées de sécurité se sont accrus de 62 % dans les années 80 (ce taux de croissance est le plus élevé de toutes les branches d'activité aux Etats Unis).

²⁸ Dans le *Monde diplomatique* de novembre 1974, Claude JULIEN écrivait à propos de la crise provoquée par le premier choc pétrolier :

« Crise conjoncturelle », disait le président de la Régie Renault, à la veille du salon de l'automobile. Crise conjoncturelle « de longue durée » précisent, plus lucides, les Américains. « Crise durable » confirme M. Valéry Giscard d'Estaing. Mais nul n'ose prononcer le seul mot qui caractériserait avec exactitude l'ébranlement en cours : crise « structurelle ». C'est pourtant bien de cela qu'il s'agit ... Les écarts de revenus qui font coexister le luxe et le gaspillage des uns, la pénurie des autres, limitent en fait le marché le marché intérieur et fourvoient l'appareil de production. Une fiscalité qui répartit inéquitablement les charges ne permet guère, à moins de pénaliser les supporters de la majorité, d'effectuer d'importants prélève-

et systématiques du nombre des emplois dans les entreprises ne sont pas seulement dues à une réduction passagère de la demande, mais bien plutôt aux progrès extraordinaires de la productivité qui permettent d'assurer la même production avec une main d'oeuvre réduite.

La modernisation de l'appareil productif, grâce notamment à l'électronique, est un phénomène structurel par son ampleur. L'on sait déjà qu'il reste deux fois trop de main d'oeuvre dans le secteur agricole des économies européennes les plus avancées et trois à dix fois trop à l'Est et dans les pays en retard. Mais les effectifs du secteur industriel, qui se réduisent depuis deux décennies, sont eux aussi trop nombreux. La baisse brutale qu'ils subissent actuellement ne fait que compenser, sous le prétexte de la crise, le retard pris en un domaine où les robots peuvent remplacer les ouvriers des chaînes. Et le secteur tertiaire, celui des services, n'est simplement pas capable de fournir des emplois qui compenseraient ces réductions : il est lui même en train de réduire ses effectifs.

L'offre de produits peut être maintenue, en quantité et en qualité, avec beaucoup moins de travailleurs. Et chacun constate que la mondialisation des marchés a aussi des effets directs sur l'accroissement du chômage dans les pays industriels : la délocalisation de nombreuses activités permet aujourd'hui, notamment aux grandes entreprises multinationales, aussi bien en matière industrielle que pour les services, de faire effectuer des tâches de plus en plus nombreuses dans les pays où les rémunérations de la main d'oeuvre, même très qualifiée est 10 à 100 fois moins chère que dans les pays industriels. Pour des raisons de rentabilité et

ments déflationnistes sans provoquer la récession. gouvernement et patronat ont donc choisi d'organiser le chômage ... »

Ce diagnostic peut être étendu aujourd'hui au niveau mondial. Depuis 20 ans, la crise n'a pas pris la forme d'une dépression du type de celle de 1929, mais le chômage s'est constamment aggravé, et les mécanismes combinés de l'accumulation de la richesse dans une fraction limitée de la population et du développement d'un nouveau mode de production fondé sur les machines et l'électronique et non sur la main d'oeuvre, vont accroître encore régulièrement le nombre des exclus. Depuis 1993 le monde est entré, notamment en Europe, dans une véritable recession.

de compétition le procédé qui n'est pas nouveau est de plus en plus utilisé. Et l'accroissement tant attendu de la demande est rendu impossible par un autre phénomène structurel qui concerne l'évolution de la répartition actuelle des revenus dans les pays riches eux mêmes et qui se manifeste par l'appauvrissement des classes moyennes et l'accroissement du nombre des pauvres et des exclus.

L'enrichissement des classes moyennes avait contribué dans les années 50 à l'entretien d'une croissance continue, le phénomène inverse qui a pris naissance au milieu des années 70, a un effet opposé. Depuis Ford et le fordisme, on sait que c'est en développant l'aisance des classes les plus nombreuses que la demande s'accroît. C'est le contraire qui est pratiqué aujourd'hui à l'échelle nationale et mondiale. La réduction des revenus de la majorité des consommateurs et la concentration de la richesse dans une toute petite proportion de la population entraîne une réduction constante de la demande générale de biens et de services. La création d'emplois de domestiques et de gardes de sécurité demandés par les riches ne compense pas les pertes d'emplois productifs dûs à la réduction de la demande des classes moyennes. Et les charges publiques s'accroissent du fait de la multiplication du nombre de chômeurs, d'assistés, d'exclus.

L'ensemble de ces phénomènes —, réduction du nombre des emplois par l'accroissement de la productivité, délocalisations, réduction de la demande en raison de la diminution des revenus de la majorité de la population —, constituent bien les éléments d'une crise structurelle pour laquelle la philosophie du monétarisme et du marché n'offre aucune solution. Or chacun sait qu'une crise structurelle d'une telle ampleur a inévitablement des conséquences psychologiques et politiques. La montée des réflexes racistes, provoqués par les flots migratoires croissants risque donc d'être renforcée par la déstabilisation que la crise est en train de provoquer. Le spectre du nazisme risque bientôt de hanter à nouveau l'Occident.

L'ÉVIDENCE DE LA MONTÉE IRRÉSISTIBLE DES PÉRILS

Or ces divers phénomènes ne peuvent aujourd'hui que s'aggraver, parce que les causes qui les produisent subsistent et se développent, que ces développements sont soit ignorés soit sous estimés, et qu'en conséquence rien n'est fait pour les prévenir. Il devrait donc devenir de plus en plus clair

- que les conflits intraétatiques dans le Tiers Monde ne feront que se développer,

- que les conditions de misère et d'ignorance qui favorise leur naissance ne seront pas supprimées,

- que l'intégration économique planétaire se poursuivra et s'accélèrera, et contribuera à aggraver la crise économique structurelle qui frappe aujourd'hui l'Occident

- que les migrations Sud Nord deviendront de plus en plus massives et que les gardes postés aux frontières ne les arrêteront pas,

- que leurs effets sur les politiques des pays du Nord, i e le renforcement du racisme, des mouvements d'extrême droite et des régimes policiers s'accentueront et qu'en définitive la désintégration du Sud entraînera la désintégration du Nord.

Cette mécanique infernale ressemble bien au jeu des « forces obscures » invoquées pour expliquer, faute de mieux, les cataclysmes mondiaux précédents. La question est évidemment de savoir si l'accumulation des signes avant coureurs conduira, avant qu'il ne soit trop tard à une analyse correcte de la situation et à un changement de stratégie.

CHAPITRE VI

LA STRATÉGIE SUICIDAIRE DES ANNÉES 90

Pour répondre à cet ensemble de menaces, résultant de la crise, des migrations, de la généralisation des conflits intraétatiques, d'une intégration planétaire conduisant à la désintégration, l'Occident n'a pas de stratégie. Ou plutôt, il a pour en tenir lieu un ensemble de tactiques à court terme dont l'addition donne un ensemble incohérent. En dehors des réflexions de quelques intellectuels qui jouent le rôle de Cassandre, mais qui n'ont aucune audience, il n'y a dans les milieux dirigeants, ni analyse, ni réflexion, ni encore moins de vision à long terme au niveau mondial.

Les centres de décision importants se situent au niveau des grandes entreprises transnationales et des gouvernements des grands pays. Mais il n'y a pas de réelle coordination de ces décisions, ni encore moins d'accord sur un schéma directeur d'ensemble. Les décideurs font chacun leur métier, dans l'acception courante de ce qu'il doit être. Ils le font même bien. Les chefs d'entreprise se préoccupent de productivité, de rendement, de chiffre d'affaires et de bénéfices. Les gouvernements gèrent leurs pays, essaient d'apaiser les tensions internes, de satisfaire leurs opinions publiques, de lutter en même temps contre l'inflation et le chômage, d'atténuer autant que possible les effets de la crise, de disposer une garde vigilante aux frontières contre les invasions migratoires.

Mais chacun marque les limites de ses responsabilités. Les industriels, les commerçants et les banquiers n'ont pas officiellement de responsabilités politiques, les gouvernements ne prétendent pas sortir des frontières de leurs Etats. Ils ne se sentent pas

responsables des problèmes mondiaux. Même lorsqu'ils ont quelques tendances hégémoniques, ils se limitent en fait à leurs zones d'influence. Ils acceptent de coopérer dans le cadre des institutions internationales existantes pour essayer d'apaiser quelques conflits à travers l'ONU, ou pour tenter d'harmoniser les politiques commerciales, monétaires ou économiques à travers le Gatt ou le Groupe des 7, mais ils sont essentiellement préoccupés dans ces instances internationales, de défendre leurs intérêts. En s'efforçant de construire l'Europe de façon plus cohérente, les gouvernements européens ont même l'impression de dépasser audacieusement les limites de leur domaine traditionnel de compétence.

Or le fait que chacun fasse aussi bien que possible son métier aboutit à un résultat global désastreux. Alors qu'il s'agit de faire face à une tempête mondiale, personne ne tient la barre du bateau. Nul ne définit la route à suivre. Il n'y a ni prévision, ni prévention, ni vision collective de l'avenir. Cette façon de gérer la planète est suicidaire parce qu'elle est le résultat d'un système de décision inadapté dont quelques idées périmées assurent seules la coordination.

LE CHOIX DE LA RÉPRESSION

L'un des premiers contre-sens que produit aujourd'hui l'appareil intellectuel archaïque de l'Occident est de continuer de concevoir la sécurité planétaire en termes de répression. Cette conception paraît aujourd'hui aux pays du Nord normale et même indispensable. Les progrès mêmes qui ont été faits entre pays riches pour établir entre eux un système de sécurité entièrement nouveau et qui fonctionne correctement paraît justifier cette attitude à l'égard des trouble fêtes. Les habitants des pays riches, qui pensent avoir dépassé la période des cataclysmes guerriers qui les ont dressés les uns contre les autres pendant près d'un siècle, — (notamment parce qu'au moins en Europe, ils ont su magistralement tirer les leçons de cette période pour ne plus jamais en voir le retour), — se sentent choqués à l'idée que des

« sauvages » ou des « primitifs » puissent venir troubler leur repos et mettre en danger leur sécurité.

Cette dichotomie entre peuples supérieurs qui ont su établir entre eux des relations de confiance et peuples inférieurs restés dans une situation comparable à celle où l'Occident se trouvait encore il y a soixante ans, justifie le maintien de forces capables de garantir la paix et la sécurité en empêchant toute tentative d'agression. Les poches de conflits qui subsistent à l'intérieur même de territoires classés comme appartenant à la zone Nord — Yougoslavie, Azerbaïdjan ou Moldavie etc — relèvent du même type d'attitude et de comportement. Ces conflits ethniques sur des questions de frontières apparaissent comme des scandales qu'il faut faire cesser au plus vite, par la force si besoin est. Le raisonnement est le même pour tous les conflits du Sud, ou pour toutes les velléités d'agression contre le Nord qui pourraient s'y développer.

Au niveau national, continue de régner l'idéologie « défense nationale » comme s'il s'agissait encore de se défendre contre ses voisins, mais l'on réorganise les dispositifs militaires pour constituer des « forces d'action rapide » capables de frapper aussi loin qu'il sera nécessaire pour défendre les intérêts du pays, ou pour participer aux côtés d'alliés à des interventions collectives.

Au niveau des alliances, comme l'OTAN, l'idée d'une force d'intervention commune pour défendre sur tous les continents les intérêts des alliés sert aussi de thème principal pour justifier le maintien d'une institution établie dans d'autres circonstances et pour une toute autre fin.

Au niveau des superpuissances, et notamment aux Etats Unis, la nouvelle philosophie militaire combine le même thème de capacité d'intervention rapide et massive à distance (la guerre du Golfe ayant illustré cette capacité) et le thème de protection sophistiquée du territoire national contre de possibles attaques de missiles, la reconversion du programme de l'Initiative de Défense Stratégique en programme GPALS (Global protection against limited strikes, protection globale contre les frappes limitées) permettant de croire que l'on a mis au point une recette

magique pour mettre le territoire national à l'abri de toute surprise²⁹.

C'est cette même philosophie de la répression qui inspire la conception que l'on se fait du rôle de l'ONU. En fait il s'agit plutôt d'obtenir la bénédiction de l'institution mondiale pour la politique de maintien de l'ordre que les plus puissants se chargent eux mêmes d'appliquer. Mais la présentation qui est faite de cette solution, qualifiée de « sécurité collective », est si conforme aux idées admises sur la « sagesse des nations » et la conception « réaliste » de la sécurité que peu d'esprits s'aperçoivent de la supercherie³⁰.

²⁹ Cf. Dominique DAVID, « La protection globale contre les frappes limitées et la stratégie américaine », in *Défense Nationale*, juin 1992.

³⁰ Cette présentation paraît d'ailleurs logique. L'ONU avait, nous dit-on, en 1945 été dotée d'un merveilleux système de sécurité. Il s'agissait d'empêcher les agressions. Le chapitre VII de la Charte avait prévu à cet égard une mécanique parfaite avec le système d'identification des agresseurs par le Conseil de sécurité (art. 39 et 40), les sanctions d'abord économiques (art. 41) puis militaires (art. 42), la mise à la disposition du Conseil de contingents armés (art. 43 à 45), le Comité d'état major pour définir les stratégies et les actions militaires (art. 47).

Ce système exigeait seulement que les vainqueurs de la deuxième guerre mondiale continuent de partager la même philosophie des relations internationales qu'ils avaient appliquée ensemble contre le nazisme et le fascisme pendant toute la guerre. Malheureusement un divorce s'est produit, un an à peine après la signature de la Charte, entre l'Est et l'Ouest, entre le libéralisme et le communisme et ce divorce aurait empêché le système de fonctionner pendant plus de 40 ans. La guerre froide était incompatible avec un système collectif. Mais, la fin de la guerre froide, la fin du communisme, l'écroulement de l'URSS, le ralliement des pays qui la composaient au système libéral rendraient maintenant ce système viable. La répression de l'agression de Saddam Hussein contre le Koweït en serait la preuve. Le monde disposerait maintenant d'un système de sécurité collective qui pourrait fonctionner efficacement à l'avenir. Il suffirait de le remettre en marche.

Dans la foulée de cette démonstration, un rapport du Secrétaire général de l'ONU de juillet 1992 (« an agenda for peace ») propose de faire en sorte que ce système puisse véritablement fonctionner. On n'avait pas eu le temps en 1946 de mettre en oeuvre les mécanismes prévus. Il y avait en particulier deux dispositions essentielles du Chapitre VII que l'on n'avait pas eu la possibilité d'utiliser, celles concernant la mise à la disposition du Conseil de Sécurité, afin de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité, de forces armées par les Etats membres en vertu d'« accords spéciaux » qui devaient être négociés le plus tôt possible (art. 43), et celle instituant un Comité d'Etat major, composé des chefs d'Etat major des armées des 5 membres permanents du Conseil, chargés d'aider le Conseil pour l'em-

Une intervention comme celle de la guerre du Golfe n'a été possible que parce qu'il s'agissait pour les Etats Unis de défendre des intérêts très précis concernant le ravitaillement en pétrole et la survie d'Israël. Dans toutes les circonstances où les intérêts d'une très grande puissance ne seraient pas directement concernés, l'idée même d'une intervention armée collective ne saurait être évoquée. Il n'existe évidemment aujourd'hui pas plus qu'hier de système de sécurité collective capable de fonctionner.

Aucun pays, aucun gouvernement ne prendra jamais, pour la seule défense de la paix le risque de mettre en danger la vie de

ploi et le commandement des forces placées à sa disposition. On n'avait pas eu le temps de négocier les « accords spéciaux », qui n'ont donc jamais existé, et en leur absence, le Comité d'Etat major s'est contenté de simulacres de réunions, à un niveau de grade des plus modestes.

Il faut donc, dit le rapport, mettre aujourd'hui ces dispositions en oeuvre, les objections à la signature des accords spéciaux n'existant plus : les Etats membres doivent mettre à la disposition du Conseil, sur une base permanente, les contingents prévus. Cette véritable armée internationale lui permettra de dissuader les agresseurs potentiels, qui sauraient que le Conseil dispose des moyens de réagir. « Sans doute », ajoute le rapport avec franchise, « les forces ainsi établies ne seront elles jamais suffisamment importantes et bien équipées pour dissuader une menace en provenance d'une très grande armée équipée d'armes sophistiquées. Mais elles seraient utiles toutefois pour dissuader toute menace de moindre ampleur ». Quant au Comité d'Etat major, éventuellement élargi à d'autres Etats membres, il devrait reprendre sa mission initiale d'aider le Conseil à mettre en oeuvre les dispositions du Chapitre VII.

Le rapport prévoit aussi de compléter ce dispositif militaire en rajoutant une autre catégorie de forces-intermédiaires entre les forces permanentes dont il vient d'être question et les forces de « maintien de la paix » (les casques bleus) mises, quand nécessaire, à la disposition de l'ONU, mais qui ne peuvent se servir de leurs armes. Ces forces appelées par le rapport les « unités d'imposition de la paix » pourraient aider à contraindre les belligérants à respecter les cessez le feu qu'ils auraient acceptés.

C'est ainsi toute une panoplie de forces militaires de divers types dont le rapport propose que l'ONU soit dotée. C'est l'hypothèse de 1919 et de 1945 selon laquelle il existerait désormais un consensus définitif entre les principales grandes puissances, suffisant pour qu'une alliance militaire entre elles puisse imposer le maintien de l'ordre à toute la planète. La petite remarque au sujet de la probable incapacité de la force internationale mise à la disposition du Conseil de s'opposer à une grande armée, trahit la philosophie politique qui inspire le schéma d'ensemble : il s'agit bien de réprimer les « petits » agresseurs, l'idée d'une querelle où l'un des « grands » s'opposerait aux autres n'étant évidemment pas envisageable.

ses ressortissants, et celui d'être de surcroît éventuellement impliqué dans un conflit plus large. Le système de sécurité collective capable d'imposer la paix fonctionne-t-il en Yougoslavie, en Somalie, en Azerbaïdjan, en Afghanistan, au Liberia ou dans tous les endroits du monde où des conflits armés se poursuivent sans que la « communauté internationale » songe à autre chose qu'à le déplorer, ou éventuellement, quand les conflits ont atteint le moment de la lassitude, et où les belligérants sont d'accord pour commencer à accepter un cessez le feu, à envoyer quelques bérêts bleus inoffensifs.

Enfin il est loin d'être certain que le consensus entre les « grands » demeure suffisant, pour que, même dans une hypothèse comparable à celle de la guerre du Golfe où les intérêts de l'un d'entre eux seraient menacés, ils acceptent comme ils l'ont fait en raison de circonstances exceptionnelles en 1991, de soutenir d'un commun accord une intervention armée.

La philosophie de la « sécurité collective » est donc totalement irréaliste, ce qui ne l'empêche pas de fort bien s'accorder avec celle qui préside à la continuation du commerce des armes. C'est ici la logique économique qui entre en jeu. Le commerce des armes pour de nombreux pays, et en particulier pour les plus grands a eu jusqu'ici plusieurs objectifs : celui de permettre la fabrication en séries assez longues de matériels destinés à la défense du pays, celui d'exercer une influence à travers les livraisons d'armes, celui de rapporter des devises et de maintenir des emplois.

Que par la même occasion, le résultat final soit d'armer d'éventuels futurs adversaires, de nourrir et d'aggraver des conflits en cours, (que l'on s'efforce par ailleurs d'apaiser par des interventions diplomatiques), n'a jamais beaucoup troublé les gouvernements de tous les pays. Le côté parfaitement immoral, en fait criminel de la dissémination d'armes de tous ordres de par le monde n'a pas empêché les responsables de dormir : la « raison d'Etat » ne se discute pas.

Il n'est pas nécessaire de souligner l'absurdité d'un système de répression qui alimente lui même le développement des risques

qu'il est chargé d'éviter et qui entretient à grands frais des capacités d'intervention que dans la majorité des cas on se refuse à utiliser. Si ce système a la préférence de l'Occident, c'est sans doute parce que c'est celui qui est le plus compatible avec le système de valeurs fondé sur le pouvoir, l'argent et l'inégalité sociale. Il reste qu'il n'est pas capable de garantir la paix ni d'empêcher la désintégration de la planète.

L'ABSENCE DE SYSTÈME DÉCISIONNEL AU NIVEAU MONDIAL

Ce dont le monde dispose à présent c'est d'un ensemble complexe d'organisations intergouvernementales d'une efficacité très limitée et qui sont dans l'ensemble soumises aux intérêts des grands pays. Elles se répartissent en trois groupes distincts : l'ONU et son réseau d'agences spécialisées, les organisations financières de Bretton Woods (FMI et Banque Mondiale), enfin des organismes limités aux seuls Etats riches, comme le Groupe des 7 ou l'OCDE, mais qui ont une influence universelle.

En apparence ces organisations internationales ont vocation à s'occuper de tout. Rien ne leur est étranger, mais leurs pouvoirs sont en pratique inexistantes et leur rôle dans les divers domaines n'est jamais clairement défini. Qu'il s'agisse de sécurité, de droits de l'homme, d'économie, de développement, d'environnement, d'éducation, de problèmes humanitaires, elles ne peuvent fonctionner que s'il existe un consensus entre leurs Etats membres pour agir. Et dans l'ensemble, sauf à de rares exceptions, elles n'obtiennent guère de consensus que purement verbal.

Dans ces diverses instances, ni les peuples ni les gouvernements du Tiers Monde n'ont voie au chapitre. L'Assemblée Générale ou le Conseil économique et social des Nations Unies, où théoriquement tous les Etats sont égaux, puisqu'ils ont droit à une voix chacun, ne donnent à personne l'illusion qu'un débat de quelque portée puisse s'y engager sur les problèmes communs (à l'exception peut être de ceux pour lesquels les pays riches éprouvent quelque intérêt — comme la population, les droits de

l'homme, l'environnement ou la drogue, étant entendu que la contribution de l'ONU dans ces divers cas doit être favorable aux conceptions du Nord). Absorbés par leurs problèmes internes de plus en plus difficiles à résoudre, les gouvernements des pays en voie de développement qui dépendent des pays riches pour leurs dettes, les besoins de leur économie et de leur sécurité, ne cherchent même plus à réclamer, comme dans les années 60 et 70, de dialogue Nord Sud.

De façon plus générale, les gouvernements des divers pays du monde, pour les questions qui les concernent tous, mais qui dépassent leur cadre national de compétence, ne sont pas capables de définir et de mettre en oeuvre des stratégies communes. Qu'il s'agisse des grandes Conférences des Nations Unies et des « plans d'action mondiaux » qu'elles produisent régulièrement, ou des communiqués du G7, le scepticisme reste de rigueur. Ni sur l'environnement, ni sur l'économie, ni sur la sécurité, la drogue, le Sida ou le commerce des armes aucune stratégie n'a été sérieusement élaborée, ni encore moins mise en oeuvre. Nul n'est convaincu par les déclarations d'intention qui en tiennent lieu.

L'exemple des résultats très minces obtenus par le Sommet de la Terre sur le Développement et l'Environnement en 1992 à Rio, où presque tous les chefs d'Etat de la planète étaient présents, n'est qu'une illustration parmi d'autres du fonctionnement actuel des organisations mondiales.

Le problème des compétences souhaitables d'un système décisionnel au niveau mondial ne sera jamais ni clairement posé ni résolu, si l'on continue de le concevoir en fonction des principes périmés qui ont présidé à l'édification du système actuel des organisations internationales et mondiales. Les idées qui ont servi en la matière sont un curieux mélange d'irréalisme et de réalisme, les « réalistes » ayant accepté à contre coeur de faire quelques concessions à l'utopie — tel Clemenceau devant Wilson au sujet de la SDN, ou Staline à Yalta au sujet des Nations Unies —.

On y trouve pêle mêle le respect absolu de « l'égalité souveraine des Etats », la proclamation des grands principes sur les droits de l'homme et des peuples que les Etats membres n'ont aucune intention de respecter, l'idée de la nécessité de reconnaître dans certains cas la prépondérance des Etats les plus puissants (membres permanents du Conseil de Sécurité, vote pondéré en fonction du montant de la contribution au FMI et à la Banque Mondiale), celle de la vertu propre à l'universalité, (c'est à dire l'admission dans ces organisations de tous les pays quel que soit leur régime politique ou leur conduite sur le plan international), celle du « fonctionnalisme » selon lequel on construit la paix en faisant travailler ensemble les spécialistes de tous les pays (ce qui a conduit à multiplier les institutions « spécialisées »)³¹, celle enfin qu'il est bon d'oeuvrer collectivement pour des objectifs très ambitieux, comme s'il était facile de se mettre d'accord sur la nature et la solution des problèmes communs à tous les pays.

Mais comme ce mélange de principes aussi divers ne satisfait finalement pas les « grands » pays, le système à vocation universelle a été rapidement complété par des organismes limités aux seuls Etats riches (G7, OCDE, alliances militaires). Le résultat est un système anarchique (il n'y a pas d'organisation assurant un « leadership »), compliqué (le nombre d'organisations s'accroît continuellement), inefficace, conservateur, non démocratique, inadapté aux problèmes à résoudre et n'obtenant avec quelque raison qu'une crédibilité limitée.

³¹ Le fonctionnalisme est le nom d'une théorie suivant laquelle le développement de la coopération technique et économique entre nations peut permettre d'établir progressivement des relations telles que la guerre entre ces nations devient impossible. David Mitrany est considéré comme le père de cette théorie, pour avoir écrit en 1943 un article intitulé « un système de paix qui fonctionne » (*A working peace system*, The Royal Institute of international affairs, Oxford University press, Londres, juin 1943), qui aurait inspiré les créateurs du système décentralisé des Nations Unies. Sont liés à cette école de pensée des précurseurs tels que Leonard Woolf, Norman Angell, Robert Cecil, G.D.H. Cole et des contemporains Ernst Haas, A.J.R. Groom, Joseph Nye, Patrick Sewell, Paul Taylor. Les théories de l'intégration, comme celle de Karl W. Deutsch, sont proches du fonctionnalisme.

Les organisations ou directoires au niveau mondial ne sont guère aujourd'hui que des lieux où se poursuivent des luttes d'influence entre les plus grands Etats et où le plus puissant d'entre eux tente d'imposer son hégémonie. Les Etats Unis ont jusqu'ici parfaitement réussi à utiliser le Conseil de sécurité de l'ONU, le Fonds Monétaire International, la Banque mondiale et le réseau des organisations régionales ou interrégionales — économiques et militaires — pour la défense de leurs intérêts. Ils ont pesé de tout leur poids dans le même sens au cours des négociations du Gatt. Au G7 (ou G8 bientôt) ce sont encore les grands pays riches qui imposent leurs vues sur le fonctionnement du système économique, financier et monétaire mondial.

Que l'hégémonie des grands pays soit le résultat normal d'un système de ce genre paraît évident. Ce qui l'est moins c'est que sa perpétuation ne peut que conduire à des situations de déséquilibre génératrices de catastrophes. Dans un système où les problèmes sont globaux et les décideurs des gouvernements qui ne sont capables structurellement de ne tenir compte que des intérêts de leurs mandants, il est impossible d'envisager des solutions rationnelles, correspondant à ce qu'il est légitime d'appeler « intérêt général », si elles sont contraires aux intérêts des décideurs les plus puissants.

Même si les gouvernements des grandes puissances sont parfaitement informés sur la nature du problème et sur les types de solution qu'il convient d'appliquer, ils ne peuvent aller à l'encontre des intérêts de leurs électeurs, et ne peuvent donc pas négocier utilement sur des questions où ces intérêts seraient contredits, avec pour seul objectif de mieux administrer la planète. La solution rationnelle des problèmes mondiaux n'intéresse ni les agriculteurs dont on propose de réduire le système de protection des prix de leurs produits, ni les ouvriers des usines d'armement si l'on souhaite contrôler ou réduire le commerce des armes, ni les employés des usines de textiles si la suppression des dispositions de l'« accord multifibres » doit mettre en faillite des pans entiers des branches textiles dans leur pays.

Lorsque de tels problèmes se posent entre grandes puissances — comme dans le conflit sur les questions agricoles entre les Etats Unis et la CEE dans les négociations du Gatt —, il n'est pas absolument impossible d'arriver, (après quels efforts et quelles révoltes internes ! mais qui s'apaisent progressivement), à quelques progrès dans un sens plus rationnel au niveau intercontinental ou mondial. Mais quand l'affrontement a lieu entre puissants et faibles (accord multifibres, prix des matières premières, politiques monétaires), tel n'est évidemment pas le cas.

Et quand il s'agit de questions d'intérêt général, telle le commerce des armes, où il n'existe de représentation que des producteurs et des vendeurs et aucune pour l'ensemble des intéressés, c'est à dire les peuples du monde victimes de la poursuite et du développement des conflits guerriers, il n'y a là aussi aucun espoir de voir un responsable politique désigné par les électeurs d'un pays déterminé, avoir le courage ou l'audace folle de dire que le problème est sérieux et qu'il exige des solutions pratiques et urgentes. Le donquichottisme ne fait pas partie des vertus appréciées dans la classe politique.

En définitive le système actuel des institutions mondiales joue un rôle exactement contraire à celui pour lequel il a été théoriquement créé : il ne garantit pas la paix, il légitime les régimes oppresseurs, il aboutit à des décisions systématiquement favorables aux plus puissants ou simplement contraires à un intérêt général que personne ne représente, il ne permet aucun dialogue utile entre pauvres et riches, il couvre d'un manteau d'hypocrisie, au nom des grands principes de la charte de l'ONU, la conservation de structures archaïques.

Alors que tous les gouvernements proclament leur incapacité à résoudre les problèmes qui dépassent le cadre national, nul ne songe à proposer l'établissement d'un véritable système décisionnel à l'échelle planétaire. Ainsi la crise, le chômage, l'insécurité, les migrations, la misère des masses du Tiers Monde sont considérés en quelque sorte comme des fléaux qu'il faut subir. L'idée que l'on pourrait d'abord réfléchir en commun pour tenter de définir des solutions ne semble même pas effleurer les esprits des

responsables politiques. Ce fatalisme s'explique sans doute parce que les privilégiés ne se sentent pas encore atteints. Or laisser agir des forces que l'on pourrait maîtriser si l'on définissait une stratégie et si l'on se donnait les moyens de l'appliquer, est bien une attitude suicidaire.

CHAPITRE VII

LA POSSIBILITÉ D'UNE STRATÉGIE PRÉVENTIVE

Cette attitude suicidaire est d'autant plus paradoxale que la définition d'une stratégie qui répondrait directement aux menaces existantes est possible. Il n'y a aucun obstacle intellectuel. Il s'agit d'éviter le développement de crises identitaires dans le Tiers Monde et les conflits intraétatiques qui en résultent, de faire disparaître la misère et l'ignorance, de généraliser la démocratie, d'arrêter les mouvements migratoires massifs, de prévenir tous les risques de déstabilisation dûs au mouvement accéléré d'intégration planétaire.

Les méthodes pour y arriver sont bien connues. Encore faut-il qu'existent la volonté de les mettre en oeuvre et un centre décisionnel capable de les définir et d'en contrôler l'application. Il s'agit donc essentiellement de l'établissement d'un système de sécurité planétaire, de la réforme des institutions mondiales, de plans de développement et de sécurité, et de méthodes de financement.

L'ÉTABLISSEMENT D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ PLANÉTAIRE

La réflexion sur l'établissement d'un système moderne de sécurité à l'échelon planétaire ne relève plus aujourd'hui de l'utopie. Des progrès suffisants ont été faits pour que le problème puisse être considéré comme soluble. Nos connaissances sur les méthodes préventives qui peuvent garantir la paix ont fait des progrès énormes au cours de la dernière décennie et leur mise en

vigueur dans le cadre de la CSCE pourrait servir de modèle pour l'établissement d'un système de sécurité mondial.

Les problèmes de sécurité n'ont plus en cette fin de XX^e siècle les mêmes caractères que ceux connus jusqu'ici. Il ne s'agit plus pour les pays riches de se défendre contre les ambitions territoriales de leurs voisins. Il ne s'agit pas non plus de faire face à une menace militaire venant de l'autre moitié du monde. Il s'agit essentiellement d'éviter que les conflits intraétatiques du Tiers Monde ne se généralisent, avec les conséquences qu'une telle désintégration aurait sur la stabilité de l'Occident.

Cela signifie qu'il faudrait pouvoir étendre le plus rapidement possible le système de sécurité de type CSCE existant dans le Nord à tous les pays du Tiers Monde qui ne sont pas encore menacés par la déstabilisation, et adopter pour les « pays à risque » des politiques de prévention fondées essentiellement sur le développement de la démocratie et sur l'aide économique massive. Ceci suppose de se coller sérieusement avec les idées reçues.

L'opinion la plus répandue en ce domaine est en effet que la « diplomatie préventive » n'a jamais réellement fonctionné et que le système de prévention mis en oeuvre dans le cadre de la CSCE est si spécifique qu'il ne saurait être étendu. L'objection est valable pour les activités de prévention de nature purement diplomatique : les diplomates sont les seuls, par solidarité corporative, à croire qu'il est possible aux plus brillants d'entre eux de convaincre par leurs talents des parties prêtes à recourir à la violence de s'asseoir autour d'une table pour discuter. On ne peut guère citer de mission de ce genre qui ait réussi à empêcher une guerre. Tout le Chapitre VI de la Charte de l'ONU qui traite du règlement pacifique des différends énumère à ce sujet toutes les méthodes possibles : elles n'ont pratiquement jamais servi.

En revanche en ce qui concerne le type de prévention organisé dans le cadre de la CSCE, l'argumentation selon laquelle ce système a été créé dans des conditions si spécifiques qu'il ne saurait être généralisé mérite un examen critique. Pour pouvoir affirmer que la méthode des « mesures de confiance » et de réduction des

armements ne peut être systématiquement appliqué à tous les pays, il faudrait pouvoir avancer des raisons pertinentes. Or celles qui le sont aujourd'hui ne sont guère convaincantes. On prétend qu'il s'agissait d'une situation très particulière caractérisée par le surarmement conventionnel et nucléaire, par une méfiance justifiée à la fois par le déséquilibre des forces et par l'opposition idéologique entre les deux camps, que la nécessité de la coexistence avait créé une situation où les mesures de confiance offraient quelques apaisements dans le cadre d'une négociation plus vaste ; que la disparition soudaine de l'idéologie de l'Est, suivie par l'acceptation non moins surprenante de supprimer les dissymétries existantes en matière d'armements, a créé une situation unique où les mesures de confiance pouvaient prendre de l'ampleur et où la réduction des armements des deux côtés pouvait permettre de revenir à une situation plus normale.

Mais ceci ne serait pas reproductible ; il n'y aurait pas de raisons du même ordre pour négocier de la même manière ni dans les zones de tension du type Moyen Orient ou Inde-Pakistan, ni dans les zones où n'existe actuellement pas de tension et où des négociations de ce genre n'auraient pas de sens.

Cette argumentation ne résiste pas à l'examen :

1. La situation Est Ouest avait sans aucun doute ses spécificités, mais elle ressemblait beaucoup à toutes les situations de tension qui n'ont pas encore entraîné de guerre et où les peuples ne souhaitent pas vraiment se battre. Or il y en a beaucoup. Les méthodes de mesure de confiance et de réduction des armements sont parfaitement applicables dans ces situations (elles le sont par exemple actuellement entre les deux Corées), mais il n'y a aucune raison de ne pas les appliquer dans les zones où il n'y a pas de tension, mais où l'on maintient par routine des appareils militaires importants ; à plus forte raison encore dans celles où la politique des grandes puissances, — et des Etats Unis en particulier —, consiste à surarmer des régimes aussi peu démocratiques, aussi intégristes, et finalement aussi dangereux que celui d'Arabie Séoudite par exemple.

2. D'une façon générale, le maintien de hauts niveaux d'armements est dangereux. La production et le commerce des armes sont des activités qui devraient être soumises à un contrôle rigoureux sur le plan international et être limités par des règles strictes, universellement acceptées et sanctionnées. Un tel contrôle et une telle réglementation sont parfaitement concevables et praticables aujourd'hui, les accords déjà signés dans le domaine de la réduction des armements ou de destruction des armes chimiques et les mesures de vérification qu'ils comportent ayant ouvert la voie en ce domaine. Il est difficile d'imaginer des solutions plus efficaces pour apaiser les conflits en cours, que de tarir leurs sources d'approvisionnement en armes et en munitions.

3. Dans les grands pays démocratiques et dans de très nombreux pays moyens et petits, les opinions publiques souhaitent profondément la paix. Or cette volonté de paix des peuples fournit une base sérieuse pour l'établissement d'un système de sécurité préventif. Les peuples en général ne savent pas encore que c'est possible parce qu'ils vivent avec des idées périmées, que leur information sur les méthodes existantes — celles de la CSCE en particulier — est pratiquement inexistante. Mais si l'information leur était fournie, il y a fort à parier qu'ils feraient pression sur leurs gouvernements pour que ces méthodes soient adoptées.

4. Les grands pays démocratiques disposent de sérieux atouts pour proposer aux autres pays l'adoption de ce type de système préventif. Il serait par exemple beaucoup plus efficace et plus économique de protéger le « flanc sud » de l'Europe par des négociations de réduction et de contrôle des armements avec tous les pays situés au Sud de la Méditerranée que d'entretenir des dispositifs militaires coûteux pour se protéger contre d'éventuelles agressions. L'idée d'une Conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée (CSCM), soutenue aujourd'hui par l'Espagne et l'Italie, mériterait de susciter plus d'efforts que ceux qui sont actuellement employés pour la faire progresser.

L'idée d'une Conférence du même ordre en Asie (CSCA), proposée par Mikhaïl Gorbatchev en 1990 mériterait sans doute

aussi quelque attention. D'autres tentatives d'établissement de « plans de sécurité régionaux » préparés en tenant compte des spécificités régionales mériteraient incontestablement d'être faites en Afrique ou en Amérique latine. Il n'y a aucune raison valable pour que des plans de ce genre sérieusement étudiés ne permettent pas, région par région, d'assurer la sécurité autrement que par des moyens militaires qui seraient de ce fait réduits au minimum.

C'est à ce stade de l'analyse qu'il devient clair qu'une institution mondiale pourrait jouer en ce domaine un rôle fondamental. La question est ici de savoir quels engagements précis et vérifiables les pays sont prêts à accepter. Un pays qui n'a pas d'intentions agressives doit pouvoir en fournir la preuve. En fait c'est en vertu de ce raisonnement simple qu'ont été adoptés les accords de Stockholm sur les mesures de confiance et de contrainte entre les pays européens dans le cadre de la CSCE et l'accord « Cieux ouverts » qui permet la vérification aérienne des dispositifs militaires de Vancouver à Vladivostock et la Convention sur les armes chimiques en cours de ratification ³².

Le type d'organisation internationale de sécurité préventive qu'il est donc possible de constituer est une association limitée aux pays acceptant des conditions comparables, auxquelles devraient être ajoutées la renonciation à tout commerce des armes et l'acceptation de la vérification de toutes les fabrications d'armements. Cette association, ouverte à tous, serait très exigeante pour la vérification des conditions d'admission dans le « club » : réduction des niveaux d'armements, limitation des budgets militaires, méthodes acceptées de vérification, transparence des dispositifs. Ce que la CSCE a mis au point à cet égard est autrement efficace pour garantir la paix que la renonciation platonique à la guerre qui était naïvement prévue dans le Pacte Briand Kellog.

Les pays qui n'envisageraient pas de faire acte de candidature à cette association de pays pacifiques se désigneraient eux mêmes

³² Cf. notes 20 et 21 ci-dessus, pages 97 et 99.

comme agresseurs potentiels. Leurs gouvernements auraient peut être aussi des comptes à rendre à leurs opinions publiques. Il serait en tout cas légitime que l'organisation des pays pacifiques prenne toutes mesures pour les surveiller.

DÉMOCRATIE ET INSTITUTION MONDIALE

A un moment où tout le monde découvre à la fois l'importance nouvelle et l'impuissance d'une organisation jusque là ignorée et méprisée, en l'occurrence l'ONU, il peut paraître surprenant que nul ne semble songer à la remplacer par une institution utile et efficace. Le besoin d'agir sur la constitution de la société mondiale et sur le contrôle de son évolution devrait être facile à comprendre, les notions juridiques et institutionnelles étant familières aux esprits modernes. Ceux qui craignent que l'intégration de la société planétaire ne conduise à des cataclysmes devraient admettre qu'une constitution mondiale adaptée pourrait aider à les prévenir. Ceux qui souhaitent une société plus démocratique et plus juste devraient mesurer sans peine l'exceptionnelle importance de ce problème pour le progrès social. Or c'est le contraire qui se produit : la question est négligée ou abandonnée aux spécialistes. Et lorsque la question est évoquée, il n'est question que de corrections de détail au système institutionnel actuel.

Le prestige très récent et non mérité de l'ONU et de son Conseil de Sécurité ne devrait pourtant pas cacher l'incapacité de l'ensemble anarchique des institutions mondiales existantes à répondre aux problèmes mondiaux, ni le besoin urgent de doter la planète d'institutions capables d'assurer des fonctions indispensables.

Les fonctions indispensables

Ce dont le monde a aujourd'hui besoin c'est tout d'abord d'un système d'institutions qui permette un débat démocratique entre les nantis et les défavorisés et entre approches différentes des problèmes mondiaux. Il est indispensable qu'un dialogue puisse

s'établir entre les peuples et entre les catégories sociales qui sont appelées de plus en plus à vivre dans un espace politique commun. Si aucune communication n'existe entre des groupes dont les intérêts et les conceptions divergent, c'est par le développement d'idéologies opposées, par des mouvements migratoires massifs ou par la violence que se régleront les incompréhensions.

Si l'on ne peut rêver de créer tout de suite au niveau planétaire des institutions démocratiques du type de celles qui fonctionnent dans les pays civilisés, au moins devrait on tenter de s'en rapprocher le plus possible. Ceci implique que le monde puisse disposer d'un véritable système de sécurité. Mais il faudrait aussi que puisse être assurée une réelle coordination des stratégies économiques et sociales des gouvernements de tous les pays, qu'un système d'aide au développement des régions les plus défavorisées fonctionne de façon efficace ; qu'enfin la défense de la démocratie et des droits de l'homme, et celle des droits des peuples, et en particulier des minorités, soit sérieusement organisée.

C'est à ces conditions qu'il serait possible de maîtriser de manière pacifique et sans catastrophes l'évolution inévitable d'une société mondiale en cours d'intégration et de tenter de gérer la planète avec quelque rationalité. Or rien de semblable n'existe aujourd'hui.

L'autre conception possible d'une organisation mondiale

Le monde n'a en fait nul besoin d'une organisation où les dictateurs peuvent venir faire des discours sur les droits de l'homme. Ceci signifie que l'universalité n'a rien d'indispensable. Ce qui peut avoir un sens c'est une organisation dont les pays membres ont la volonté de respecter les principes auxquels ils souscrivent et qui sont prêts à accepter qu'on contrôle leur sincérité. C'est à cette condition fondamentale que les fonctions indispensables pourront être remplies correctement.

Or une telle conception n'a rien d'utopique. Le monde compte aujourd'hui suffisamment de pays (et de pays importants) dispo-

sant d'institutions démocratiques, ou au moins essayant d'adopter des institutions de ce type, pour que leurs peuples puissent exiger d'eux de respecter au plan international le respect des principes d'une société civilisée et l'acceptation de la vérification de leurs engagements. Cette méthode qui a été mise en pratique pour les problèmes de sécurité militaire est extensible à d'autres domaines tels que l'application des droits de l'homme, le respect des droits des minorités, le fonctionnement correct de la démocratie, l'affectation d'un montant raisonnable de ressources au développement des régions pauvres et à la conquête des droits économiques et sociaux.

Le fait de laisser en dehors de l'institution les pays dont les régimes ne sont pas démocratiques et ne respectent pas les droits de l'homme, n'affaiblirait en aucune manière son efficacité. Les principes reconnus dans la Charte de cette institution devraient être immédiatement applicables et contrôlables. Tels pourraient être pour des pays démocratiques : la renonciation à la guerre, la réduction des armements à des niveaux très bas, l'acceptation de la juridiction internationale en cas de conflit, le respect de la démocratie, des droits de l'homme, et des droits des minorités. Ceci devrait être complété par l'acceptation de plans et de délais précis pour la mise en oeuvre progressive dans les pays n'ayant pas atteint le stade de développement nécessaire, des droits économiques et sociaux, et de l'engagement d'affecter collectivement, à proportion de la richesse de chaque pays, des ressources nécessaires à cette fin.

Devrait faire partie intégrante de la dite Charte la description des méthodes de vérification prévues pour chacun des principes et acceptées par les pays membres, ainsi que celle de la structure des organes chargés de ce contrôle. L'organisation comprendrait de ce fait trois types d'organes :

- les organes de contrôle (ou juridictionnels) que nous venons d'évoquer ;
- ceux permettant d'organiser un large débat démocratique sur les problèmes mondiaux et sur les divergences d'intérêts ou d'interprétation culturelle de ces problèmes ;

- les organes intergouvernementaux enfin chargés d'assurer la coordination des stratégies dans les questions de sécurité, et dans les domaines économique et social.

Il n'est pas nécessaire d'établir un organigramme détaillé d'une institution de ce genre. Mais plusieurs points exigent quelque attention. Tout d'abord un débat véritablement démocratique ne peut exister s'il est organisé au niveau intergouvernemental seulement. L'échec total du dialogue Nord Sud l'a bien montré. Ses protagonistes devraient être des représentants des peuples élus directement au suffrage universel à cette fin. D'autre part les groupes minoritaires à l'intérieur des pays, ou les participants à des conflits potentiels, devraient avoir la possibilité de s'exprimer devant les instances internationales pour que des négociations puissent s'engager au lieu et place du recours à la violence.

Ceci suppose une Chambre des peuples, à caractère d'abord consultatif, institution parfaitement concevable dans des pays où les élections sont libres. A raison par exemple d'un représentant par 10 millions d'électeurs, le nombre des membres d'une telle chambre serait très comparable à ceux des parlements nationaux. Ceci suppose aussi qu'une procédure soit prévue pour définir les conditions d'audition des groupes minoritaires, et les suites à donner à leurs communications.

Les problèmes de gestion devraient en revanche demeurer du domaine de compétence des gouvernements. Il ne s'agit pas ici de gouverner le monde, mais de faire en sorte que la coordination des politiques nationales soit effective. Grace à l'expérience maintenant acquise dans la construction européenne, nous savons que pour réussir une construction supranationale, il est indispensable de définir « qui doit faire quoi », de répartir les fonctions entre les divers niveaux, en d'autres termes de respecter le principe qui est devenu soudain très populaire à l'occasion des discussions sur le Traité de Maastricht, le principe de « subsidiarité ». Or ce qui est vrai au niveau régional l'est encore davantage, bien entendu, au niveau mondial. Les compétences d'un système décisionnel de ce genre devraient donc être limitées, mais nettement définies.

En revanche il faut ici un système de représentation qui tienne compte de l'importance relative des divers pays. Accorder une voix à chaque Etat, comme à l'ONU aujourd'hui, est inéquitable, inefficace et non crédible ; la méthode du vote pondéré en fonction du produit national brut est également injuste, parce qu'elle exclut toute représentation des pays moyens et petits. Il est donc nécessaire de recourir à un système de représentation de type régional, qui permet à chaque pays important par sa richesse ou sa population de disposer d'un siège, et d'accorder un siège par groupe régional aux autres pays. L'idée de deux Conseils ainsi constitués, un Conseil de Sécurité et un Conseil de Sécurité économique, comptant environ 22 membres chacun a déjà fait quelques progrès dans les esprits ³³.

³³ Il existe 2 conceptions de la notion de réforme des Nations Unies. La première se limite à l'idée de réorganisation du Secrétariat. C'est celle soutenue par le gouvernement des Etats Unis, suivis par tous les principaux contributeurs au budget de l'organisation, y compris les Soviétiques. Les Nations Unies seraient mal gérées ; en les gérant mieux, et surtout plus économiquement, elles pourraient devenir efficaces. Cette conception relève d'une idéologie restrictive de l'action de l'organisation, surtout dans le domaine économique et social.

L'autre conception s'adresse à la transformation des organes intergouvernementaux ce qui pour les plus importants d'entre eux (Conseil de Sécurité, Conseil économique et social) implique une révision de la Charte. Cette conception s'est longtemps heurtée à l'idée qu'il était impossible de modifier la Charte, les désaccords entre Etats membres sur les conditions de cette révision étant trop importants pour qu'une négociation utile puisse s'engager à ce sujet. (Le cliché utilisé pour exprimer cette situation étant : « Il ne faut pas ouvrir la boîte de Pandore »). Toutefois surtout depuis 1985, l'idée qu'une révision de la Charte devient nécessaire fait des progrès.

Parmi les études, rapports, ouvrages consacrés à cette conception de la réforme, on peut citer : Maurice BERTRAND. *Contribution à une réflexion sur la réforme des Nations Unies*. (rapport du Corps Commun d'inspection des nations Unies, 1985) et *Refaire l'ONU. Un programme pour la paix*. Ed. Zoé, Genève, 1986. Un rapport d'un groupe de 22 experts réunis par l'Association des Etats Unis pour les Nations Unies. A successor vision, edited by Peter Fromuth. Une étude du world institute for development economic research, (relié à l'Université des nations Unies) 1989, The Nordic UN project, 1991. The Human development report du PNUD précité, 1992, toutes ces études reprennent l'idée de réduction du nombre des membres du Conseil économique et Social (actuellement 54 membres). Depuis 1991, l'Allemagne et le Japon, en revendiquant officiellement une place de membre permanent du Conseil de Sécurité (15 membres dont 5 permanents), ont de leur côté posé claire-

Il serait enfin essentiel que l'institution mondiale soit dotée d'un organe d'impulsion et d'initiative, et dispose de ressources propres. La Communauté européenne fournit à cet égard un modèle qui a démontré son efficacité pour la construction et la gestion d'une institution internationale, et qui pourrait être utilement retenu au niveau mondial. Le montant de ces ressources devrait être suffisant pour permettre à l'institution de financer les plans de sécurité dans les régions à risques, les grands programmes de développement des régions pauvres, et la généralisation de l'éducation. C'est dire qu'elles devraient être d'un autre ordre de grandeur que les sommes ridicules mises actuellement à la disposition de l'ONU et de ses agences spécialisées ³⁴.

Une institution composée des seuls Etats démocratiques garderait bien évidemment une vocation universelle, ce qui suppose

ment le problème de la révision de la Charte. Les idées directrices d'une réforme de ce genre concernent bien le nombre des membres des deux principaux Conseils de l'organisation, l'un pour le domaine économique et social (il est totalement inefficace aujourd'hui), l'autre pour les questions de sécurité (le Conseil actuel a quelque prestige, mais n'est représentatif ni des principales puissances, ni du Tiers Monde). Il est toutefois douteux qu'une réforme de ce genre puisse bientôt voir le jour, et même si elle était possible, il n'est pas certain que l'ONU, ainsi rénovée, pourrait répondre aux problèmes du monde actuel. La thèse développée dans ce chapitre est qu'il faudrait procéder autrement.

³⁴ Les représentants des pays occidentaux et ceux de l'URSS, ont toujours soutenu que les dépenses entraînées par les organisations mondiales étaient trop élevées. Il s'agit là d'un argument de mauvaise foi et dont l'inspiration idéologique est évidente. Les budgets de ces organisations représentent un montant dérisoire, s'il est comparé aux missions dont elles sont théoriquement chargées. Le montant annuel des ressources financières du Système des Nations Unies, — contributions obligatoires et volontaires était jusqu'en 1992 de l'ordre de 5 à 6 milliards de dollars. Ce chiffre est le 1/5 du budget d'une grande ville comme New York (27 à 30 milliards de dollars), ou la 150^e partie du budget fédéral des Etats Unis. Comparé au Produit Mondial Brut, il représente un effort comparable à celui d'un particulier qui prélèverait environ 4 francs sur un revenu de 10 000 francs. Au surplus ces contributions ne sont jamais versées à temps. Par exemple, au 31 décembre 1991, environ 1 milliard de dollars restaient dûs par les Etats membres à la seule Organisation des Nations Unies. Pour leur part, les Etats Unis restaient débiteurs de 409 millions de dollars, la Fédération Russe de 172 millions. (Cf. Simon DUKE. *The UN financial crisis*. International Relations, vol. XI, n° 2, août 1992). Depuis 1992 il faut ajouter au montant des budgets le financement des dépenses de maintien de la paix qui se sont élevées en 1993 à 3 milliards de \$ environ.

qu'elle définisse une stratégie vis à vis des Etats non membres. La généralisation de la démocratie au plan mondial devrait être l'axe fondamental de sa politique. En tout état de cause les instruments nécessaires à la maîtrise de l'intégration de la société mondiale existeraient. C'est dire que si une institution de ce genre était établie, le monde serait plus sûr.

LE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ PRÉVENTIVE

L'établissement d'une société pacifique suppose que la lutte contre la misère et l'ignorance et pour le développement de la démocratie soit conduite avec plus d'énergie et plus de moyens que ce n'est actuellement le cas. Le problème des ressources qui devraient lui être affectées est celui qui doit être le premier démystifié, parce que l'argument de l'impossibilité de mobiliser les sommes nécessaires est le plus facilement accepté par une opinion non informée de la nature du problème.

L'opinion croit en effet qu'il s'agit de charité, et que « charité bien ordonnée commence par soi même ». Elle pense qu'il est déjà très difficile de trouver les ressources qui seraient nécessaires pour aider au redémarrage des économies, pour combler les déficits de la sécurité sociale ou des caisses de retraites et d'assurance chômage, pour faciliter la reconversion des secteurs défavorisés, pour donner des salaires décents aux enseignants, aux infirmières ou aux policiers. Elle croit que pour faire face à ces problèmes intérieurs, il faudrait, aux Etats Unis, comme en Europe, accroître les déficits de quelques centaines de milliards de dollars ; que pour pouvoir empêcher l'élargissement du trou de l'ozone et pour contrôler et limiter le développement des émissions de chlorofluorocarbones qui résulteront du développement industriel du Tiers Monde, il faudrait mobiliser encore quelques autres centaines de milliards de dollars, qu'il n'a pas été question de trouver en 1992 à la Conférence de Rio sur l'environnement.

S'il faut encore trouver des montants du même ordre pour prévenir le développement des conflits ethniques dans les Bal-

kans ou dans les pays de l'Est, pour empêcher la décomposition possible de la Russie et des pays de la Communauté des Etats Indépendants, pour stabiliser dès maintenant les flots migratoires du Sud vers le Nord, — c'est à dire faire en sorte que les migrants potentiels préfèrent dorénavant rester chez eux —, pour prévenir le développement des intégrismes, sources de probables nouveaux conflits en Afrique du Nord, au Moyen Orient et ailleurs, pour empêcher de nouvelles famines en Afrique, pour aider de façon décisive et rapide au développement économique du Tiers Monde, où trouvera-t-on tout cet argent ?

On ne trouve pas en effet, comme par magie, deux ou trois milliers de milliards de dollars. « We have more will than wallet » (nous avons plus de bonne volonté que de portefeuille), disait à ce propos l'ex-Président Bush, pour justifier l'impossibilité d'investir plus d'argent dans les infrastructures, l'éducation, la formation dans son propre pays. Robert Reich qui cite cette formule comme exemplaire de l'hypocrisie du discours politique, répondait avec justesse à cette affirmation péremptoire par deux questions brèves : Whose will ? Whose wallet ? (la volonté de qui ? et le portefeuille de qui ?). Mais il reste que la formule présidentielle paraît très naturelle à une opinion publique qui n'a aucune envie de payer plus d'impôts pour faire ce qu'elle considère comme de la charité.

Or il ne s'agit pas de charité, mais de sécurité : Et pour sa sécurité militaire le monde dépense plus de mille milliards de dollars par an. Le problème est donc de savoir si cet argent qui est dans les budgets nationaux, est bien employé à la mise en oeuvre d'une stratégie adéquate. Sans doute l'establishment militaire dans tous les pays prétend-il que les réductions des budgets militaires ont maintenant atteint leurs limites, que l'idée qu'il serait possible de percevoir des « dividendes de la paix » était une illusion, que devant la recrudescence des menaces, il ne faut pas « baisser la garde ». Mais ces arguments ne seraient valables que si les menaces dont il s'agit comportaient une réponse uniquement militaire et tel n'est évidemment pas le cas.

Il s'agit en réalité de répartir les dépenses de sécurité qui atteignent 5 % du PNB en moyenne (le produit brut mondial est d'environ 20 000 milliards de dollars), entre l'entretien de forces militaires suffisantes pour répondre aux menaces militaires éventuelles et la mise en oeuvre de politiques de prévention efficaces contre toutes les menaces contre la sécurité.

Or les appareils militaires existants restent encore aujourd'hui beaucoup trop importants. Sans doute a-t-on commencé dans divers pays à réduire les dépenses militaires, soit pour tenir compte des accords de réduction des armements, soit pour faire des économies. Mais ces réductions sont restées modestes. Les armées nationales en Occident continuent d'être conçues comme s'il s'agissait de faire face à des menaces d'agression du voisin immédiat, ou de participer à une alliance contre une autre alliance surarmée. Ce sont les structures et les dimensions des appareils militaires qu'il faut aujourd'hui repenser, et ceci devrait conduire à les réduire considérablement. Ils n'ont guère de sens que pour faire face aux agressions qui pourraient provenir des pays du Tiers Monde. Or la négligence ou l'ignorance des problèmes existant dans les pays pauvres et les politiques de ventes d'armes imperturbablement poursuivies par les principaux pays producteurs conduisent justement à créer ces menaces. Il est temps d'échapper à ce cercle vicieux de l'absurde qui consiste à entretenir et développer des menaces auxquelles on prétend devoir faire face.

Les véritables risques que l'on doit faire aujourd'hui disparaître, — conflits intraétatiques, migrations massives, développement d'idéologies contre l'Occident — ne relèvent pas d'une politique de répression. Les tentatives faites aujourd'hui pour apaiser les conflits ou pour élever des barrières aux frontières contre les immigrants clandestins démontrent amplement la faillite de ces méthodes. Il est devenu urgent au contraire de mettre au point une stratégie de prévention systématique, dont le financement devrait prendre une place prépondérante dans les budgets de sécurité.

Le transfert d'un cinquième des dépenses militaires mondiales fournirait 200 milliards de \$ par an, et il serait aisé, si le problème de la sécurité globale était compris par l'opinion et par les gouvernements de transférer bien davantage encore. Au surplus une stratégie de prévention est toujours beaucoup moins coûteuse qu'une stratégie de répression. La guerre du Golfe a coûté plus de 90 milliards de dollars. Le coût de reconstruction des pays dévastés par les conflits en cours atteindra des centaines de milliards. Il est en définitive beaucoup plus économique d'aider les pays à ne pas être détruits, que de les aider à se reconstruire. A long terme d'ailleurs, l'application continue de la prévention, dans le cadre du système de sécurité planétaire qui a été ici préconisé, contribuerait à réduire le coût de la sécurité pour tous les pays.

LE CONTENU DES PLANS DE DÉVELOPPEMENT ET DE SÉCURITÉ

Les résultats obtenus jusqu'ici par les politiques d'aide au développement des régions pauvres sont à de rares exceptions près, si peu encourageants que l'idée de fonder une stratégie de sécurité sur des programmes de ce genre apparaît à première vue ridicule. L'opinion qui prévaut est que toutes les politiques d'aide sont inefficaces si les gouvernements et les peuples n'ont pas la volonté profonde de s'aider eux mêmes. Les exemples des « dragons » sont volontiers cités à cette fin. En définitive l'Occident, pensant sincèrement avoir tout essayé en ce domaine, est résigné à la misère du Tiers Monde et reste sceptique sur la possibilité de faire autrement. Les actions humanitaires l'aident à avoir bonne conscience à cet égard.

Or s'il est exact que les politiques d'aide aux pays pauvres ont en gros échoué, la faute n'en revient pas au principe de telles politiques mais aux méthodes qui ont été appliquées. Non seulement le montant de l'aide distribuée a été dérisoire, — à peine 0,25 % des PNB des pays riches en moyenne, soit l'équivalent d'une aumône de 25 f donnée par un commerçant qui aurait un revenu net de 10 000 f, et qui exigerait au surplus que le montant

en soit dépensé dans sa boutique — ; mais elle a été distribuée par un nombre considérable de centres les plus divers (aides bilatérales, Communauté Européenne, Programmes et Agences de l'ONU, Banque mondiale, organismes privés), divisée en une multitude de petits projets non coordonnés et souvent non adaptés aux problèmes des pays, utilisée davantage à payer des experts occidentaux qu'à créer des investissements ou à former des techniciens locaux, bref gaspillée. Les politiques économiques et sociales recommandées par les divers centres d'aide ou de crédit ont été contradictoires (FMI, Banque mondiale, ONU). Enfin les montants d'aide concernant les achats d'armements ont été souvent supérieurs à ceux consacrés au développement. La dette des pays pauvres a été inconsidérément accrue par le financement de projets grandioses et inutiles. Le procès des politiques suivies jusqu'ici n'est plus à faire.

Mais tout ceci ne condamne pas une entreprise qui répondrait à d'autres critères et à d'autres méthodes, c'est à dire :

- qui utiliserait un montant de ressources suffisant, c'est à dire qui atteindrait au minimum le seuil de 1 % des PNB des pays riches, niveau qui avait été promis depuis 30 ans aux pays pauvres, sans que la promesse ait été tenue ;

- qui mettrait ces ressources au service de l'éducation, de la création d'emplois, de l'organisation et du soutien de la démocratie ;

- qui serait diversifiée suivant les pays, mais de préférence dans le cadre de plans régionaux ou sous régionaux et qui ferait partie d'une vision globale du développement de l'économie mondiale ;

- qui, ayant défini, par négociations avec les intéressés la nature de sa conditionnalité, s'en remettrait aux pays eux mêmes pour gérer leur développement.

- qui enfin lierait la réduction des dépenses militaires dans les pays concernés à l'aide au développement.

Trois points méritent à cet égard une attention particulière. ce sont l'éducation, la démocratie et les droits de l'homme, la sécurité.

L'éducation

La faiblesse des moyens mis à la disposition de l'éducation dans les pays pauvres ne trouble pas beaucoup la conscience des habitants des pays riches. Les grands pays colonisateurs, y compris ceux qui comme la France se flattaient d'une mission « civilisatrice » se sont comportés à cet égard de façon fort négligente. Les statistiques des anciens empires en matière de développement de l'éducation sont à cet égard révélatrices. Au Burkina Fasso par exemple, le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire atteignait au moment de l'octroi de l'indépendance à ce pays (la Haute Volta) 5 % dans les campagnes et 13 % en ville ; les chiffres de bien d'autres pays africains n'étaient guère plus élevés.

La communauté internationale, à travers l'UNESCO, — organisation internationale chargée entre autres problèmes des questions d'éducation — n'a guère fait beaucoup mieux que les anciens pays colonisateurs. L'UNESCO a complètement failli à sa tâche en ce domaine. Elle n'a pas réussi à faire prendre conscience de l'importance primordiale du problème. Chargée, il est vrai, d'autres missions qui ont sans doute paru plus brillantes à ses Directeurs Généraux et à son Conseil exécutif dans les domaines de la science, de la culture et de la communication, elle n'a réussi à obtenir en matière d'éducation qu'un budget ridicule par rapport à l'immensité de la tâche. Elle a certes, de concert avec la Banque Mondiale, mis au point quelques projets et fait un peu de formation.

Mais il n'y a pas eu de croisade pour l'éducation, capable de mobiliser le financement qui aurait permis de faire respecter partout le droit à l'éducation. Le résultat est qu'aujourd'hui le nombre d'analphabètes dépasse le milliard, que l'analphabétisme est considéré comme impossible à éradiquer, que la majorité des enfants comptés comme scolarisés dans le Tiers Monde n'ont

atteint qu'un niveau d'éducation très primitif, (certainement inférieur à celui qu'atteignent dans les pays développés les enfants de 8 à 9 ans à l'école primaire), et que seules des élites privilégiées dans la plupart des pays pauvres ont accès au niveau secondaire et supérieur.

Ce serait incontestablement un très grand dessein que de tenter de changer tout cela et de préparer l'avènement d'une société où le droit à l'éducation serait reconnu et respecté. La guerre à l'ignorance exigerait sans doute des plans logistiques plus vastes et plus complexes que ceux d'une expédition militaire du type guerre du Golfe.

Les énormes efforts déployés dans les pays riches pendant des décennies pour développer leurs systèmes d'éducation — sans que l'on puisse dire pour autant que le résultat en soit réellement satisfaisant — donnent une idée de ceux qu'il faudrait faire pour réussir en 10 ou 20 ans à généraliser au monde entier un enseignement primaire de qualité, à créer un niveau secondaire capable d'accueillir une fraction significative de la population, à constituer les universités et centres de recherche qui devraient couronner l'édifice, à instaurer un enseignement des langues capable de faciliter entre les peuples du monde la communication intraculturelle, enfin à rendre plus démocratique et plus valable l'enseignement aujourd'hui dispensé dans les pays développés eux mêmes.

En fait c'est la conception même de l'éducation qui doit être révisée, aussi bien dans les pays pauvres que dans les pays riches. Il ne s'agit pas seulement de donner aux enseignants des salaires convenables et plus de considération. Il s'agit d'intégrer l'éducation à la vie, d'utiliser pour l'enseignement toutes les compétences, de faire de l'éducation permanente, de transférer le pouvoir de la télévision des marchands de lessive aux universités, d'accorder en définitive à l'épanouissement de la personne humaine la priorité sur la production des biens matériels. Il s'agit d'un choix de société.

Si ce choix était fait dans le bon sens, ce serait en effet la société planétaire elle même qui serait complètement transformée

et dont l'intégration sur tous les plans pourrait alors se poursuivre sans cataclysmes. S'il semble n'y avoir aucune chance aujourd'hui pour qu'il en aille ainsi, il est en tout cas certain que c'est une croisade de ce genre qui devrait faire partie des programmes de ceux qui prétendent vouloir changer le monde pour le rendre plus humain.

En tout état de cause, l'investissement public au niveau mondial est le seul qui puisse exploiter utilement les ressources les plus rentables qui existent. Nul n'ignore que ce sont les ressources humaines. La Banque mondiale a publié plusieurs rapports pour démontrer la très grande rentabilité des investissements dans le développement de l'éducation. Pour que ces démonstrations soient suivies d'effet, les plans de développement devraient accorder la priorité à l'enseignement. Les experts du développement devraient céder la place aux enseignants et aux formateurs d'enseignants.

La démocratie

Les conditions d'exercice de la démocratie ne sont pas réunies dans les pays qui comptent une grande proportion d'analphabètes et où règne une extrême inégalité sociale, ce qui est le cas de la majorité des pays en développement. En Amérique latine, en Afrique et dans quelques pays asiatiques, on constate bien aujourd'hui un effort de réintroduction de régimes fondés sur des élections. Mais le soutien apporté par l'Occident à cette transformation reste extrêmement limité. Les grandes puissances continuent à soutenir, comme aux meilleurs temps de la guerre froide, militairement et économiquement des régimes non démocratiques et ne font rien pour aider sérieusement les pays qui tentent d'instaurer la démocratie.

Or la démocratie, ce n'est pas seulement le multipartisme, c'est aussi un niveau relativement élevé d'éducation, une plus grande égalité sociale, une fiscalité progressive et équitable, une police, une magistrature et une administration compétentes et sachant respecter les droits de l'homme. L'action sur la fiscalité devrait retenir particulièrement l'attention dans la mesure où tout sys

tème fiscal reflète inévitablement la conception qu'une société se fait de la structure sociale souhaitable. L'assistance technique dans ces domaines devrait donc représenter une partie importante des ressources consacrées à l'aide au développement. Ceci suppose le renoncement à des considérations périmées de real politik, et un long chemin reste à parcourir pour y arriver.

La sécurité

Si l'éradication de la misère et de l'ignorance contribue à la sécurité à long terme, il est non moins certain que l'extension d'un système de sécurité planétaire fondé sur la confiance et le contrôle et sur la réduction des armements exige en contrepartie que la sécurité des pays en développement soit garantie dans l'immédiat par d'autres moyens que par des armées nationales. Ceci suppose non seulement que la conditionalité de l'aide concerne la réduction des budgets militaires, l'acceptation de la transparence et des mesures de confiance et de sécurité, mais que la garantie de la sécurité puisse être organisée sous la forme par exemple de stationnement dans les zones critiques de contingents internationaux de casques bleus à la requête des gouvernements concernés, et qu'un Conseil de Sécurité rénové ait pour mission non de réprimer, mais de prévenir les troubles éventuels en examinant régulièrement les conditions de sécurité région par région.

TROISIÈME PARTIE
LA MODERNISATION
DU SYSTÈME EXPLICATIF

Si, comme il vient d'être tenté de le démontrer, une véritable stratégie préventive est concevable, la question qui se pose est de savoir pourquoi aucune recherche sérieuse n'est entreprise pour en définir au moins les grandes lignes et pour tester sa possibilité de mise en oeuvre. Si les idées qui ont été développées dans le chapitre précédent sont, quand elles sont énoncées, rejetées d'un revers de main, c'est qu'elles n'entrent pas dans le cadre de la philosophie politique régnante. Or cette philosophie est archaïque et périmée. Elle est entachée d'un effet retard aussi considérable que celles qui ont conduit aux cataclysmes précédents. C'est donc cette philosophie qu'il faut remettre en question.

CHAPITRE VIII

LE RÉALISME ET LE TECHNO-ÉCONOMISME

LE « RÉALISME » RÉMANENT

En continuant d'affirmer « qu'il faut être réaliste », nous nous sentons sérieux, concrets, adultes, éloignés des rêveries et de l'utopie. Ce réalisme rémanent comprend trois éléments fondamentaux.

Le premier est le mépris des « idéologies ». Notre époque n'est pas favorable à l'utopie. Nous estimons volontiers que les utopies ont coûté fort cher à ceux qui les ont poursuivies. Les grands sentiments, les grandes illusions, les grands principes, les théories dont les noms se terminent en « isme » nous laissent méfiants. Tout cela a couvert trop de régimes oppressifs, trop de crimes, trop de guerres. Nous nous voulons, — nous sommes — pragmatiques et raisonnables.

Cela ne signifie pas que nous renoncions à tout idéal, ni que nous ne parlions volontiers de la défense des « valeurs » auxquelles nous croyons, mais nous savons que les idéaux sont souvent lointains, et que si nous pouvons individuellement conformer notre conduite à notre éthique personnelle, il serait absurde d'imaginer qu'une morale rigoureuse et exigeante puisse régler les mœurs politiques, la pratique des affaires, et encore moins les rapports internationaux. Le « réalisme » consiste à rester « objectif » en matière politique. Nous sommes arrivés au temps de la « mort des idéologies », si l'on entend par idéologies les visions d'un monde meilleur que l'on pourrait obtenir en bouleversant l'organisation sociale. Le réalisme équivaut donc à l'acceptation du monde tel qu'il est, du moins dans sa forme la plus évoluée,

celle de la démocratie libérale et capitaliste et de la société de consommation, où il y a sans doute encore place pour des améliorations et même des réformes, mais non pour des révolutions.

Cette conviction s'appuie toujours sur la théorie de « l'intérêt », considéré comme la seule base d'un comportement rationnel. Toute référence à des motifs plus nobles — générosité, grandeur d'âme, dévouement, curiosité, esprit de coopération, vision d'un avenir meilleur — relève dans cette optique, de la naïveté. *A fortiori* sur le plan international nous paraît-il normal que les gouvernements ne prennent pour guide de leurs stratégies que « l'intérêt national », sorte d'absolu qui n'est ni négociable, ni discutable. Au superlatif, cela devient la « défense des intérêts vitaux ». Dans ces luttes entre ces « monstres froids » que sont les « Etats nations » le respect d'une morale serait illusoire.

Un monde où chaque pays défend ses intérêts par tous les moyens paraît donc un monde normal : cela ne se discute pas. Croire qu'il pourrait en aller autrement est ridicule. Les citoyens, aussi bien que les membres de la classe politique dans les pays occidentaux — même s'ils n'ont ni lu ni entendu parler de Machiavel, de Frédéric II ou de Clausewitz —, ni encore moins des théoriciens plus modernes du « réalisme », disposent en fait d'une théorie.

Or cette théorie de « l'intérêt national », du comportement rationnel des acteurs politiques, et du refus de tenir compte des règles morales dans les rapports entre les nations s'accompagne naturellement d'une philosophie du développement institutionnel, selon laquelle l'Etat nation reste la base fondamentale dont il ne faudrait compromettre la solidité à aucun prix : la nation serait la forme achevée de la société humaine. Il serait possible d'abandonner quelques éléments de souveraineté pour permettre des constructions régionales comme la CEE, — parce que les marchés doivent avoir aujourd'hui une dimension plus grande, — mais il faudrait se garder avec prudence de toute construction supranationale au niveau mondial. Il faudrait bien entendu, vivre avec son temps, donc participer à des « organisations internationales », les utiliser au mieux de ses intérêts, mais

tout ce qui tendrait vers quelque chose qui pourrait faire penser à un « gouvernement du monde » serait proprement ridicule, et au surplus dangereux. L'ONU, telle qu'elle a été conçue en 1945 suffirait largement à nos besoins. Surtout pas d'utopie « mondiale » qui proposerait d'aller plus loin.

Le troisième élément du réalisme est enfin la confiance dans les analyses spécialisées, ou si l'on préfère la foi dans les « experts ». Le recours au professionnalisme fait sérieux. Le rejet des idéologies et des théories générales conduit à croire à la valeur des disciplines, surtout à celles qui peuvent adopter une présentation proche de celle des sciences physiques et utiliser les mathématiques. Il faudrait donc faire confiance aux économistes pour l'économie, aux démographes pour la démographie, aux spécialistes des impôts pour la fiscalité, aux spécialistes de stratégie quand il s'agit de problèmes de sécurité militaire. Mieux vaudrait un savoir fragmentaire que des visions d'ensemble douteuses, sans même soupçonner que les spécialistes peuvent aussi avoir leurs idéologies et faire de nous leurs dupes au nom de leur technicité.

LE VOLET MILITAIRE

La conséquence du « réalisme », tel que décrit ci dessus, est que la grille de lecture actuelle continue de comporter un volet militaire fondamental. Puisque les Etats nations sont des « monstres froids » et, -puisque leur destin est quelquefois confié à des fous dangereux —, il serait indispensable de rester prêts en permanence à répondre aux menaces qui peuvent ainsi surgir. La « sagesse des nations » peut être résumée dans l'adage fort ancien « Si tu veux la paix, prépare la guerre », ce qui signifie que la sécurité dépend de la force des armées et de la détermination de se défendre. Et ceci conduit à admettre comme évident que les conflits internationaux doivent revêtir tôt ou tard une forme militaire.

« Quelque direction que prenne le monde, il ne se passera pas des armes. Sans la force, en effet, pourrait on concevoir la vie ? Qu'on empêche de naître, qu'on stérilise les esprits, qu'on glace

les âmes, qu'on endorme les besoins, alors sans doute, la force disparaîtra d'un monde immobile. Sinon, rien ne se fera qu'elle ne demeure indispensable. Recours de la pensée, instrument de l'action, condition du mouvement, il faut cette accoucheuse pour tirer à jour le progrès. Pavois des maîtres, rempart des trônes, bélier des révolutions, on lui doit tour à tour l'ordre et la liberté. Berceau des cités, sceptre des empires, fossoyeur des décadences, la force fait la loi aux peuples et leur règle leur destin. En vérité l'esprit militaire, l'art des soldats, leurs vertus sont une partie intégrante du capital des humains. »³⁵.

La grande majorité des esprits (avec peut-être quelques réserves sur le style) souscrirait aujourd'hui encore à cette analyse gaullienne. Il paraît donc naturel —, et indispensable —, de consacrer une partie raisonnable du Produit Intérieur Brut aux dépenses militaires, — et il faudrait veiller à ce que l'appareil ainsi entretenu ne se démode pas, et reste à la hauteur de l'équipement des adversaires potentiels. Au surplus le patriotisme serait une vertu fondamentale. Il serait, puisqu'il implique l'idée de « sacrifice », la seule exception notoire et acceptée à la règle du pur intérêt, mais cette exception s'explique aisément par le fait que l'intérêt du groupe est supérieur à celui des individus et aussi parce que dans une société qui tend à secréter l'ennui, la guerre reste, dans les phantasmes machistes, la seule méthode qui offre l'aventure, le risque, les occasions de courage et de prestige.

La théorie « réaliste » représente donc une sorte de sagesse. C'est une théorie pessimiste de la nature humaine en général et du comportement des dirigeants politiques en particulier. Elle fournit une explication simple des guerres toujours renouvelées ; elle semble en accord avec ce que Freud nous a appris sur les pulsions agressives, sur l'instinct de mort, ou sur l'inconscient en général. Elle donne aisément l'impression de préserver de toutes les illusions et d'aider à ne pas être dupe. Cette vieille théorie a même été rajeunie et proposée comme un véritable « paradigme » par de nombreux universitaires appartenant à l'école américaine

³⁵ Charles DE GAULLE. *Le fil de l'épée*. Ed Berger Levrault, Paris, 1932.

des relations internationales. Morgenthau par exemple, l'un des premiers, a présenté les choses de façon systématique en énumérant les concepts de base qui lui confèrent un caractère « scientifique » :

- le concept d'intérêt, appliqué aux unités politiques territoriales, intérêt qui s'exprime en termes de pouvoir, concept moteur de toute stratégie en politique étrangère, et qui se traduit par la tendance à l'agrandissement territorial ou par l'impérialisme sous toutes ses formes.

- le concept d'équilibre des puissances (balance of power).

- le concept de l'autonomie absolue des unités politiques, qui, souveraines, n'acceptent aucune restriction à leur action ni à l'intérieur de leurs frontières, ni dans leurs relations avec les autres unités. Ce concept, qui constate l'état d'anarchie au niveau international entraîne pour conséquence l'absence de toute morale dans les relations internationales, soit le règne de la seule loi de la jungle, ou encore de la « realpolitik ».

- le concept de permanence de la nature humaine — et en conséquence de la permanence des conditions qui président à la fabrication de l'histoire. C'est la sagesse de l'Ecclesiaste, — « Ce qui a été sera, il n'y a rien de nouveau sous le soleil » — élevé à la hauteur d'un paradigme ³⁶.

³⁶ Hans MORGENTHAU. *Politics among nations*. (éd Alfred Knopf, 1956, New York, 1^{re} édition, 1948.)

La théorisation des relations internationales est une entreprise américaine, qui n'a été suivie qu'avec retard et scepticisme par les universitaires européens, plus intéressés par l'histoire diplomatique ou le droit international. D'excellents exposés sur la naissance et l'évolution de cette discipline, ses divers paradigmes concurrents, ses principaux auteurs, ses diverses écoles réaliste, néoréaliste, géopolitique, léniniste, transnationaliste, intégrationniste etc peuvent être trouvés dans : Marcel MERLE. *Sociologie des relations internationales*. Paris, Dalloz, 1988. Jacques HUNT-ZINGER. *Introduction aux relations internationales*. Ed. du seuil, Paris, 1987. Philippe BRAILLARD et Mohamed REZA DJALILI. *Les relations internationales*. (PUF, Que sais-je, Paris, 1988). Pierre DE SENARCLENS. *La politique internationale*. Armand Colin, Paris, 1992. Il est loin d'être certain que cette discipline fournisse un système explicatif des relations internationales. Elle a le mérite de mettre en lumière les relations entre les idéologies, les phénomènes économiques et sociaux, et la définition des politiques étrangères.

L'antihistoricisme enfin vient renforcer cette tradition d'analyse politique qui remonte à Hobbes et à Machiavel. Mais c'est au techno-économisme que revient en revanche la tâche d'expliquer l'évolution sociale.

LE TECHNO-ÉCONOMISME

La conception dominante de la politique intérieure et de l'évolution sociale est elle aussi largement qualifiable de « réaliste » : c'est encore la notion d'intérêt qui y domine le champ explicatif, ainsi que la notion de conflit et de compétition. Une différence fondamentale est en revanche qu'ici la théorie est optimiste : la recherche de l'intérêt individuel, grâce aux merveilleux mécanismes du marché, profite à l'intérêt général. Les références intellectuelles sont ici un mélange de Darwinisme, de théorie classique économique, de sélection naturelle, d' »*homo economicus* », d'équilibre qui s'établit par l'offre et la demande.

Mais cet économisme se complète par une théorie du changement qui est d'ailleurs elle aussi optimiste. L'accord très général sur le rôle des techniques et sur l'importance des facteurs économiques dans l'évolution des sociétés est en effet le phénomène le plus aisé à observer et à reconnaître.

Nous vivons, au moins dans les pays riches, dans une ambiance d'« économisme » dominant. Dans une société qui a pour credo la croissance économique, il paraît tout à fait naturel que les gouvernements aient essentiellement pour objectif de garantir la continuité de cet accroissement du gâteau commun, tout en naviguant au plus près entre les risques d'inflation et de chômage, en s'efforçant de préserver un certain niveau de justice sociale. Il paraît normal que désormais ce soit la puissance économique qui confère aux Etats nations l'essentiel de leur importance politique. Il n'est pas nécessaire d'être marxiste aujourd'hui pour penser que l'invention technologique est le moteur des transformations sociales, et que ce sont les facteurs économiques qui dominent les comportements politiques. C'est l'opinion du plus grand nombre.

Il paraît de ce fait tout à fait normal que toute la philosophie de la construction européenne par exemple, repose sur le postulat que l'union commerciale, puis économique et monétaire doive précéder et entraîner l'union politique. La mythologie qui est proposée par les médias met en scène des « géants » économiques (les Etats Unis, l'Allemagne et le Japon) dont la lutte pour l'hégémonie, à travers la « conquête » des marchés par leurs firmes multinationales devrait marquer la fin du XX^e siècle, à moins que les nouveaux « dragons » (Corée du Sud, Singapour, Taiwan, Hong Kong) ne viennent troubler le jeu ou que la « forte-ressse Europe » ne bâtit des murailles suffisamment élevées pour se protéger des assauts. Ces tentatives de rendre épiques les luttes économiques font croire que les intérêts des peuples sont liés à la supériorité de l'ensemble régional dont ils font partie.

Dans cette ambiance, il n'y a rien d'étonnant à ce que soit accepté, sans même y réfléchir, un ensemble d'explications des phénomènes contemporains, qui constitue bien une théorie. C'est celle de l'influence prépondérante sinon exclusive des inventions techniques sur l'évolution des sociétés. Il y a cent ans, cela s'appelait le « progrès » : la science et la technique libéraient l'homme et le rendaient meilleur. Ce concept utopique et naïf a été abandonné, parce que plusieurs cataclysmes au XX^e siècle ont montré qu'il n'en allait pas ainsi. Mais l'essentiel en a été conservé, c'est à dire l'idée que l'état des techniques de production conditionne la structure des sociétés.

Les notions d'ère « industrielle » et d'ère « post industrielle », qui ont succédé au « mode de production agro pastoral » font partie du vocabulaire courant. Ces concepts impliquent une vision de l'histoire selon laquelle les vagues successives d'inventions techniques ont entraîné l'émergence et le développement de nouvelles classes sociales et des modifications des structures politiques.

Ne nous a-t-on pas enseigné que les perfectionnements de l'art de la navigation à la fin du XV^e siècle ont permis à l'Europe la conquête du reste du monde et enrichi une classe bourgeoise et capitaliste qui, après avoir aidé à renforcer l'absolutisme, ne

pouvait pas ne pas réussir à prendre le pouvoir politique ? N'avons nous pas appris que l'invention de la machine à vapeur et de quelques autres machines ont conduit à la naissance de l'industrie, et avec l'ensemble des inventions ultérieures (électricité, télégraphe, automobile, avion etc) entraîné une nouvelle répartition de la population entre le secteur « primaire » et le secteur « secondaire », puis « tertiaire » qui prend aujourd' hui la place prépondérante ? Ne savons nous pas que ces modifications sociales — et notamment le développement des « classes moyennes » ont entraîné à leur tour l'enrichissement et l'élévation des niveaux de vie, la participation plus active des citoyens à la vie publique, l'instauration de régimes de plus en plus démocratiques (sauf accidents, qui se sont dramatiquement produits) ?

N'admettons nous pas sans protester que l'on puisse parler des « modes de production » agro-pastoral, industriel et post industriel, comme si la notion marxiste de « mode de production », débarrassée de ses connotations idéologiques était passée dans la langue courante sans problème et comme si nous étions tous persuadés que ce sont les « infrastructures » qui produisent les « superstructures », c'est à dire que les phénomènes institutionnels, sociaux, intellectuels, culturels ne représentent en définitive qu'une réponse aux transformations entraînées par les données techno-économiques ?

Même quand nous prétendons reconnaître aux inventions conceptuelles ou institutionnelles une importance fondamentale, nous n'avons pas de théorie pour rendre compte de leur influence directe. Nous respectons la mémoire des grands hommes qui ont proposé des concepts nouveaux ou mis au point des institutions qui garantissent les libertés publiques et les conquêtes sociales, mais nous avons tendance à penser que ces inventions conceptuelles ou institutionnelles étaient en quelque sorte inévitables, et n'auraient pu revêtir d'autres formes valables (les monstruosité qui font exception telles que les concepts de base du fascisme, du nazisme ou du communisme stalinien ayant finalement disparu après avoir fait beaucoup de mal).

Il paraît évident que les forces mises en oeuvre par les inventions techniques et leur mise en application à l'économie conduisaient à l'accroissement des pouvoirs économiques et du niveau d'éducation des individus et donc à un certain type de société qu'il convenait seulement de mettre en ordre, ce qu'auraient fait intelligemment les théoriciens et les praticiens de la démocratie, de l'éducation, de la sécurité sociale, de l'organisation des entreprises ou des marchés. Mais nous pensons volontiers :

- qu'il était impossible d'inventer à travers d'autres concepts culturels, politiques, ou institutionnels, un autre type de société que celle que nous connaissons en Occident,

- qu'il faut sans doute l'améliorer encore mais en conservant l'essentiel du modèle mis au point,

- qu'il s'agit là d'un modèle qui devra être copié par le reste du monde, puisqu'il est le meilleur,

- que les peuples du Tiers Monde devront toutefois faire des efforts considérables pour « rattraper » un jour le niveau de vie et le type d'organisation qui a réussi en Occident et que cela prendra du temps, même si nous les aidons quelque peu à faire ce chemin.

Ainsi l'ensemble constitué par le « réalisme » et le « technonéonomisme » constitue-t-il un système explicatif qui peut sembler complet et cohérent. Il explique ce qui ne change pas et ce qui change, la force des puissants, la faiblesse des pauvres, la supériorité de l'Occident, l'évolution sociale et sa relative lenteur, les guerres et les désirs de paix. Il ne s'embarrasse en aucune manière des différences de perceptions ou de principes entre zones riches et zones pauvres. Il a pour lui la tradition et l'expérience. Il peut survivre à des perplexités passagères.

Il s'accorde enfin sans difficulté avec un système de valeurs qui privilégie la force, le pouvoir et l'argent, étant entendu que les puissants et les riches savent aussi être généreux ou charitables, quand leur sensibilité est alertée par des images trop désagréables diffusées par les médias.

CHAPITRE IX

CE QUE LA PHILOSOPHIE ACTUELLE N'EXPLIQUE PAS

En fait cette philosophie est totalement incapable de permettre de résoudre les problèmes qui se posent aujourd'hui et qui se poseront demain à la société moderne. Le système explicatif de la philosophie occidentale ne rend pas compte des phénomènes qui se déroulent sous nos yeux. Son système de valeurs est contraire à la dignité humaine. Son système institutionnel est archaïque. Si les analyses qui précèdent ont pu commencer à montrer son archaïsme, c'est maintenant l'examen de ses contradictions qui va permettre de montrer les causes profondes de la survie d'un système périmé.

LES CONTRADICTIONS

Une philosophie politique qui s'appuie sur le « réalisme » et sur le techno-économisme, mais qui d'une part s'étonne du « changement » et de la nouveauté des problèmes à résoudre et qui d'autre part varie considérablement dans ses principes suivant la zone géographique à laquelle elle s'applique, présente évidemment de curieuses contradictions.

L'attachement à la formule Etat-nation souverain et à l'intérêt national comme guide des stratégies à suivre est en contradiction avec la reconnaissance de la nécessité d'accepter des doses de plus en plus grandes de supranationalité aux échelons régional, intercontinental ou mondial en raison de l'extension du marché mondial et de la pression des problèmes internationaux (d'où l'absence de conception claire de l'avenir de l'Europe et du type d'institutions mondiales dont on aurait besoin).

Il y a contradiction entre la philosophie de la libre entreprise et l'extension permanente des tâches confiées à l'Etat en matière d'infrastructures, de recherche, de sécurité intérieure et extérieure, de santé, de défense de l'environnement, de développement social, etc, et de celles qu'il faudrait lui confier pour lui permettre de lutter contre les menaces non militaires (migrations, environnement, risques culturels, accroissement massif de la population des pays pauvres). Les « contraintes » financières, le « respect des grands équilibres » empêchent de mobiliser les centaines de milliards de francs de fonds publics qui seraient nécessaires pour y faire face.

Le respect de la force militaire comme garantie fondamentale de la sécurité s'accorde de moins en moins avec l'acceptation de mesures de contrôle et de confiance dans toute la zone CSCE, où est en train d'être institué un système de sécurité fondé sur des principes entièrement nouveaux.

La continuation de pratiques fondées sur la « realpolitik » et notamment les alliances avec des régimes dictatoriaux ou féodaux ne s'accorde guère avec la volonté proclamée et soutenue par l'opinion d'exporter la démocratie dans l'ensemble du monde ; de même le respect de la « souveraineté » et de la non ingérence dans les affaires intérieures ne permet pas de faire respecter les droits de l'homme et des peuples, ni même de procéder aisément à des actions humanitaires d'urgence ³⁷.

Il y a enfin contradiction entre l'acharnement à défendre les idées libérales et les « valeurs » du capitalisme et l'idée que c'est l'état de la techno-économie qui modèle les mentalités : la lutte pour les idées a-t-elle un sens dans un monde dominé par l'économisme ? De telles contradictions ne se résolvent pas par quel-

³⁷ L'émergence de la notion de droit d'ingérence humanitaire grâce à l'action des organisations de médecins qui violaient le droit existant, en pénétrant en fraude dans des pays qui leur étaient interdits, représente un progrès conceptuel considérable. C'est un bon exemple d'action politique par les ONG. Il reste toutefois un long chemin à parcourir, pour que le respect des droits de l'homme puisse être contrôlé au plan mondial et les infractions sanctionnées.

ques amendements mineurs à la philosophie régnante : elles mettent en cause ses fondements mêmes.

L'ILLUSION « RÉALISTE »

Ce que l'on appelle couramment le réalisme bénéficie de façon tout à fait abusive du double sens du mot « réaliste » :

- le sens courant qui signifie raisonnable et sérieux, méfiant à l'égard des utopies ou des fausses promesses, tenant compte des faits, des forces existantes et des données psychologiques.

- le sens « savant » qui désigne une théorie prétendant que les Etats nations obéissent inévitablement à des règles de conduite d'un type très particulier dans les relations internationales.

Or cette théorie ou ce paradigme réaliste n'est pas autre chose qu'une idéologie conservatrice, c'est à dire un corps d'idées qui tend à protéger des structures sociales d'un certain type. Et c'est une idéologie des plus insidieuses parce qu'elle encourage les puissants à être cyniques, mais qu'en même temps elle donne aux faibles et aux opprimés l'impression de ne pas être dupes, alors qu'au contraire elle les convainc — puisqu'il n'y a rien à faire — de ne rien tenter pour changer leur sort. C'est bien en son nom que des dizaines de millions d'hommes, — soldats ou civils —, se sont fait tuer dans des guerres absurdes.

Cette idéologie était parfaitement adaptée aux unités dynastiques et aux jeux d'agrandissement ou d'équilibre auxquels nous avons vu que les dynastes se complaisaient. Mais le contexte socio-politique actuel enlève au réalisme toute justification et toute valeur théorique.

Il n'est tout simplement plus vrai aujourd'hui qu'il y ait une fatalité politique contraignant les Etats nations à établir leurs politiques étrangères en fonction d'une conception étroite d'un « intérêt national » considéré comme sacré, ni à se précipiter en son nom dans des agressions militaires que l'opinion publique aujourd'hui trouverait ringardes et stupides. Les Etats nations résistent sans doute aux forces de transformation qui les poussent à des abandons de souveraineté, mais les plus puissants

d'entre eux commencent à reconnaître qu'il est nécessaire d'aller dans ce sens. Le pouvoir politique lui même change de nature.

Il n'est plus vrai non plus que la « *real politik* » soit inévitable. Dans le contexte politique actuel elle est même devenue contre-productive : c'est le respect des règles morales et celui de la transparence qui sont appréciés par une opinion publique de plus en plus soucieuse de la qualité de l'information qui lui est fournie, des droits de l'homme et de la démocratie. C'est exactement pour cela que les Soviétiques ont décidé d'en finir avec un régime archaïque, qui pratiquait justement à la perfection les méthodes réalistes et la « *real politik* ». Les émules de Machiavel ne font plus obligatoirement recette.

Il est enfin loin d'être vrai que la nature humaine soit fondamentalement mauvaise, ni surtout qu'elle reste la même, c'est à dire qu'elle produise toujours les mêmes types de comportement — individuels et collectifs — quand le contexte culturel et politique évolue. La « *nature humaine* » n'est pas fixe, elle est malléable. Et les actions des hommes et des peuples dépendent bien évidemment des croyances, des idéologies, des visions du monde qu'ils adoptent, des systèmes explicatifs qu'ils acceptent.

Le « *paradigme* » réaliste n'explique plus pour l'essentiel l'évolution des relations internationales. Ni l'approfondissement et l'élargissement de la construction européenne, ni le développement continu de la CSCE, ni le comportement des grandes puissances économiques comme l'Allemagne ou le Japon ne relèvent aujourd'hui des comportements traditionnels des Etats nations suivant les règles du réalisme. Sans doute la manière dont les Etats Unis aujourd'hui essaient de perpétuer leur hégémonie semble-t-elle encore relever de méthodes s'inspirant des idées réalistes traditionnelles. Mais c'est un combat de retardement, qui est condamné à échouer. Pour le reste le réalisme ne semble plus applicable que dans les régions les plus arriérées, et n'explique plus que les comportements des Etats les plus archaïques. Continuer de s'en inspirer ou croire que ses principes régissent encore le cours des événements dans ce monde en cours de transformation profonde serait une erreur manifeste.

Il est à vrai dire surprenant que cette théorie hautement contestable, et que les faits démentent de plus en plus, demeure au coeur de la philosophie de l'Occident. Elle est sans doute corrigée superficiellement par le discours sur « l'interdépendance », mais ce n'est là qu'une correction légère qui n'explique rien et qui surtout ne change pas les réflexes profonds de la classe politique (sauf comme nous l'avons vu dans la zone CEE aujourd'hui). Le paradigme réaliste reste d'ailleurs sur la même longueur d'ondes que la théorie marxiste de « l'impérialisme », qui n'est guère qu'une présentation particulière du thème de l'expansion territoriale, lié cette fois davantage au développement du pouvoir économique qu'à celui du pouvoir politique.

Tout semble se passer comme si les esprits de nos contemporains souhaitaient, pour des raisons que seule la psychanalyse pourrait expliquer, continuer à respecter l'idole de la « force », de la force militaire en particulier, comme s'il s'agissait d'une divinité rassurante. Au moment même où il leur est prouvé que cette idole n'a ni pouvoir ni réalité, ils se refusent à admettre l'évidence.

L'idée que les Etats-nations sont des institutions éternelles, répondant en quelque sorte à la nature des choses paraît en effet singulière. Elle ne résiste guère à ce que l'histoire nous apprend du sort des unités politiques territoriales en général. S'il y a quelque chose de dynamique et de mouvant c'est bien en effet ce que l'on peut appeler les configurations d'unités politiques.

LES CONFIGURATIONS D'UNITÉS POLITIQUES

Le vocabulaire utilisé aujourd'hui pour décrire les relations internationales exprime d'abord une très curieuse volonté d'exclure l'époque contemporaine du mouvement de l'histoire. On dit couramment « système international », pour désigner le réseau complexe de relations de tous ordres qui relie entre eux les Etats-nations. Ce concept semble impliquer que le découpage du monde en Etats nations est une structure à la fois naturelle et pérenne. Les auteurs réalistes pour mieux démontrer cette pérennité, parlent même de système international pour décrire

l'état de la Grèce au temps de Thucydide, — le V^e siècle avant notre ère —, et pour expliquer la guerre du Péloponnèse entre Athènes et Sparte et quelques autres cités-Etats, profitant de la ressemblance entre ces petites unités et les Etats nations d'aujourd'hui.

Or chacun sait que l'occupation de l'espace géographique par l'espèce humaine a revêtu d'autres formes que celle du découpage en nations. Il y a eu des peuples nomades se déplaçant sur l'étendue des steppes ; il y a eu des systèmes féodaux, où le découpage en unités politiques — nombreuses et petites — correspondait à des critères précis de distribution du pouvoir, et de relations de pouvoir entre vassaux et suzerains, liées étroitement à la propriété de la terre et à un régime de semi esclavage des populations. Le monde a connu aussi le système des grands empires, et même des « empires universels », au sens où les entend et les décrit Toynbee³⁸, où ne subsistait qu'une seule unité politique territoriale couvrant l'ensemble du monde connu par une « civilisation », et où le pouvoir était concentré en un centre unique aidé d'une lourde bureaucratie. Il y a eu aussi des systèmes mixtes mélangeant grandes unités dynastiques (empires petits ou moyens) et principautés ou royaumes de divers types.

Machiavel, considérant la variété des unités politiques territoriales qui existaient de son temps, — le tout début du XVI^e siècle en Europe où l'on pouvait inventorier plus de 400 unités différentes —, avait jugé utile de consacrer les 11 premiers chapitres de son livre « le Prince » à établir une typologie de ces unités, en distinguant, outre les républiques, les principautés héréditaires, les principautés mixtes, les nouvelles « acquises par ses propres armes » ou « par les forces et fortune d'autrui », les « civiles », les « ecclésiastiques ». Ces distinctions lui paraissaient nécessaires pour dégager les lois d'évolution de ces ensembles d'unités si diverses mais toutes appelées à se transformer, à être absorbées, à grandir ou à mourir. Vision dynamique opposée à notre vision « moderne », mais statique, d'Etats nations considérés comme

³⁸ Arnold TOYNBEE. *A study of history*. Abridged edition, Weathervane Books and Oxford university Press, 1972.

éternels. Le terme de « configurations d'unités politiques » permet — plus précisément et plus justement que le concept de « système international » — de désigner ces ensembles complexes.

L'histoire de l'Europe — puis du monde — depuis le XV^e siècle, permet d'en distinguer deux types :

- la configuration d'ancien régime où le découpage du territoire était fait entre unités territoriales « dynastiques », c'est à dire entre unités dont les contours étaient déterminés par des facteurs relatifs à la puissance des maisons princières et tout à fait étrangers aux populations qui les habitaient. Ces unités morcelaient parfois un même peuple entre plusieurs d'entre elles, ou parfois regroupaient les ethnies les plus diverses. Elles étaient dotées des institutions les plus variées recueillant une adhésion très inégale de ceux qui les subissaient et leurs frontières changeaient aisément au gré des mariages, des conquêtes ou même des échanges auxquels se livraient leurs souverains.

- la configuration des Etats nations, — qui s'est établie en Europe de la fin du XVIII^e jusqu'au Traité de Versailles en 1919, puis s'est étendue au monde au moment de la « décolonisation » entre 1945 et 1960 —, système fait d'unités territoriales politiques où existe, tant bien que mal, une coïncidence entre acceptation de vivre ensemble par un peuple, qui reconnaît son unité pour des raisons de communauté ethnique, d'histoire commune, ou de langue, et un territoire dont les frontières sont assez nettement délimitées et ne doivent, en principe, pas varier.

Or tout montre que la configuration actuelle d'unités politiques est en train de se modifier profondément et même de changer de nature. Tout se passe comme si le système des Etats nations, — qui n'a d'ailleurs pas tout à fait fini de s'installer partout dans le monde ³⁹ —, était en cours de remplacement par un

³⁹ Les phénomènes qui retiennent le plus aujourd'hui l'attention des medias et de l'opinion en ce domaine concernent le fractionnement des anciens empires ou des anciens Etats fédéraux, à travers les guerres qui opposent diverses ethnies en Yougoslavie et dans plusieurs régions de l'ex Union soviétique en particulier. Ces phénomènes s'étendront peut être encore à d'autres ensembles, comme l'Inde, l'In-

autre système que certains semblent imaginer comme un système de super-Etats régionaux, mais qui est beaucoup plus vraisemblablement une structure encore mal définissable mais concernant la planète entière.

Mais pour permettre d'y voir plus clair sur la nature de cette transformation, il faut d'abord tenter d'identifier les forces qui sont au travail et qui l'expliquent. Et pour cela il est indispensable d'examiner les contradictions et les insuffisances de la théorie du techno-économisme qui dans la philosophie actuelle est la seule à prétendre expliquer le changement social.

LES INSUFFISANCES DU TECHNO-ÉCONOMISME

Le danger du techno-économisme, c'est qu'il contient une demi vérité, et qu'en se présentant comme la vérité tout entière, il occulte des phénomènes aussi importants que ceux qu'il dévoile partiellement. Il ne saurait sans doute être question ici de nier l'importance de l'évolution des techniques sur l'évolution des sociétés. On invente un nouveau gadget et nous l'adoptons tous ; nul ne se passe aujourd'hui ni d'automobile, ni de télé-

donésie, ou même la Chine ; partout où des minorités ont conscience d'être opprimées à l'intérieur d'Etats dominés par d'autres ethnies.

Ce phénomène, qui risque d'être interprété comme une résurgence des nationalismes, correspond à l'achèvement du mouvement qui a commencé au début du XIX^e siècle, qui a abouti à l'éclatement des anciens empires, en Europe, au Moyen Orient et en Amérique latine, s'est poursuivi par la décolonisation en Afrique et en Asie. La fin de ce mouvement coïncide maintenant avec le phénomène d'agrégation des Etats nations en ensembles plus vastes, qui a commencé seulement avec la construction de l'Europe occidentale au milieu du XX^e siècle, qui est un mouvement inverse du précédent.

Les pays de l'Europe de l'Est et de l'ex URSS, où le premier mouvement avait été retardé, soit par les découpages du traité de Versailles, soit par le maintien de l'hégémonie russe, vivent les deux phénomènes en même temps. D'un côté, la division se poursuit, de l'autre le besoin de faire partie d'ensembles plus vastes, par exemple pour les Hongrois, les Polonais, les Tchèques, les Slovaques, les Bulgares, les Roumains, les Slovénes ... le désir clairement manifesté d'adhérer le plus tôt possible à l'Union Européenne.

En dépit des apparences, c'est la deuxième tendance qui est la plus moderne et qui représente l'avenir.

phone, ni de télévision, ni de fax, et les mœurs en sont transformées. Nul ne doute que le progrès technique ne commande une grande part des changements en cours, y compris l'évolution, — aujourd'hui confuse —, des idées politiques. Nous sommes à l'ère électronique : l'instantanéité de la transmission de l'information, la robotisation, les ordinateurs ont créé le marché financier mondial, transformé les structures de production et la taille des entreprises, la concentration des firmes multinationales etc ...Tout le monde est d' accord sur ce point.

Mais dire que les idées politiques, les structures sociales et les institutions sont seulement les sous-produits de cette évolution des techniques de production est une vision qui, bien que commune aujourd'hui aux marxistes et aux conservateurs, n'en est pas moins simpliste. Cette formulation cache ou nie d'autres phénomènes aussi importants et parfaitement observables, et notamment :

- que les techniques de production concernent aussi les armes et que l'évolution dans le domaine de la sécurité militaire a eu dans le passé et a encore aujourd'hui une influence au moins aussi grande sur la structure des sociétés que les inventions concernant le confort individuel ou les facilités de communication.

- que les inventions techniques n'ont aucune raison d'avoir plus d'influence sur notre destin que les inventions conceptuelles. On entend dire parfois que « les idées mènent le monde », mais c'est un lieu commun qui n'a été ni théorisé sérieusement, ni intégré dans nos structures mentales. Or l'influence des idées, et des idées nouvelles en politique en particulier, sur le destin des sociétés peut être observée et comprise au moins aussi bien que celle de l'invention du moteur à explosion ou du téléphone.

LES « SYSTÈMES DE SÉCURITÉ »

La première correction que devrait subir la théorie techno-économique du changement concerne l'importance, à côté du rôle

des « modes de production », de celui des « modes ou systèmes de sécurité ».

Si cette notion ne nous est pas familière c'est tout d'abord parce que l'idée même de sécurité, conçue comme l'un des objectifs fondamentaux que peut se proposer un pays ou une société, est relativement récente dans l'histoire. Si l'on a toujours invoqué la sécurité pour préparer la guerre, les dirigeants et les peuples ont longtemps soit aimé la guerre pour elle même, comme un jeu fondamental et exaltant, soit admis que, si les circonstances l'imposaient, elle devait être, selon la célèbre formule de Clausewitz, la « continuation de la politique par d'autres moyens ». La condamnation de la guerre comme moyen normal d'action politique ne date guère que de la fin de la première guerre mondiale et du « plus jamais ça » des combattants des tranchées.

Que cette condamnation n'ait empêché ni la deuxième guerre mondiale, ni les guerres de décolonisation, ni les innombrables conflits locaux et régionaux dans le Tiers Monde, ni la guerre du Golfe, ne contredit pas le fait que désormais dans l'opinion publique des pays riches, les guerres soient considérées comme des calamités qu'il faut autant que possible éviter. Les horreurs de la deuxième guerre mondiale et surtout l'existence des armes nucléaires n'ont fait que renforcer ce sentiment. Les habitants du monde post industriel ont même aujourd'hui nettement tendance à considérer que les peuples qui continuent à recourir à la guerre ne sont pas complètement civilisés. C'est un phénomène nouveau.

Et pourtant, comme nous venons de le voir, n'a-t-on pas encore tiré toutes les conséquences de l'entrée dans l'ère nucléaire. L'évolution en cours des conceptions de la dissuasion, et le renouveau d'intérêt pour le système de « sécurité collective » montrent qu'il y a encore quelque chemin à parcourir. Mais ce qui est au bout du chemin ce n'est ni la gloire des conquêtes, ni la guerre sainte, ni les luttes dans l'espace des robots de science fiction, c'est plus simplement la garantie de la sécurité. Pour la

société post industrielle la sécurité est en train de devenir un objectif fondamental.

Si la notion même de « système de sécurité » ne paraît pas à première vue très claire, si elle ne peut être comparée par exemple à celle de « mode de production » qui malgré ses origines marxistes est entrée dans la langue, c'est qu'elle n'a pas jusqu'ici été théorisée clairement.

Il devrait pourtant ne faire aucun doute que la sécurité est, — et a toujours été —, un déterminant politique et social aussi important et aussi puissant que l'économie. Il est clair par exemple que les modifications fondamentales des types d'armements ont eu autant sinon plus d'influence sur la structure des unités politiques et sur les genres de vie que celles concernant la fabrication des produits de consommation. L'image des châteaux forts du moyen âge disparaissant quand l'usage de la poudre et des canons a rendu leurs murailles et leurs donjons inutiles est dans tous les esprits. La féodalité n'y a pas résisté. On peut aussi admettre que le développement des armes nucléaires a changé le déroulement de l'histoire ne serait ce que pour avoir sans doute empêché une troisième guerre mondiale. Mais, comme nous le verrons, un « mode — ou système — de sécurité » comprend d'autres éléments que les types d'armes utilisés.

Les théoriciens politiques n'ont jusqu'ici pas utilisé ce concept. Ni Marx ni Engels, ni leurs successeurs n'ont accordé grande considération à l'évolution des méthodes par lesquelles les Etats assurent leur sécurité. Cette lacune n'a pas été comblée par l'étude que Lénine a consacré à « l'impérialisme, stade suprême du capitalisme »⁴⁰. En fait le phénomène « guerre » n'a jamais été sérieusement pris en compte par l'école marxiste, peut-être parce qu'elle a trop cherché à démontrer que la « lutte des classes » était le seul conflit qui méritait l'attention.

Mais les théoriciens non marxistes, et en particulier ceux qui se sont attachés à l'étude de la guerre, de Clausewitz à Raymond

⁴⁰ LÉNINE, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Oeuvres choisies, éditions en langues étrangères, Moscou, 1954.

Aron, en passant par Gaston Bouthoul ⁴¹, Morgenthau et l'école réaliste américaine qui vient d'être citée, n'ont jamais considéré qu'il pouvait y avoir un phénomène comparable à celui des mutations de mode de production et de leurs conséquences sur la structure des sociétés dans le domaine des relations internationales. Il y a une raison bien précise à une telle lacune.

Si nous définissons les systèmes de sécurité comme « les ensemble d'institutions, de techniques et de méthodes par lesquelles les peuples et les individus assurent leur sécurité contre les risques d'agression, — ou autres dangers —, qui les menacent », l'histoire des civilisations montre que ces systèmes ont revêtu deux formes principales :

- les systèmes d'unités territoriales politiques indépendantes, en lutte les unes contre les autres, systèmes « anarchiques » au niveau international — (le système dit des « royaumes combattants » en Chine) — où chaque unité territoriale politique assure sa propre sécurité, ce qui conduit à des guerres quasi permanentes.

- les systèmes hégémoniques, ou encore d'« empire universel », pour employer l'expression de Toynbee, où un Etat plus puissant et mieux organisé que les autres a réussi à soumettre tous les pays, dans les limites du monde connu de cette civilisation à l'époque considérée (Empire Chinois, Empire Romain, etc), systèmes dans lesquels la sécurité des personnes est dans l'ensemble mieux assurée que par les systèmes précédents, au prix, bien entendu, de l'oppression. Ce sont en effet des régimes de « paix » qui sont ainsi institués pendant toute la durée des empires considérés, Pax Romana, Pax Britannica, etc.

On peut sans doute identifier des formes intermédiaires. Par exemple les systèmes d'unités politiques indépendantes ne sont jamais absolument anarchiques, en ce sens que les unités qui les composent font partie d'une structure commune, d'une communauté souple, d'une même « civilisation », et qu'elles respectent

⁴¹ Gaston BOUTHOU. *La guerre*. Que sais-je, 1953 ; *Les guerres, éléments de polémologie*. (Payot, Paris) ; *Le phénomène guerre*. (Payot).

des principes, normes, règles et procédures de décision communes, c'est à dire un « régime » commun ⁴². Dans l'histoire de l'Europe et du monde depuis la fin de l' empire Romain on peut distinguer quatre systèmes différents :

- le système féodal où la sécurité était assurée dans des unités territoriales très petites par des seigneurs indépendants, leurs petits groupes armés et leurs châteaux forts, dans le cadre plus vaste d'un réseau d'alliances de type hiérarchique (rapport de vassal à suzerain) qui ne fonctionnait que très irrégulièrement.

- le système des armées royales et nationales qui se substitue au précédent au cours des XIV^e et XV^e siècles. Ce système se caractérise par le recours à des armées (faites de soldats de métier, de mercenaires ou de soldats citoyens, mais toujours sous le commandement du gouvernement de chaque unité territoriale politique) et à des alliances changeant au gré des besoins, des menaces ou des humeurs des dirigeants. Sa naissance coïncide avec l'utilisation des armes à feu, mais ni les progrès dans les techniques d'armement, ni l'introduction de la conscription n'ont modifié sa nature. L'état anarchique du système international auquel il correspond fait que son fonctionnement conduit à la recherche permanente de l'équilibre des forces (« balance of power ») afin de faire pièce aux tentatives d'hégémonie. C'est ainsi qu'a été assurée — mal assurée — la sécurité des unités territoriales politiques (de tous régimes et de toutes dimensions) pendant 5 à 6 siècles par un système dont la structure ne s'est pas modifiée jusqu'à l'apparition de l'arme nucléaire qui a provoqué une nouvelle mutation.

- le système qui a régné de 1945 à 1985, que l'on pourrait appeler le premier système nucléaire, ou le système dual des

⁴² Le terme « régime » peut être défini « un ensemble de principes ou explicites, de normes, de règles et de procédures de prise de décisions considérées comme valables par les acteurs dans un domaine particulier de la scène internationale ». Cf sur ce sujet le numéro spécial de la revue *International Organisation du printemps*, 1982, avec les articles de Stephen KRASNER, Ernst B. HAAS, Robert. O. KEOHANE, Robert JERVIS, John Gerard RUGGIE, Charles LIPSON, Benjamin J. COHEN, Susan STRANGE.

alliances fixes et intégrées, opposant dans une dualité planétaire le monde communiste et le monde non communiste. Or même si la « théorie de la dissuasion » a fait couler beaucoup d'encre, si les esprits les plus brillants ont été occupés pendant de nombreuses années à débattre des changements qui en résultaient sur le plan de la stratégie, le phénomène n'a pas été caractérisé comme une grande mutation du « mode de sécurité ».

- le système dans lequel la majeure partie de l'hémisphère Nord est entrée à partir de 1985, fondé essentiellement sur le contrôle mutuel et la réduction des armements, mais dont la nature exacte n'est à ce jour ni définie ni reconnue. Ici encore une grande mutation a commencé, mais malgré les efforts faits pour mesurer les conséquences des phénomènes nouveaux auxquels on se trouve confronté, le problème n'est pas du tout traité comme le passage à un système différent.

C'est ainsi que l'Occident et le monde abordent l'une des mutations les plus fondamentales de l'histoire sans disposer des concepts d'analyse qui permettraient d'en comprendre la nature et d'en mesurer la portée. Or la raison pour laquelle ce concept de « système de sécurité » n'est pas apparu dans la pensée politique occidentale doit sans aucun doute être trouvée dans les dates auxquelles se sont produites les grandes mutations de ces systèmes. Si la pensée moderne accepte, — implicitement ou explicitement —, de traiter de l'influence des « modes de production », c'est parce que les grandes mutations en matière techno-économique se sont situées au cours de l'histoire moderne à des distances raisonnables dans le temps et que leurs conséquences ont frappé les esprits : c'est vers le XV^e siècle que se situe le passage de l'agro-pastoral pur à un mode plus complexe où le commerce international, l'artisanat et les manufactures jouent un rôle nouveau ; c'est à la fin du XVIII^e siècle qu'apparaît l'ère industrielle ; enfin c'est vers le milieu du XX^e siècle que naît le « post-industriel ».

Pour les « modes de sécurité » au contraire, après le passage de la féodalité aux armées royales et nationales qui se situe dès la fin du moyen âge, aucun changement fondamental ne se pro-

duit jusqu'en 1945, et c'est à nouveau en 1985 qu'apparaît une nouvelle mutation avec la tendance au désarmement et aux mesures de contrôle. La réflexion politique a été handicapée en ce domaine pour deux raisons convergentes :

- la confusion qui s'est produite dans les esprits entre la longue durée du système de sécurité existant avant 1945 et son caractère en quelque sorte « éternel »,

- l'absence de temps entre les deux mutations les plus récentes, — à peine 40 ans —, ce qui a privé les chercheurs de la possibilité d'observer des conséquences qui demandent plusieurs décennies pour se manifester clairement.

Cette absence de conceptualisation d'une notion fondamentale donne à l'école réaliste une assurance absolue, fondée sur l'identification du phénomène « guerre » avec les données de « la nature humaine ». Or le système de sécurité qui lui a servi de champ d'observation est loin d'être « éternel ». Il y a en effet un étrange parallélisme entre l'évolution des configurations d'unités politiques et celle des systèmes de sécurité. Le passage d'un système de sécurité à un autre a en fait toujours été suivi d'un changement de configurations des unités territoriales politiques — de la féodalité aux Etats, ou des Etats aux empires-. L'influence des premières sur les seconds semble même avoir été plus déterminante que les changements de mode de production.

A l'ère moderne, c'est en tout état de cause une combinaison de ces deux influences qui seule peut permettre de comprendre la tendance actuelle à l'intégration de la société planétaire. Au lieu de fixer son attention sur les séquelles de la transformation précédente, — morcellements en nouveaux Etats nations d'anciens empires et d'unités politiques artificielles, conflits ethniques et nationalistes qui en résultent —, il vaudrait mieux en effet s'efforcer de prévoir les bouleversements que prépare le profond mouvement qui se produit sous nos yeux. Mais il est auparavant nécessaire de poursuivre sur d'autres plans la remise en ordre logique de notre appareil intellectuel.

LE RÔLE DE L'INVENTION CONCEPTUELLE DANS L'ÉVOLUTION DES SOCIÉTÉS

La deuxième correction qui doit être apportée au techno-économisme concerne le rôle des idées. D'une part tout se passe comme si, au moment même où l'opinion publique, les médias et les intellectuels déclarent la faillite du marxisme, dans la foulée de la faillite du communisme, la quasi totalité des esprits restait attachée à une sorte de matérialisme historique élémentaire tendant à tout expliquer par la techno économie (comme si les leçons de Marx et d'Engels sur les relations entre les infrastructures et les superstructures avaient été intégrées dans nos raisonnements quotidiens) .

En revanche chacun continue à se battre pour des idées, à croire en leur force propre, en la valeur des formules et des slogans, en l'efficacité des propagandes. Nul ne semble s'émouvoir de cette contradiction. Mais il manque incontestablement une compréhension des mécanismes grâce auxquels les idées réussissent ou échouent.

La notion centrale est sans doute ici celle d'« idéologie ». Le mot fait partie du vocabulaire courant, et il a bien entendu plusieurs sens. Celui de « rêverie utopique et nuisible » visant tous les mots en « ismes » est sans doute le plus populaire. Mais pour la majorité des esprits cultivés le sens de « vision politique du monde, inconsciemment faussée par l'idée que se fait de ses intérêts le groupe (classe, peuple..) qui l'adopte » est certainement l'acception la plus naturelle. Le dictionnaire philosophique de Lalande précise qu'il s'agit d'une « pensée théorique qui croit se développer abstraitement sur ses propres données, mais qui est en réalité l'expression des faits sociaux, particulièrement des faits économiques, dont celui qui la construit n'a pas conscience, ou du moins dont il ne se rend pas compte qu'ils déterminent sa pensée ».

La notion d'idéologie ainsi comprise est salubre, parce qu'elle rend méfiant à l'égard des belles formules et des grands mots. Elle fait partie de l'éducation élémentaire du citoyen dans le monde moderne, et il n'est pas question ici d'en contester la

valeur. Mais il faut ici faire une distinction entre la tendance à adopter inconsciemment des visions du monde qui plaisent parce qu'elles correspondent à ce que chacun considère comme « ses intérêts », et la façon dont sont créées ces visions du monde entre lesquelles il faut faire des choix.

Les idées créatrices varient en taille et en importance. Il y a celles qui concernent l'organisation du travail ou la conception d'un panneau publicitaire, et il y a les concepts fondamentaux qui conditionnent la façon de voir le monde.

Pour les premières — les idées tactiques en quelque sorte, on peut dire qu'il y a un « marché des idées ». Et comme dans tout marché, la mode, les besoins du moment, les ambitions, les événements récents, les sensibilités particulières qu'ils ont éveillées influent sur la demande. Ceux qui savent y répondre au bon moment ont des chances d'être écoutés et de placer leurs trouvailles. Les graines jetées au vent prennent et poussent dans les terrains qui leur sont favorables, bien qu'il ne soit pas certain que les jeunes plantes qui en sont issues vivent longtemps. L'accumulation de ces petites idées tactiques n'est pas négligeable dans la fabrique de la vie quotidienne, mais même s'il en est qui dans le domaine politique ont pu jouer un rôle, ce ne sont pas celles qui doivent ici retenir l'attention.

C'est l'invention des concepts qui contribuent à bâtir nos structures mentales qu'il s'agit ici d'examiner. Or ces concepts sont aussi des inventions, des créations de l'esprit, au même titre que les inventions scientifiques et techniques. En d'autres termes, ils ont autant d'influence sur le cours de l'histoire que les travaux scientifiques des chercheurs. Et si ceux qui ont été inventés — et qui ont réussi — avaient été différents, le cours de l'histoire aurait été différent. Machiavel, Montesquieu, Rousseau, Marx, Tocqueville, Clausewitz sont aussi des inventeurs.

L'histoire du monde depuis 150 ans n'aurait pas été la même si le marxisme n'avait pas existé. Les oppressions n'auraient pas pris les mêmes formes si Machiavel ne les avaient pas théorisées et justifiées. On aurait peut être eu moins facilement recours aux guerres comme moyens politiques si toute une école de pensée —

dont Clausewitz — n'avait tendu à les présenter comme des moyens politiques naturels, donc légitimes. L'histoire de l'Europe depuis 50 ans n'aurait pas été la même si Jean Monnet n'avait pas vécu.

Car les hommes politiques qui ont réussi à faire passer les concepts des penseurs politiques ou leurs propres concepts dans la réalité, et les historiens qui ont cherché à donner un sens à l'histoire, sont aussi des inventeurs. Tout le travail de réflexion politique, tous les livres, tous les projets ne sont pas seulement le reflet de la situation techno-économico-sociale. Il y a certes beaucoup d'agitation inutile et qui ne laisse aucune trace, mais il y a des idées qui restent et qui façonnent le réel, pour le meilleur ou pour le pire.

Et ce sont les idées de ces inventeurs qui conditionnent notre vision du monde et de la politique. L'Occident a beaucoup trop tendance à croire que sa conception du monde est rationnelle, qu'elle ne saurait être autre que ce qu'elle est aujourd'hui, que notre type de société a des fondements logiques, que le libéralisme et la démocratie formelle résultent de la nature des choses et que toutes les autres formes de société résultant d'idéologies malades (le communisme, le nazisme, les fascismes etc) ont bien démontré par leurs échecs mêmes que la raison avait le dernier mot.

Or comme toute autre forme de société, la conception politique occidentale du monde n'est qu'une des manifestations d'une culture. Cette culture pourrait être différente, et elle est en tout état de cause appelée à se modifier. Ce n'est pas parce que la science, chose éminemment rationnelle, joue un rôle considérable dans la formation des esprits occidentaux, ni parce que la culture occidentale est la culture dominante aujourd'hui, que notre conception du monde est la seule possible et concevable. Elle aurait pu être tout autre si ceux qui ont contribué à la façonner, par les concepts qu'ils ont proposés et fait adopter, avaient eu eux mêmes une autre approche, avaient suggéré d'autres concepts.

LES CONDITIONS DU SUCCÈS DES CONCEPTS

Sans doute les idées politiques naissent elles souvent du besoin de répondre à des problèmes nouveaux, dont bon nombre sont créés par les développements technologiques. Mais la réflexion et la conceptualisation politique naissent aussi du rêve, du désir d'une société idéale, ou de la volonté de conserver et de défendre ce qui existe, ou encore du simple besoin de comprendre la mécanique sociale, c'est à dire de préoccupations de même nature que celles qui animent les chercheurs des sciences physiques. Si les concepts sont clairs, s'ils répondent à la fois à la demande de rêve ou d'épopée, s'ils aident au renforcement des sentiments communautaires, s'ils fournissent une explication des phénomènes sociaux à la fois si difficiles à comprendre et si influents sur le cours de nos vies, ils ont une chance de modifier le comportement des peuples et de leurs dirigeants. Et ils n'y ont pas manqué.

Si la façon dont ils ont réussi n'est pas absolument claire dans nos esprits, c'est peut être que « l'histoire des idées » telle qu'elle est enseignée dans les lycées et les universités ne contribue guère à le faire comprendre. Autant que l'on puisse en juger à travers les manuels publiés par les professeurs qui enseignent cette discipline dans les universités européennes et américaines, cette histoire est faite de résumés des oeuvres des « grands auteurs », suivis de commentaires et de quelques références historiques sur l'influence qu'ils ont exercé sur quelques responsables politiques.

Mais cette manière d'étudier les doctrines ne permet ni de dégager de leur gangue idéologique les découvertes sur la nature de la politique, ni d'expliquer comment et pourquoi certains concepts ont réussi au point de façonner l'histoire, ni pourquoi d'autres survivent encore aujourd'hui, — alors que tant de concepts et de systèmes n'ont même pas retenu l'attention, ou bien, s'ils ont réussi pour un temps, ont rapidement disparu et sont aujourd'hui enterrés dans l'immense cimetière des idées périmées.

L'histoire des idées ne peut être écrite sérieusement ni auteur par auteur, ni concept par concept. Dans la grande bataille des idées politiques qui continue de se dérouler sous nos yeux, ce qui s'affronte ce ne sont pas des concepts isolés, ce sont des systèmes cohérents et complets — soit des groupes ou des familles d'idées — qui sont en fait des conceptions du monde et de la société. Et l'histoire des succès en ce domaine depuis le XVIII^e siècle démontre clairement que pour survivre et durer par delà les évolutions politiques et les changements de tous ordres, ces systèmes de concepts doivent répondre à des conditions qui tiennent à la structure même des sociétés.

CHAPITRE X

BESOINS IDENTITAIRES ET NATIONAL-RÉALISME

LES AFFRONTEMENTS DES SYSTÈMES DE CONCEPTS

Depuis que la société a commencé à réfléchir sur elle même et à se transformer dans le courant du XVIII^e siècle, il n'y a pas eu beaucoup de systèmes de concepts qui aient réussi à être pris sérieusement en considération. Parmi les milliers de contributions, de suggestions partielles ou globales faites pour réformer la société ou pour la transformer complètement de façon révolutionnaire, on ne compte guère que deux systèmes de concepts qui aient réussi à se porter sérieusement candidats au remplacement du système dynastique et de caste appelé aujourd'hui « ancien régime » (dont le caractère complet et cohérent était, comme nous l'avons vu incontestable) : l'un dès le milieu du XVIII^e siècle — le système démocratique libéral — l'autre au milieu du XIX^e — le système marxiste-. Ils comportaient tous deux une explication des causes des problèmes sociaux et de l'évolution sociale en général, une méthode pratique et institutionnelle pour y arriver et une vision du type de société qu'il s'agissait de conserver ou de construire.

Ainsi quand les philosophes du XVIII^e siècle ont élaboré les linéaments du système démocratique ils ont commencé sur le plan explicatif par attaquer le fondement de la souveraineté, en proposant les théories du contrat social (Locke et Rousseau), par analyser les conditions d'une liberté durable en examinant comme Montesquieu les mérites de la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire ; sur le plan institutionnel par pro-

poser des méthodes pour désigner les représentants du peuple et des idées de constitutions ; et leur vision de la société future qui a réussi à galvaniser les foules invoquait la liberté, l'égalité et la fraternité.

Quand Marx de son côté a présenté son système, il a proposé une explication qui remplaçait la religion par le matérialisme dialectique, théorisait les relations entre l'évolution historique et la transformation des modes de production, expliquait la formation des idéologies et le rôle de la lutte des classes, montrait les contradictions du capitalisme et prédisait son évolution vers les monopoles ; sur le plan institutionnel il préconisait la révolution et la suppression de l'Etat ; enfin sa vision de la société future montrait un « homme nouveau » vivant dans un « monde humain ».

Ainsi, dans l'un et l'autre cas, la combinaison d'une explication, d'une méthode et d'une vision a permis d'influencer de façon décisive l'évolution des sociétés. Mais cette influence ne s'est pas exercée de façon linéaire et elle n'a pas eu que des effets bénéfiques.

Force est de constater toutefois que ces deux familles d'idées n'ont pas réussi à s'imposer sans avoir subi des transformations qui dénaturaient partiellement ou totalement les idées de leurs auteurs. Le système marxiste, dont l'application pratique n'a commencé qu'en 1917, n'a conquis une partie du monde que sous la forme de dictatures bureaucratiques. Le système démocratico-libéral s'est lui même beaucoup abâtardi, a facilité la reconstitution d'un système de castes, et s'est fractionné en divers nationalismes. Enfin d'autres familles d'idées hâtivement construites à coups de slogans et de propagande — les fascismes, le nazisme etc — ont réussi à s'implanter dans divers pays.

Si aujourd'hui les excroissances monstrueuses du libéralisme bureaucratique et du marxisme semblent avoir à peu près disparu — au moins dans les pays riches — il paraît évident que les risques de nouveaux dérapages sont loin d'être exclus. Si bien que l'on peut en conclure qu'il ne suffit pas à un système de concepts de répondre aux trois conditions — explication, vision,

institution — ci dessus identifiées pour être certain de réussir ; ou encore, ce qui revient au même, que pour s'imposer, un système de concepts doit être à la fois si complet et si cohérent qu'il ne laisse place à aucune faille par laquelle risquent de passer quelques concepts étrangers capables de le déformer complètement.

Nous assistons, depuis le XVIII^e siècle, à une bataille entre systèmes de concepts, qui se disputent le pouvoir sur nos esprits. Mais le compte rendu simplifié de cette bataille que font les tenants du capitalisme libéral et démocratique, selon lequel ils auraient finalement gagné en éliminant tous les systèmes concurrents, est tout simplement faux.

En fait au cours de cette bataille, les systèmes se sont tous transformés, soit en s'empruntant des concepts les uns aux autres, soit en transformant leurs propres structures, et finalement ils n'ont réussi à s'installer dans les esprits et dans les institutions d'un pays ou d'une zone géographique, qu'en adoptant tous des méthodes et des principes communs : ils ont fini par se ressembler. Et la cause de cette étrange ressemblance est que ni le libéralisme capitaliste, ni le socialisme, malgré leurs efforts pour être complets et cohérents, n'apportaient de réponse convenable à la question fondamentale de l'identité des peuples ou des classes qu'ils tentaient de conquérir. L'un et l'autre systèmes ont été si faibles sur cette question que la réponse est venue d'ailleurs et qu'elle a été la même pour les deux.

LE PROBLÈME IDENTITAIRE

Si le problème identitaire était si important c'est d'abord que la solution qu'il avait reçue dans le système précédent était en quelque sorte parfaite et qu'il était difficile de la remplacer. Sous l'ancien régime on était chrétien, sujet d'un prince ou d'un roi et l'on connaissait son rang dans la caste dans laquelle on était né. On était à la fois membre de la vaste communauté chrétienne, attaché à une dynastie, chargé d'une fonction sociale dès la naissance. Il y avait ainsi imbrication d'identités à plusieurs niveaux complémentaires. On avait pour ennemis ceux de l'Eglise et ceux de son roi. A l'intérieur de l'unité politique, l'acceptation de sa

« condition » conduisait à l'obéissance et à la coopération. En mettant chacun à sa place et en lui expliquant que c'est Dieu qui l'avait ainsi décidé, il n'était même pas nécessaire d'interdire d'essayer d'en changer. Le système contrôlait les champs d'ambition très limités (l'armée, l'Eglise, les corporations..) offerts à l'intérieur de chaque caste exclusivement à ses membres. Ce système d'oppression fonctionnait donc parfaitement, et dans une large mesure à la satisfaction de la majorité des intéressés.

Pour remplacer un tel système, il ne suffisait pas de transformer les sujets en citoyens. Une philosophie de libération et non plus d'oppression exigeait même que le nouveau système identitaire fut meilleur que le précédent. Il fallait redéfinir les rôles assignés à chacun, fournir une explication justifiant ces nouveaux rôles, établir le cadre dans lequel chacun allait se situer, et définir l'imbrication de ce cadre avec le reste du monde, — resituer la région dans le pays, le pays dans l'Europe, l'Europe dans l'humanité-. Une philosophie de tolérance, de respect des opinions de chacun, d'égalité théorique, de fraternité ne facilitait pas la tâche. Quels nouveaux ennemis allaient pouvoir permettre une nouvelle cohérence sociale ?

Toutes les habitudes d'esprit, toutes les traditions, toutes les pesanteurs sociologiques, dont on ne se débarrasse pas en proclamant la république, jouaient inévitablement dans le sens de la reconstitution d'un système identitaire comparable au précédent, sous une terminologie nouvelle. C'est bien ce qui s'est passé de façon caricaturale en France, après la révolution, avec l'institution impériale. Mais par delà les caricatures, le retour au système identitaire précédent s'est produit d'une façon très générale par le remplacement du prince par la nation et celui de l'explication transcendante par la philosophie réaliste.

En d'autres termes la logique profonde des deux philosophies qui se sont proposées pour remplacer celle de l'ancien régime n'a pas pu être respectée : le libéralisme capitaliste et le socialisme n'ont réussi ni l'un ni l'autre à proposer un système identitaire crédible qui corresponde à leur volonté de libération des indivi-

du ; et c'est par cette faille que s'est engouffré le « national-réalisme ».

Ces deux défaites méritent de plus amples descriptions. La défaite du socialisme sur ce point est la mieux connue : le système identitaire qu'il proposait et qui peut être résumé dans la formule « prolétaires de tous les pays, unissez vous. » a complètement échoué face à la force des sentiments nationalistes, et nous avons déjà décrit comment Jaurès lui même avait confirmé cette défaite à la veille de la guerre de 1914. Un système identitaire fondé sur l'idée de « classe », même complété par toutes les considérations complémentaires sur le rôle des intellectuels, du parti, et de la « praxis », n'a réussi à convaincre ni les prolétaires, ni les syndicalistes, ni les intellectuels eux mêmes. La virulence des nationalismes, — qui avaient l'avantage de désigner clairement l'ennemi —, a balayé tout cela. Le socialisme internationaliste n'a pas davantage résisté en Russie — malgré les ambitions mondialistes du communisme — à la contagion du nationalisme et la thèse stalinienne sur « le socialisme dans un seul pays » a justifié les comportements traditionnels et nationalistes de la politique russe dans tous les domaines.

Mais la défaite du libéralisme et de la démocratie a aussi été totale. Le libéralisme démocratique, comme le socialisme, étaient avant tout, dans leur formulation, des humanismes, puisqu'ils défendaient la dignité de la personne humaine. Or la dignité de la personne humaine, les droits de l'homme, le développement intellectuel et moral par l'éducation, le respect de la liberté des opinions et des croyances religieuses de chacun ne sont pas compatibles avec la guerre. Un humanisme ne peut être que pacifiste. Il ne peut proposer que la coopération entre les hommes et entre les peuples. Une doctrine politique humaniste recherche par définition l'établissement d'une société « civilisée ». Et il ne peut y avoir de société civilisée qui accepte la violence et la guerre comme le moyen normal de la politique.

La logique de la révolution américaine et de la révolution française à la fin du XVIII^e siècle eût été l'établissement progressif dans les autres pays de républiques amies, engagées dans la

recherche commune de la prospérité économique, de l'éducation pour tous, du développement des droits de l'homme. Si les armées de la République française, en se défendant contre les agressions des princes et des empereurs, avaient établi partout des Républiques en Europe, on serait peut-être entré dans une logique de ce genre.

L'INSUFFISANCE THÉORIQUE

Et si le contraire s'est produit, ce n'est pas par la force des choses, en vertu d'une sorte de loi naturelle suivant laquelle l'identité des peuples ne pourrait se forger qu'en s'opposant à d'autres peuples choisis pour ennemis. C'est avant tout parce que le système de concepts proposé comme nouvelle philosophie politique n'apportait pas avec lui un système identitaire justifiant et encourageant la coopération des peuples, expliquant clairement que la gloire et l'intérêt des citoyens pouvaient être trouvés dans la généralisation de la démocratie et dans la fraternité humaine. Le slogan « liberté, égalité, fraternité » est resté au niveau du verbalisme et nul n'a expliqué qu'il devait s'étendre à tous les peuples. En définitive c'est bien l'incapacité du nouveau système de concepts de fournir une explication satisfaisante et une incitation à un comportement coopératif et fraternel qui est responsable de l'échec. C'est donc bien d'une insuffisance théorique qu'il s'est agi.

Il est en effet remarquable que ni le socialisme, ni le libéralisme n'aient proposé de théorie des relations internationales. Alors que le système dynastique et de caste traitait en même temps des rapports de pouvoir à l'intérieur des unités politiques et des relations entre ces unités, les systèmes candidats à son remplacement se sont intéressés presque uniquement aux rapports de pouvoir internes. Ils n'ont pas traité avec beaucoup d'application de la politique extérieure.

Marx, s'étant borné à dire que l'histoire de l'humanité était celle de la lutte des classes, apparaît aujourd'hui comme ayant ignoré la force des sentiments ethniques, dynastiques ou nationaux. Et chez ses successeurs la théorie de l'impérialisme comme

produit du capitalisme monopolistique n'a été énoncée que tardivement par Lénine, et pour servir presque aussitôt à la défense du nationalisme russe superposé à la doctrine communiste. Mais le système démocratico-libéral n'avait pas fait mieux, les méditations très précieuses de l'Esprit des Lois sur les rapports entre les principes et la nature des gouvernements, n'ayant pas débouché sur une théorie des relations internationales.

Or un système de concepts qui avait pour objectif, pour vision mobilisatrice, une société de liberté, d'égalité et de fraternité, ne pouvait avoir de cohérence s'il ne se présentait pas en même temps comme universel et s'il ne complétait sa théorie de la démocratie, à l'intérieur de chaque pays, par une théorie des relations entre les unités politiques démocratiques.

On aurait pu avoir par exemple une théorie de la fédération, ou de la confédération des républiques, une définition des principes qu'elles s'engageaient en commun à respecter, des déclarations sur leur renonciation à user de la guerre entre elles, des suggestions sur les mesures de confiance qu'elles envisageaient mutuellement, une conception claire d'un nouveau système de sécurité, fondé sur la coopération des républiques, non sur la force des armées ⁴³.

Mais les projets de paix perpétuelle de l'abbé de Saint Pierre ou de Kant n'ont même pas retenu l'attention. Le pacifisme a eu tout de suite mauvaise presse, ce qui était largement justifié par sa faiblesse théorique. Il eût fallu pour qu'il soit pris au sérieux non seulement qu'il proposât un système identitaire, qui aurait permis au citoyen d'un pays de se sentir en même temps citoyen d'une grande fédération de peuples libres, mais qu'il eût une théorie sérieuse des relations pacifiques entre Etats. Or rien de ce genre n'a été proposé. Les rêves de République Universelle sont restés ceux des poètes, non ceux des théoriciens politiques sérieux.

⁴³ Cf. note 7, page 35.

Le système libéral démocratique n'ayant pas tiré toutes les conséquences de ses propres principes, ni sur le plan identitaire ni sur celui des relations internationales a donc été complété, sur le plan de l'identité par le nationalisme : on remplaçait le roi par la nation et l'on continuait de se battre contre ses voisins ; et sur celui de la théorie des relations internationales, par le réalisme : on remplaçait l'intérêt du roi par l'intérêt national et l'on adoptait toutes les conceptions, les stratégies et les roueries des dynastes, y compris leur mépris de la personne humaine, au nom de la supériorité de chacune des nations sur le reste du monde.

Ainsi, à travers la faille théorique, se glissait, à l'intérieur de systèmes profondément humanistes, un ensemble de concepts exactement contraires à leur esprit, transformant en fin de compte le libéralisme démocratique, — et un peu plus tard le socialisme —, en un « national réalisme ». Et c'est ce système bâtard, mais extraordinairement vigoureux, qui va régner sans conteste dans la plupart des pays au XIX^e siècle et au XX^e siècle sous les apparences les plus diverses, qu'il s'agisse :

- de régimes dynastiques ayant survécu à la poussée des idées démocratiques : comme la France de Napoléon III, l'Allemagne de Bismarck et celle de Guillaume II, la Russie d'Alexandre III et celle de Nicolas II ;

- de démocraties formelles où le suffrage désigne les dirigeants, mais qui sont en fait impérialistes et colonialistes : la France de Jules Ferry et de Delcassé, l'Angleterre de Disraéli et de Gladstone, ou de Lloyd George, et demeurant telles bien au delà de 1945, la démocratie américaine et son « fascisme extérieur »⁴⁴, en Amérique latine et ailleurs ;

⁴⁴ L'expression « fascisme extérieur » a été employée, pour la première fois à ma connaissance, par Maurice DUVERGER dans un article du journal *Le Monde* du 25 février 1977. « La fin du fascisme extérieur ».

- ou enfin de régimes monstrueux oppressifs et totalitaires : le national socialisme, les fascismes, et le stalinisme.

Pendant la période où les peuples acquéraient une conscience politique nouvelle, le système d'idées national-réaliste a fourni une réponse simple, et même simpliste au besoin identitaire. En magnifiant à la fois la patrie, c'est à dire la relation entre le peuple et le sol qu'il habite, et l'orgueil du groupe en train de reconnaître sa propre existence, il facilitait la structuration des entités nouvelles, en l'occurrence le remplacement des entités dynastiques sans frontières fixes et sans autre justification d'existence que l'intérêt ou la gloire des dynastes qui les dirigeaient, par des unités territoriales politiques aux frontières définies par le désir de vivre ensemble, sur un sol qui leur appartienne, par les peuples qui les habitent.

Il fournissait au surplus grâce au paradigme réaliste, — solidement établi par Machiavel, puis développé par de nombreux théoriciens du pouvoir, et qui se prolonge aujourd'hui dans les écoles réalistes et néo réalistes américaines des relations internationales —, une justification pour que les peuples se livrent à leur tour aux délices des visions de grandeur impérialistes, de la gloire, du mépris de la morale commune, et le cas échéant au défolement des sentiments de frustration. Il conduisait donc naturellement aux chocs de ces impérialismes, et aux cataclysmes planétaires qui en ont résulté.

Le succès catastrophique du national-réalisme ne peut donc s'expliquer en définitive que par l'incapacité des systèmes concurrents à fournir la réponse qui convenait à la transformation structurelle en train de se produire. En d'autres termes les idées ont bien mené le monde, mais ce n'étaient pas de bonnes idées : les erreurs et les insuffisances des systèmes candidats à la direction de la transformation de la société ont permis au système bâtard et éminemment dangereux du national-réalisme d'occuper le terrain et de mener le jeu à leur place.

Il est donc nécessaire de reconnaître que la réussite complète des concepts et des systèmes de concepts, c'est à dire leur instal-

LA THÉORIE DU CHANGEMENT DANS LES SOCIÉTÉS TRADITIONNELLES

Les idées sur le changement concernant les phénomènes historiques antérieurs au XVI^e siècle exposées avant Tocqueville et Marx, et même après eux, par ceux qui continuent de penser que l'histoire obéit toujours aux mêmes règles, se résument dans l'identification de deux cycles superposés : le cycle affectant l'évolution des rapports de pouvoir à l'intérieur des unités politiques, et celui concernant les configurations d'unités. Elle a conduit les principaux auteurs à identifier deux « structures » dont la coïncidence et la discordance expliquent les diverses étapes du changement.

Pour Machiavel, par exemple, les unités politiques naissent, vivent (leur durée de vie est très variable) grandissent (quelquefois) et meurent. Elles luttent en permanence les unes contre les autres et se dévorent entre elles. Les conditions initiales dans lesquelles elles ont été fondées (esprit dans lequel s'est faite la fondation, nature du défi rencontré, — terres arides ou grasses, espace limité ou abondant —, et institutions établies au départ), définissent leur vitalité et permettent de prévoir leur avenir. Leurs formes de gouvernement se succèdent suivant un ordre déterminé au cours de leur vie, — l'oligarchie succédant au gouvernement d'un seul, puis se transformant en démocratie qui engendre à son tour le césarisme-. Il s'agit d'ailleurs chez Machiavel non d'une loi inévitable, mais d'une tendance qu'il faut connaître pour pouvoir y résister. La « corruption » qui signifie chez lui la perte de la « vertu » et des mœurs saines, joue dans cette évolution un rôle fondamental.

Quant aux configurations d'unités politiques, le seul modèle auquel il se réfère est celui de l'empire Romain, et s'il propose l'agrandissement territorial comme objectif légitime de la politique étrangère, c'est qu'il souhaite que la marquetterie d'unités très diverses, qui existe au moment où il écrit, évolue vers une seule grande unité. Il n'en oublie pas pour autant que l'unité universelle une fois constituée est elle aussi sujette à la corruption

et qu'elle doit finir par disparaître dans un nouveau morcellement.

C'est la même théorie que l'historien anglais Toynbee exposera en la généralisant à toutes les « civilisations » qui tendent, selon lui, à l'« empire universel » (du monde connu par les dites civilisations) jusqu'au moment où ces empires s'effondrent sous le poids de leurs propres bureaucraties et sous les coups du « prolétariat extérieur », — les barbares situés au delà des frontières, dans des territoires jugés trop lointains, que l'on a négligé de conquérir ⁴⁵.

L'évolution des rapports de pouvoir internes dépend de celle des conflits qui opposent toujours les trois acteurs ou groupes d'acteurs rivaux, le chef, les grands et le peuple. L'issue de ces conflits dépend à son tour de nombreux facteurs : conception qui préside à l'existence même de la communauté (par exemple les « principes » de Montesquieu qui varient suivant le type de régime) ; capacité d'organisation des divers acteurs, talent politique des dirigeants ; champs d'ambition offerts aux candidats au pouvoir ; défi extérieur, et méthode pour l'affronter (d'où l'importance de la qualité des armées) ; enfin nature du cadre d'ensemble offert par la constitution.

Les forces qui provoquent ces changements sont psychologiques, — le cadre constitutionnel en réglant le jeu —, soit qu'il s'agisse du style de vie collectivement adopté, du dévouement que savent inspirer les chefs, des intérêts tels qu'ils sont perçus par les diverses catégories sociales, de la « corruption » des mœurs que peut provoquer l'enrichissement ou la diminution des dangers extérieurs. Quant à l'évolution des rapports de pouvoir externes, ils tiennent essentiellement aux vertus militaires des peuples concurrents, à leur capacité d'organisation, au moins autant qu'à la qualité de leurs équipements techniques.

C'est donc dans l'ensemble une combinaison de forces matérielles et de forces psychologiques qui en modifiant les rapports de pouvoir — internes et externes — expliquent les changements

⁴⁵ Cf. note 38, page 168.

qui se produisent dans les sociétés traditionnelles. Les modifications de vision du monde en général qu'entraînent éventuellement l'adoption de religions différentes ou même le désintérêt religieux ne provoquent pas de modifications fondamentales dans les règles qui président au jeu politique. Dans les sociétés traditionnelles, la possession de la terre détermine le pouvoir, et la force des armes ne vise qu'à conquérir du terrain. Qu'elles soient chrétiennes, musulmanes ou païennes, ces sociétés suivent les mêmes règles de jeu.

La science politique classique pouvait donc considérer avoir fait le tour des lois « éternelles » présidant à l'évolution des sociétés : l'humanité y tournait en rond en quelque sorte, les conflits permanents qui l'agitent la conduisant à reproduire périodiquement les mêmes configurations. A moins, bien entendu que la connaissance de ces lois ne permette aux audacieux d'éviter le destin commun.

Si en effet les auteurs politiques ont identifié ces règles, c'est afin de pouvoir s'en servir. Ils n'écrivaient pas seulement par souci scientifique. Ce qu'ils cherchaient à démontrer, c'est que les gouvernants et les peuples pourraient éviter les dangers qui les menaçaient et agir dans le sens qui convient pour assurer leur grandeur et leur prospérité, s'ils suivaient leurs conseils. Qu'ils aient cherché, comme Machiavel à trouver le héros qui, en appliquant ses recettes, rassemblerait les territoires de l'Italie, avant de songer à reconstituer un empire plus vaste ; qu'ils aient défendu, comme Hobbes, l'absolutisme, ou comme Montesquieu un système aristocratique tempéré par la division des pouvoirs, ils ont tous pensé qu'il était possible de résister aux tendances qui entraînent les rois, les républiques et les peuples vers la décadence ou l'anarchie.

Et leurs recommandations concernent deux domaines précis : le maintien d'un esprit collectif capable d'entretenir les énergies et de les rassembler, et l'établissement d'une constitution adé-

quate ⁴⁶. C'est la même découverte de la nécessaire adéquation entre la « nature d'un gouvernement » et son « principe » que Montesquieu décrit au chapitre 1 du livre III de l'« Esprit des lois ». « Il y a cette différence, écrit-il, entre la nature du gouvernement et son principe, que sa nature est ce qui le fait être tel ; et son principe, ce qui le fait agir. L'une est sa structure particulière, et l'autre les passions humaines qui le font mouvoir. » Et chacun connaît la célèbre trilogie qui en résulte, le principe de la démocratie étant la vertu, celui de la monarchie l'honneur, celui de l'état despotique la crainte.

Par delà le vieillissement du vocabulaire, l'unité « nature-principe » représente bien l'adéquation de deux « structures » qui sont les éléments constitutifs d'une unité politique ⁴⁷. Comme chez Machiavel, il s'agit de la coïncidence de la « forme constitutionnelle » et de l'esprit public. Le vocabulaire disponible aujourd'hui

⁴⁶ Machiavel ne dit pas autre chose quand au chapitre 18 du Livre I^{er} des Discours, il explique que « comme les bonnes mœurs pour se maintenir ont besoin des lois, les lois, à leur tour pour être observées, ont besoin des bonnes mœurs » et quand il cherche à résoudre le problème extraordinairement difficile, — et même insoluble selon lui —, consistant à rendre la santé, (il dit « la liberté »), à un Etat « corrompu ». En d'autres termes, l'existence d'une unité politique résulte de l'adéquation de deux « formes » — d'une part le caractère d'un peuple, l'esprit qui l'anime, sa culture politique, sa volonté d'existence, sa « vertu » collective, et de l'autre sa constitution.

Dans ces conditions, le seul remède qu'il puisse recommander d'administrer à un peuple dont le courage a faibli, dont les mœurs se sont relâchées, au point qu'il risque de périr, c'est de changer de constitution, s'il en est encore temps, si la « corruption » n'a pas atteint son stade extrême, et s'il se trouve un « homme sage qui décèle le vice en son principe et avant qu'il se développe » et qui soit en position d'imposer ses vues :

« Si l'on eut voulu conserver la liberté à Rome au milieu de la corruption, écrit-il, il eut fallu que, comme en raison de l'altération de ses mœurs, elle avait changé ses lois, elle changeât aussi ses formes constitutionnelles. Il faut à un malade un régime différent de celui qui convient à un homme sain, et la même forme ne peut convenir à une matière devenue toute contraire. La Constitution d'un Etat, une fois qu'on a découvert qu'elle ne peut servir, doit donc être changée, ou d'un seul coup, ou peu à peu, avant que tous en aperçoivent les vices »

(MACHIAVEL, *op. cit.*, Bibliothèque de la Pléiade, pp. 418-422.)

⁴⁷ On trouvera dans Louis ALTHUSSER, *Montesquieu, la politique et l'histoire*. PUF, Paris, 1964, une intéressante analyse de ce que l'auteur appelle « la totalité nature — principe ».

d'hui pour rendre compte de ce phénomène n'est pas plus précis que celui qu'utilisaient Machiavel ou Montesquieu. Le nombre de sens possibles du terme « structure » remplirait plusieurs pages de dictionnaire. Il faut pourtant bien l'utiliser, faute de mieux, pour désigner une forme durable, offrant une résistance au changement, ou en tout cas ne se déformant que lentement, et qui est un élément constitutif de l'ensemble social à l'intérieur duquel elle se situe.

Cette image imprécise suffit toutefois pour identifier le phénomène que les auteurs classiques ont découvert et décrit. Selon eux, dans les sociétés traditionnelles le changement concerne uniquement les rapports de pouvoir, à l'intérieur des unités territoriales politiques et entre ces unités. Les lois qui président au monde politique veulent que ces rapports évoluent de façon cyclique au niveau des unités et à celui des configurations qu'elles forment. Pour résister à ces lois inexorables qui conduisent au vieillissement et à la mort les unités politiques, le maintien d'une adéquation convenable est nécessaire entre deux structures : une structure culturelle collective (qui inclut à la fois le sentiment d'identité et la conception explicative de la société) et une structure institutionnelle adaptée à la première.

L'ÈRE DES CHANGEMENTS CYCLIQUES ET L'ÈRE DU CHANGEMENT CONTINU

Cette théorie classique, qui rendait un compte exact de l'évolution des sociétés agro pastorales a été oubliée puis remplacée par le seul techno-économisme. Au lieu d'essayer de compléter une théorie valable par la constatation de l'apparition d'un nouveau facteur de changement, on a complètement négligé l'apport de toute la réflexion politique antérieure, pour adopter une théorie simpliste fondée sur ce seul nouveau facteur. Or le type de changement qu'il s'agissait d'expliquer, à partir de l'entrée dans la société moderne était beaucoup plus complexe que dans les sociétés traditionnelle. Il ne s'agissait pas seulement de comprendre le passage du mode de production agro pastoral au mode industriel puis post industriel. Il s'agissait d'essayer de

comprendre les phénomènes entièrement nouveaux qui se produisaient en Europe, puis dans le monde avec la révolution, touchant à tous les aspects de la vie sociale, qui s'est déroulée sur trois siècles environ entre la fin du XV^e et le milieu du XIX^e siècle. La révolution dont il s'agit a été non seulement technique et économique, mais aussi culturelle — marquée par la Renaissance, la Réforme, l'apparition de la tolérance et de la laïcité ; scientifique, — l'invention de la science moderne au XVII^e siècle ; politique, — la généralisation de la conception démocratique de la société.

Au cours de cette révolution, le monde est passé du stade des sociétés statiques à une société dynamique et mondiale. Le type de changement qui affectait les sociétés, avant ce bouleversement, était cyclique et récurrent. L'ère moderne est au contraire une ère de changement évolutif, permanent et cumulatif dans tous les domaines. La révolution, commencée au XVI^e siècle, se poursuit sous nos yeux, et il ne semble pas y avoir de raison pour qu'elle s'arrête. En fait le changement, dans l'ère moderne, signifie révolution continue. Et c'est cela qu'il s'agit d'expliquer, y compris les cataclysmes sociaux que ce changement comporte périodiquement.

« Il faut une science politique nouvelle à un monde tout nouveau ; mais c'est à quoi nous ne songeons guère. » disait déjà Alexis de Tocqueville dans son introduction à « La démocratie en Amérique »⁴⁸. Le conseil n'a pas été suivi, la science politique moderne ne semblant guère avoir tenu compte de la différence fondamentale entre le monde politique qu'observaient Aristote, Machiavel, Hobbes ou Montesquieu, et celui qui s'offre aujourd'hui à nos yeux. Au contraire le « réalisme » prétend que la nature humaine est statique, qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil. On n'a retenu de la théorie classique que le caractère cyclique de l'évolution, ce qui vient conforter le « réalisme » en permettant de parler de la « grandeur et de la décadence » des

⁴⁸ ALEXIS DE TOCQUEVILLE. « La Démocratie en Amérique », in *Oeuvres complètes*. Ed. Gallimard, 1951.

empires modernes, ou de ridiculiser l'idée que l'histoire pourrait avoir un « sens ».

LES MODIFICATIONS STRUCTURELLES DANS L'ÈRE MODERNE

C'est au contraire la modernisation de la théorie classique qui est indispensable pour comprendre le changement continu qui commence à partir du XVI^e siècle, aussi bien que le changement accéléré qui caractérise la fin du XX^e siècle. Il ne faut donc rien oublier du jeu des structures que les classiques avaient identifiées, mais il faut leur ajouter celles dont les connaissances acquises et les expériences vécues ont révélé l'existence.

Le mode de production techno-économique constitue bien évidemment une troisième structure, et il a été expliqué ci dessus pourquoi il était indispensable de lui ajouter le système de sécurité. Mais il faut aussi décomposer la structure vague du « principe » ou de la « vertu » en deux structures distinctes : le système identitaire et le système explicatif accepté. L'importance de la structure identitaire n'a pas besoin d'être soulignée. L'expérience nous a appris que les citoyens ne se comportent plus comme des sujets et qu'ils ont besoin de s'identifier à une communauté dont le succès satisfait leur orgueil et dont les échecs leur infligent des frustrations qu'il faut absolument compenser.

Mais les comportements sentimentaux des peuples sont conditionnés par l'explication qu'ils acceptent de l'évolution des sociétés : Les chapitres précédents ont suffisamment montré que c'est le retard des systèmes explicatifs sur la rapidité du changement qui empêche les dirigeants de proposer des stratégies convenables, qui bloque l'évolution des structures constitutionnelles, qui oriente les sentiments identitaires vers des phantasmes de supériorité ou d'agressivité.

C'est donc en définitive cinq structures qu'il est nécessaire de retenir, soit la structure constitutionnelle, le mode de production, le mode de sécurité, la structure identitaire, le système explicatif accepté.

L'identification de ces diverses « structures » et du fait qu'elles n'évoluent pas au même rythme fournit l'instrument d'analyse qui permet de comprendre le changement et son caractère périodiquement cataclysmique. Le grand mouvement qui emporte la société européenne puis planétaire à partir de la fin du XV^e siècle et que la majorité des esprits continue d'expliquer par les seuls effets des inventions techniques, — de l'imprimerie à l'ordinateur en passant par la machine à vapeur —, apparaît à la fois plus complexe dans ses causes et plus compréhensible dans ses effets. Les cataclysmes qui le marquent à partir des guerres napoléoniennes et surtout de la première guerre mondiale ne relèvent plus de la seule perversité de la nature humaine, des ambitions mégalomaniaques de quelques dirigeants ou des appétits de pouvoir en général.

Les inventions techniques ont certes joué un grand rôle et les transformations du mode de production qui en ont résulté ont incontestablement contribué à internationaliser puis à mondialiser l'économie, poussant ainsi au développement des contacts commerciaux, culturels et militaires entre tous les peuples du monde, puis à l'intégration progressive sur de nombreux plans de la société planétaire. Ces impulsions techniques et économiques sont fondamentales et ont été continues. Mais les rythmes d'évolution des autres structures ont aussi exercé une influence fondamentale sur le changement, soit parce qu'elles sont restées fixes pendant de longues périodes, soit parce qu'elles n'ont pas évolué à la même vitesse, ou encore parce qu'elles se sont transformées brutalement. Ces évolutions différenciées, incomplètes et difficiles ont conduit à stabiliser fortement les Etats nations au moment même où les forces de mouvement poussaient à leur dépassement. Les crises cataclysmiques ont été le résultat de ces coïncidences et de ces distortions.

Dans cette évolution discontinue il faut distinguer :

- la période de formation des Etats nations (XVIII^e et XIX^e siècle),

- la période de discordances entre la tendance à l'intégration mondiale et la résistance des Etats-nations, (XX^e siècle jusqu'en 1985)
- la période actuelle où la tension s'accroît en raison de l'accélération des évolutions.

LA PÉRIODE DE FORMATION DES ETATS NATIONS

C'est en moins de deux siècles pour l'ensemble du monde (encore que pour certaines régions la transformation ne soit pas tout à fait terminée, comme en témoignent les partitions les plus récentes d'anciens empires ou d'Etats composites artificiels), que l'on est passé du stade des unités dynastiques qui ont été décrites dans les chapitres précédents à un stade d'unités constituées d'éléments structurels tout à fait différents :

- la structure identitaire a été, dans la plupart des cas, la première à se transformer. On est passé d'une situation où les identités des individus se composaient d'un sentiment d'appartenance à une communauté religieuse en même temps qu'à une ethnie, et éventuellement de fidélité à un prince ou à un roi, à une situation où l'identité des individus se trouve dans la nation, la « patrie » qui tend à remplacer la religion, à devenir elle même l'objet d'un culte et d'un dévouement allant jusqu'au sacrifice suprême.

- le système explicatif de son côté est passé en même temps de la transcendance à l'immanence et du prestige de l'hérédité au « contrat social ». La transformation de ces deux structures n'a rien eu de soudain : le mouvement des idées mettant en question la religion et le respect des princes a commencé dès la Renaissance, et les sentiments d'appartenance à des communautés en quelque sorte « proto-nationales » se sont développés dès l'ancien régime.

- la structure du « mode de production » est passée progressivement d'un stade où la propriété de latifundia, hérités du système féodal, assurait à une caste riche, noblesse et pouvoir, à un système où le pouvoir économique va dépendre des profits

que vont rapporter l'invention, l'initiative, la capacité d'entreprendre et de s'adapter à un marché essentiellement national et protégé. Le passage demandera là encore du temps, le développement de l'artisanat, des manufactures, du commerce maritime et de la banque, ayant progressivement instauré le capitalisme bien avant que l'industrialisation au XIX^e siècle ne lui donne son plein essor. Pendant la période considérée en revanche le « système de sécurité », (fondé sur des armées royales, qui vont devenir nationales) n'a pas changé.

- la structure constitutionnelle enfin s'est adaptée à son tour, de façon parfois brutale, parfois lente vers un régime « démocratique » où le pouvoir politique va appartenir à une classe politique bourgeoise, sélectionnée par des élections, et où les individus pourront se considérer comme des « citoyens », ce qui accroîtra leur sentiment de participation au destin de la nation (même si, pendant toute la période de transition, ces formes démocratiques sont elles mêmes remises en question et remplacées souvent par de nouvelles formes d'autoritarisme fondées sur d'horribles mélanges de démagogie, de nationalismes exacerbés et d'idéologies variées.)

Dans cette nouvelle combinaison de facteurs économiques, culturels et institutionnels la coïncidence des diverses structures est devenue beaucoup plus étroite que dans la combinaison précédente et a tendu à faire des nouvelles unités territoriales politiques des mondes clos, refermés sur eux mêmes aux plans économique, social et culturel. Sans doute cet emboîtement ne s'est-il produit que dans les Etats nations les plus avancés, et non dans les Etats nouveaux, à économie encore largement agro-pastorale et de création artificielle qu'on a multipliés au moment de la décolonisation. Sans doute aussi les relations entre les Etats nations ont elles conservé longtemps après l'avènement de ce nouveau système de découpage politique les caractères de celles qui existaient entre unités dynastiques, et nous avons vu combien l'effet-retard en matière de politique étrangère avait à cet égard aidé à maintenir cette situation archaïque.

Il reste que l'apparition des Etats-nations a été incontestablement liée au passage du mode de production agro-pastoral au mode industriel, à la transformation des conceptions identitaires religioso-ethnico-dynastiques en une conception liée à la volonté de vivre ensemble, à la mise en place de nouveaux types d'institutions dans les unités politiques et au triomphe final d'un système explicatif où les notions d'Etat et de souveraineté jouaient un rôle essentiel.

LA PÉRIODE DES CATACLYSMES

La coïncidence des structures n'a pas duré. Elles ont continué d'évoluer à des vitesses différentes, rendant ainsi instable la configuration des Etats nations qui n'avait pas encore atteint son plein épanouissement. L'évolution rapide du mode de production a accéléré la mondialisation de l'économie, alors que le système explicatif, le système constitutionnel et le système de sécurité étaient incapables de s'adapter pour commencer à dépasser l'Etat nation. Ce conflit entre l'expansion des relations économiques et la rigidité du cadre intellectuel, institutionnel et militaire a coïncidé avec l'exaltation des nationalismes et des impérialismes.

En fait, il a, dans une très large mesure, rendu insoluble la crise identitaire qui atteignait les citoyens des « grandes puissances ». Les impérialismes, — anglais, français, allemand, autrichien ... —, ont représenté des tentatives d'établissement d'une nouvelle configuration dans laquelle la dimension des unités politiques semblait mieux correspondre aux besoins de l'économie.

C'est la tendance à la mondialisation qui pousse les nations maritimes de l'Europe de l'ouest à poursuivre l'agrandissement de leurs empires coloniaux et les puissances continentales à tenter d'élargir leurs possessions en Europe. Ces stratégies coloniales et impérialistes sont le résultat d'une fausse analyse du développement économique des Etats nations qui s'est combinée avec le sentiment de « grandeur » des unités nationales. Le cata-

clysmes de la première guerre mondiale est le produit de ces mélanges de vanité collective et de fausses analyses.

Ce sont les mêmes mécanismes qui joueront pour provoquer la deuxième guerre mondiale, les crises identitaires s'aggravant encore des frustrations créées par le Traité de Versailles et de celles dues à la grande dépression. Il aurait fallu pour éviter ces catastrophes que le système explicatif ait au moins commencé d'évoluer vers l'idée que les formes institutionnelles ne sont pas sacrées, qu'il était possible et souhaitable de réunir les peuples dans des confédérations plus larges que les Etats nations, vers moins de rigidité aussi dans la théorie économique et financière. L'intérêt des peuples n'était évidemment pas de se décimer sur les champs de bataille. Mais aucune évolution intellectuelle de ce genre n'avait même été préparée.

Pendant la deuxième moitié du siècle (après 1945), c'est encore la coïncidence de l'insuffisance du système explicatif et du développement d'une crise identitaire d'un autre type qui a été la cause principale des stratégies suicidaires adoptées pendant la guerre froide. L'Occident est entré à partir de cette date dans une phase d'évolution rapide de toutes les structures, comme si le mouvement d'ensemble qui les anime les conduisait vers l'établissement de la société mondiale. Mais leur marche en avant n'a pas été coordonnée. Au contraire elle a provoqué des coïncidences provisoires et partielles, créé des fausses identités et de faux ensembles à des niveaux encore éloignés du niveau planétaire. Ces regroupements partiels ont renforcé la conception clausewitzienne de la société au lieu de la remplacer par une conception pacifique et constructive de la coopération entre les peuples.

Ainsi, alors que le mode de production continuait sa marche vers la mondialisation de l'économie, le système explicatif a comporté des évolutions partielles qui ont conduit au Plan Marshall, aux politiques économiques keynésiennes, à la décolonisation, au début de la construction européenne. Le système institutionnel a rassemblé d'un côté les anciennes grandes puissances européennes en un ensemble plus vaste, cependant que l'application

de la formule Etat-nation au Tiers Monde contribuait à le balkaniser en une centaine de nouvelles unités. Le système de sécurité est passé au stade des alliances fixes et intégrées et s'est fondé sur la dissuasion nucléaire. Le système identitaire, tout en conservant les nationalismes, s'est complété par l'accession à une identité de type régional en Europe, mais surtout pour l'ensemble de l'Occident par la conscience de représenter l'ensemble des peuples qui détiennent la vérité libérale, démocratique, capitaliste, supérieure et civilisée.

Le résultat de ces évolutions partielles et de ces coïncidences limitées entre structures a conduit à la confrontation de ces nouveaux regroupements provisoires dans une guerre dite froide mais qui a fait des millions de morts et mis en question la survie de l'humanité. C'est incontestablement le retard du système explicatif occidental, demeuré « réaliste » et militariste, et rendu manichéen et simplificateur par l'anticommunisme qui a été la cause la plus importante de la crise suicidaire ainsi traversée. Là encore, il aurait fallu une révolution intellectuelle et morale pour qu'une autre stratégie, non limitée aux moyens militaires puisse être imaginée et appliquée.

LA PÉRIODE ACTUELLE

La période qui a commencé en 1985 avec la fin de la guerre froide est toujours marquée par la continuation de l'évolution des diverses structures. Le mode de production accélère sa marche vers la mondialisation. Le mode de sécurité est en pleine mutation, fondé en partie sur la confiance et le contrôle, en partie sur la répression, sans que l'on puisse prédire quel sera son état définitif. Le système institutionnel reste très fortement ancré dans les Etats nations même si la marche régionale vers la confédération européenne se poursuit. Il est incapable d'évoluer au plan mondial, la Charte archaïque de l'ONU restant apparemment intouchable.

La montée des périls vient cette fois encore du blocage d'un système explicatif périmé et inadapté et du développement d'une double crise identitaire. La vanité collective et la satisfaction des

membres du club des peuples qui se croient supérieurs empêchent l'Occident de prévoir à long terme et de tenir compte de ce qu'il sait, et le désespoir des peuples pauvres et non satisfaits les conduit à rechercher leur identité dans les dogmatismes fondamentalistes, ethniques ou idéologiques qui aboutissent à la désintégration de leurs sociétés.

Là encore il faudrait une révolution pour que le système explicatif soit modernisé et intègre les résultats de l'expérience et du savoir contemporain.

CONCLUSION

En définitive c'est l'effet-retard permanent dans la grille de lecture utilisée dans le domaine politique qui explique les cataclysmes que le monde a subis depuis le début du XX^e siècle, y inclus celui qui est en cours de préparation aujourd'hui. C'est la survivance d'un système explicatif périmé qui empêche la mise au point d'une stratégie convenable pour contrôler et orienter l'intégration planétaire, et pour éviter le risque de désintégration.

L'Occident laisse ainsi le domaine politique à l'écart des énormes progrès intellectuels qui se produisent dans tous les autres domaines. La classe politique n'éprouve pas le besoin de prévoir à long terme, encore moins d'intégrer les résultats des prévisions dans la définition des stratégies. Il n'est même pas tenu compte de ce que l'on sait. Alors qu'aucun dirigeant de grande entreprise n'oserait aujourd'hui se passer d'un département de Recherche et Développement, les gouvernements des grands pays ne songent même pas à en créer un.

Cette situation est d'autant plus scandaleuse que l'Occident dispose des connaissances et de l'expérience historique nécessaires pour moderniser son système explicatif. Comme ce livre s'est efforcé de le montrer chacun connaît en fait le jeu des structures qui expliquent l'évolution des configurations d'unités politiques, le changement en général, et la genèse des cataclysmes. Il serait parfaitement possible de traduire ce savoir en stratégie efficace. Mais tout se passe comme si on se refusait à savoir ce que l'on sait et à vouloir en tirer les conséquences.

La raison en est que l'Occident est satisfait de sa philosophie politique. Elle répond, au moins sur quelques plans fondamentaux, aux besoins intellectuels et sentimentaux de la majorité de la population des pays riches. Elle rassure les possédants qui ne sont plus menacés par des idéologies qui soutenaient la révolte

des pauvres. Elle répond à la prudence des classes moyennes qui pensent qu'elles sont en train de s'enrichir. Elle flatte enfin le sentiment de supériorité de tous les habitants des pays riches dont les privilèges leur donnent le sentiment d'être « civilisés », par comparaison avec les habitants des pays en développement (qu'ils ne qualifient plus de « sauvages » mais qu'ils perçoivent en fait comme tels).

Au lieu de considérer avec mépris les crises identitaires des peuples non satisfaits, l'Occident ferait mieux de mettre en question les raisons de sa propre satisfaction et de se demander s'il n'est pas atteint lui même par une crise identitaire collective comparable à celles qui l'ont conduit dans le passé aux excès des nationalismes et aux erreurs stratégiques suicidaires qui en ont résulté.

Seul un sursaut intellectuel de type révolutionnaire pourrait aujourd'hui conduire à l'élaboration de stratégies capables de contrôler et d'orienter la phase d'intégration planétaire en cours. Or l'originalité profonde de la culture occidentale est d'avoir été capable d'effectuer de telles révolutions, religieuses, scientifiques, techniques, artistiques, politiques.

La possibilité qu'une nouvelle révolution se produise dans le domaine politique dépend de deux éléments. Le premier est le type des prochaines crises et des réactions positives ou négatives qu'elles pourront susciter. Mais le deuxième est certainement l'état de la préparation intellectuelle qui permettra d'affronter ces crises, quelle qu'en soit la nature. Dans la culture occidentale les révolutions ont toujours été précédées par un effort intense d'analyse critique.

Dans ces conditions les efforts de recherche en ce domaine sont fondamentaux. Plutôt que de l'action palliative qui tend à corriger au fur et à mesure les conséquences des catastrophes que produit l'absence de stratégie, c'est, afin de corriger l'effet-retard et de commencer à définir des plans d'action concrets, de réflexion et de recherche que l'Occident a besoin..

Ce livre ne s'est pas proposé autre chose que d'apporter une contribution au développement de ces efforts.

TABLE DES MATIÈRES

PAGES

AVANT-PROPOS	5
PREMIÈRE PARTIE. — LES CRISES SUICIDAIRES DU XX ^e SIÈCLE	9
CHAPITRE PREMIER. — Les deux premières crises sui- cidares du XX ^e siècle	11
CHAPITRE II. — Premier diagnostic	28
CHAPITRE III. — Les quatre décennies 1945-1985 et la crise suicidaire de la guerre froide	50
CHAPITRE IV. — La période d'illusions 1985-1990	89
DEUXIÈME PARTIE. — LA CRISE SUICIDAIRE ACTUELLE	101
CHAPITRE V. — La quatrième crise suicidaire. Les signes avant coureurs	103
CHAPITRE VI. — La stratégie suicidaire des années 90	119
CHAPITRE VII. — La possibilité d'une stratégie préventive	131
	211

	PAGES
TROISIÈME PARTIE. — LA MODERNISATION DU SYSTÈME EXPLICATIF	151
CHAPITRE VIII. — <i>Le réalisme et le techno-économisme . . .</i>	154
CHAPITRE IX. — <i>Ce que le philosophie actuelle n'explique pas.</i>	163
CHAPITRE X. — <i>Besoins identitaires et national-réalisme . . .</i>	183
CHAPITRE XI. — <i>Le jeu des structures qui expliquent le changement social</i>	193
CONCLUSION.	208

LA STRATEGIE SUICIDAIRE DE L'OCCIDENT

Par trois fois au cours du XX^e siècle, l'Occident a adopté des stratégies suicidaires qui ont abouti à des cataclysmes: les deux guerres mondiales, puis la guerre froide, qui a eu aussi ses millions de morts, et a failli faire périr l'humanité dans un holocauste nucléaire.

Il est de plus en plus clair aujourd'hui que l'Occident se précipite vers un autre cataclysme planétaire d'un type nouveau, qui risque d'être encore plus considérable que les précédents. Ce renouvellement périodique de la tentation suicidaire doit être expliqué. Et il serait évidemment souhaitable de pouvoir renverser le cours de cette nouvelle "montée des périls" apparemment inéluctable.

Ce livre expose la stratégie alternative qui pourrait et devrait être adoptée, mais explique qu'elle n'a de chances de l'être qu'au prix d'une transformation révolutionnaire de la philosophie politique actuelle, et notamment de son appareil explicatif fait de faux "réalisme" et de techno-économisme simplificateur.

Maurice Bertrand, conseiller maître honoraire à la Cour des Comptes française, a été pendant 18 ans membre du Corps Commun d'Inspection des Nations Unies. Il est l'auteur de nombreux articles et de plusieurs essais traitant des relations internationales, dont "Pour une doctrine militaire française", collection Idées, Gallimard 1965, et "Refaire l'ONU, un programme pour la paix" éditions Zoé, Genève 1986, traduit en anglais, allemand et japonais.